

Supplément « Sans visa »

# Le Monde

15, rue Valquière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14561 - 6 F

SAMEDI 9 NOVEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La fin du sommet de l'alliance atlantique à Rome

## L'OTAN souhaite engager le dialogue avec les pays d'Europe de l'Est

### Juguler la prolifération nucléaire

Les pays occidentaux sont inquiets des risques de prolifération nucléaire - et chimique - que représente d'ores et déjà le processus d'effondrement de l'empire soviétique. Et, pour la première fois, ils le disent clairement.

Au-delà des polémiques à peine fétées sur l'éventuelle mise en place d'un embryon de défense européenne, au-delà des « petites phrases » sur l'avenir de l'alliance atlantique et le rôle politique des États-Unis en Europe au cours des prochaines années, c'est pour la reconnaissance publique du nouveau danger que représente l'ex-URSS qu'on se souviendra du sommet de l'OTAN à Rome. Car un nouveau danger remplace l'ancienne menace : en deux communautés distinctes, les membres de l'alliance en ont pris acte. C'est ainsi qu'ils constatent avec satisfaction, dans le texte consacré à l'ébauche d'un nouveau concept stratégique pour l'OTAN, que l'Europe occidentale n'est plus aujourd'hui « exposée à la menace ancienne d'une attaque massive soviétique ».

MAIS dans un autre communiqué, consacré cette fois à l'évolution de la situation en Union soviétique, les seize mettent le doigt sur le nouveau danger en demandant « instamment à toutes les autorités (de l'ex-URSS) de s'abstenir de toute action susceptible de conduire à la prolifération des armes nucléaires ou d'autres moyens de destruction massive ».

Il s'agit là d'un avertissement non pas à M. Gorbatchev, qu'on ne peut pas soupçonner de ne pas vouloir conserver la panoplie nucléaire soviétique « sous une autorité unique », mais aux dirigeants de Républiques comme l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie, sur le territoire desquelles sont stationnées nombre d'engins stratégiques (pour ne rien dire des armes nucléaires tactiques qui sont disséminées, elles, dans toutes les Républiques).

L'UKRAÏNE est plus particulièrement visée, car plusieurs de ses responsables ont paru tentés, à un moment ou à un autre, d'utiliser le stationnement d'armes nucléaires sur le sol de leur République pour faire pression non pas tant sur un « centre » étranger que sur la Russie, qui se pose de plus en plus en héritière naturelle de l'Union. Un autre paragraphe du communiqué lui est dédié, même si elle n'est pas nommée : celui qui appelle « à la modération dans le développement des forces militaires conventionnelles ».

Le fait que l'OTAN s'adresse tout autant aux Républiques qu'aux « dirigeants soviétiques » en dit long sur les doutes qu'on nourrit en haut lieu quant à la pérennité d'un pouvoir fédéral. Si l'on ne veut pas que l'effondrement de l'URSS donne naissance à deux ou trois nouvelles puissances nucléaires en Europe, n'est-il pas évident que les nouvelles Républiques qu'il faudra traiter pour les convaincre - y compris par le biais de strictes conditions mises à l'aide économique - de se débarrasser d'une manière ou d'une autre des armes nucléaires entreposées sur leur sol.

Le sommet de l'OTAN, qui s'est tenu à Rome en présence des chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres, s'est achevé le 8 novembre, à la mi-journée, avec l'adoption d'une déclaration politique portant essentiellement sur l'ouverture d'un dialogue formel avec les pays de l'Est. Deux déclarations séparées ont été également adoptées, l'une sur

ROME

de notre envoyée spéciale

Le risque que représente la dissémination d'armes nucléaires et chimiques sur le territoire de l'Union soviétique vaut bien que l'on soutienne encore, et aussi longtemps qu'il sera possible, M. Mikhaïl Gorbatchev. C'est en tout cas le parti qu'ont pris, vendredi 8 novembre, les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres de l'alliance atlantique, dans une déclaration adressée à

la Yougoslavie, l'autre sur l'URSS, que la France a refusé d'adopter. M. François Mitterrand estimant qu'il ne revenait pas à l'alliance de conseiller des pays tiers en matière politique ou économique. Dans ce dernier texte, l'OTAN lance un appel à l'Union soviétique et aux Républiques pour qu'une maîtrise complète de leurs armements nucléaires et chimiques soit assurée.

du sommet de l'OTAN à Rome. Pour le reste, en effet, les participants semblent s'être livrés à un exercice d'unanimité quelque peu forcé dont il ressort que rien n'est incompatible avec rien, que tout est complémentaire de tout, que les « interactions » et la « synergie » se chargeront de résoudre tous les problèmes en suspens.

Rome, pourtant, constitue une étape importante dans le débat qui agit l'alliance depuis des mois.

CLAIRE TRÉAN  
Lire la suite page 6

## Les Palestiniens racontent Madrid

Ils sont émus d'avoir vu leur « identité » reconnue mais exigent en priorité le gel de la colonisation israélienne

AMMAN

de notre envoyé spécial

Elle est grave et souriante ; elle possède le sens de la formule et beaucoup de répartie. Porte-parole de la délégation palestinienne à Madrid - sans appartenir à l'équipe de négociation - Hanan Achraoui, 43 ans, enseigne la littérature anglaise, sa « passion », à l'université de Bir-Zeit, près de Ramallah, en Cisjordanie.

Il est digne et discret ; il incarne - sous des allures de gentleman - la force tranquille de ceux qui ont beaucoup lutté. Notable modeste et cultivé, co-fondateur de l'OLP et sympathisant communiste, chef de la délégation officielle palestinienne à Madrid, Haider Abdel Chafi, 72 ans, préside depuis vingt ans le Croissant-Rouge de Gaza.

Hanan Achraoui et Haider Abdel Chafi sont aujourd'hui - avec Faïçal Hussein, 51 ans, resté dans l'ombre à Madrid - les trois plus célèbres « Palestiniens de l'intérieur ». A Amman, dernière étape de leur « long pèlerinage de retour vers Jérusalem », ils ont rendu compte en détail de leur mission au roi Hussein de Jordanie

et à Yasser Arafat ; puis ont reçu, jeudi soir 7 novembre, une dizaine de journalistes européens, invités des Nations unies, dont l'envoyé spécial du Monde.

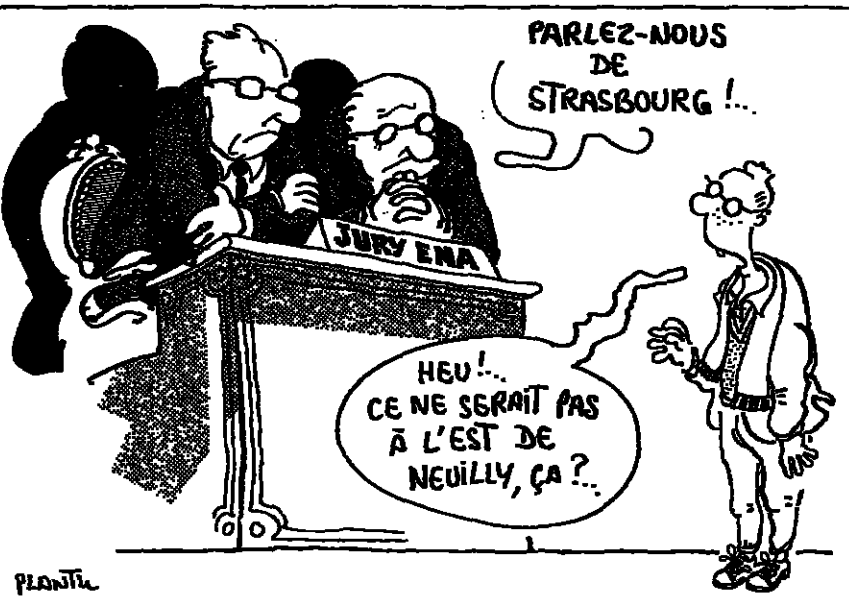
Elle parle et il l'écoute, n'intervenant que rarement dans cette conversation à bâtons rompus. « A Madrid, confie-t-elle, nous avons beaucoup pleuré (de joie, bien sûr). Disposer pour la première fois d'un forum, voir reconnaître l'identité palestinienne, pouvoir présenter sa cause, défendre son dossier, traiter d'égal à égal avec ceux qui vous ont niés pendant si longtemps : c'était très émouvant. Pour nous, Madrid restera comme le premier vrai signal annonçant l'inevitable naissance de l'Etat palestinien. » Joie ne veut pas dire euphorie. « Ce n'est que la première étape d'un dur voyage. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
Lire la suite page 5

L'université américaine  
de Beyrouth  
dévastée par un attentat

Lire page 5  
l'article de LUCIEN GEORGE

## La délocalisation d'organismes publics



■ Deux mille cinq cents emplois publics pour la province et la banlieue, d'ici deux ou trois ans  
par FRANÇOIS GROSRICHARD

■ Controverse dans la haute fonction publique à propos du transfert de l'ENA à Strasbourg  
par ANDRÉ PASSERON

■ « Ce qui est important, c'est l'efficacité de l'Etat », nous déclare M. Pierre-Charles Krieg, président (RPR) de la région Ile-de-France

■ « Vendre l'argenterie »  
par GÉRARD COURTOIS

■ Normale Sup à Lyon : seize ans de fronde

pages 7 et 8

### La mort de Gaston Monnerville

Président du Sénat de 1948 à 1968, Gaston Monnerville est décédé jeudi 7 novembre à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

page 9

### Les affaires du sang contaminé

■ Une lettre des transfuseurs à M. Laurent Fabius en juin 1985.

■ Une déclaration de M. Evrin sur les responsabilités politiques.

page 10

### Accord en vue pour les infirmières

Quatre organisations syndicales ont accueilli favorablement les dernières propositions du ministre de la santé.

page 10

### Sanctions économiques contre la Yougoslavie

Une décision des ministres des affaires étrangères de la CEE

page 3

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

HENRI AMOUROUX

La grande histoire des Français après l'occupation.



les règlements de comptes

Septembre 1944 - Janvier 1945

Robert Laffont

A lire  
HENRI AMOUROUX

LA GRANDE HISTOIRE DES FRANÇAIS APRES L'OCCUPATION. TOME 3

Les règlements de comptes

Septembre 1944 - Janvier 1945

Dans une série passionnante,  
le livre qui va soulever les passions.

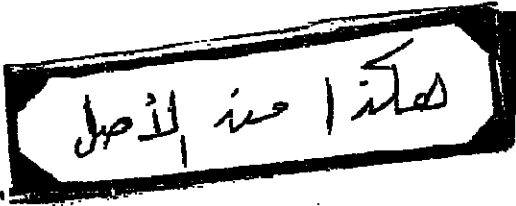
ROBERT LAFFONT  
EDITEUR

M0147 - 1109 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Israël, 1,20 \$ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

كلنا مع الحق



## DÉBATS

Les 30 ans d'Amnesty International : des artistes se mobilisent pour des prisonniers politiques

### Iran : Nasrin Rasooli

Monsieur le Président de la République islamique d'Iran.

Chers enfants iraniens et français, Si je m'adresse à vous, Monsieur le Président, c'est que la marche de l'histoire ne s'arrête jamais et doit toujours mettre en évidence nos consciences de citoyens des pays libres.

Votre autorité ne peut seule prendre en considération cette lettre. Cet appel, nos enfants doivent aussi le comprendre pour écouter notre passé et notre futur.

Je vous parlerai de Nasrin Rasooli, citoyenne iranienne, diplomate de physique, arrêtée en 1981 à cause de ses sympathies pour l'organisation iranienne des Moudjahidines du peuple, qui à cette époque ne s'était pas encore lancée dans l'action armée contre les autorités iraniennes et était une formation politique parfaitement légale.

Après deux ans de détention, Nasrin Rasooli a sombré dans la maladie mentale. En 1986, son état de santé s'étant aggravé elle a été libérée. Elle n'avait apparemment jamais été inculpée ni jugée. En 1988, elle a été exécutée comme beaucoup d'anciens prisonniers politiques.

Ces exécutions ayant été pratiquées en secret, il est impossible de connaître le nombre des victimes.

On connaît les noms de plus de 2 300 prisonniers qui auraient été tués entre juillet 1988 et janvier 1989.

Les autorités iraniennes n'ont jamais voulu reconnaître que des exécutions avaient été pratiquées à une grande échelle.

Aujourd'hui, les familles ignorent si leurs proches, toujours portés disparus, faisaient partie de ces victimes et si tel est le cas, où ils ont été enterrés.

Si l'opinion internationale ne se préoccupe plus de ces exécutions de masse, cela ne doit pas permettre à vos responsables de garder le silence sur des violations aussi graves du droit à la vie, du droit à la parole, du droit de chaque citoyen d'être le garant de la morale et de l'éthique de son pays au même titre qu'il le doit que vous-même, Monsieur le Président, garant de sa grandeur et de sa dignité.

Je me permets de solliciter très respectueusement des renseignements sur le sort de nos victimes, de vos victimes.

Il ne peut m'être fait le reproche d'ingérence dans la conduite intérieure de votre pays. L'Iran et la France doivent être des pays frères. Les frontières doivent s'ouvrir à la liberté d'un homme ou d'une femme quelle que soit sa nationalité ou sa religion.

Ils sont dans notre conscience, dans notre cœur d'ou que nous soyons sur cette terre.

De l'école à la fin de notre vie, nous devons connaître l'autre, l'écouter et lui parler.

Isolés dans le silence, isolés dans les prisons, quels sont les coupables ?

Votre réponse, Monsieur le Président de la République islamique d'Iran, saura éclairer notre devenir et celui de vos compatriotes.

Soyez assuré, Monsieur le Président de la République islamique, de ma très haute considération.

MICHEL PICCOLI

Pour marquer les trente ans d'Amnesty International, et en prévision de la journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre prochain, trente metteurs en scène ont réalisé trente courts-métrages, trente personnalités ont écrit trente lettres aux gouvernements concernés pour tenter de sauver trente prisonniers politiques. Ces films seront diffusés sur toutes les chaînes de télévision (sauf TF1) entre le 10 novembre et le 10 décembre, après quoi ils seront réunis en un seul pour être distribués en salles. Le Monde publie, à cette occasion, quelques-unes des lettres qui attirent chacune l'attention sur une personne privée de liberté pour raison politique.

### Soudan : Ushari Ahmed Mahmoud

Lettre « chanson » écrite par Alain Souchon et Claire Denis

Je suis bien que rue de Belleville  
Soudan mon Soudan  
Rien n'est fait pour moi  
Mais je suis dans une belle ville  
C'est déjà ça  
Si loin de mes antilopes  
Je marche tout bas  
Marcher dans une ville d'Europe  
C'est déjà ça.

Chorus  
Et je rêve que SOUDAN  
Mon pays, soudain se soulève  
Rêver c'est déjà ça  
C'est déjà ça  
Y'a un sac de plastique vert  
Au bout de mon bras  
D'un mon sac vert il y a de l'air  
C'est déjà ça.

Quand je danse en marchant  
Dansez djellababs  
Ça fait sourire les passants  
C'est déjà ça.

Pour vouloir la Belle Musique  
Soudan mon Soudan  
On te casse les dents  
On te casse les dents  
Pour vouloir le monde parlé  
Soudan mon Soudan  
Celui de la parole échangée  
On te casse les dents.

Chorus  
Je suis assis rue de Belleville  
Au milieu d'une foule  
Et là le temps hémophile  
coule...

Chorus  
C'EST  
JÉ  
DA  
ÇA

### URSS : Alexandre Goldovitch

Monsieur Gorbatchev, Je suis très déçu. Moi qui croyais - et j'étais pas le seul en France - que, grâce à vous, depuis quelques années, c'était fini, le goulag, tout ça...

Il y avait même des intellectuels professionnels de chez nous tels que Bernard-Henri Lévy qui étaient dans nos journaux que Soljenitsyne avait peut-être envoyé le bouchon un peu trop loin, avec son *Archipel...* (Entre parenthèses, voilà la grande différence entre nos deux systèmes : Soljenitsyne s'est exilé aux Etats-Unis et nous, Bernard-Henri Lévy, on se le garde. Et même si vous pensez « Tant pis pour vous », j'estime que la démocratie vaut bien quelques sacrifices. Je sais que Bernard-Henri Lévy est écrivain - non, pas parce qu'il est juif ! - parce qu'il est écrivain. Point. Fermez la parenthèse.)

A propos de juif, qu'est-ce qu'il a fait de si mal, cet Alexandre Goldovitch, pour qu'on le condamne à quinze ans de camp de travail et à cinq d'exil intérieur, le 2 décembre 1985 ?

D'après la documentation d'Amnesty International - je sais pas si vous l'avez reçue, Monsieur Gorbatchev, mais généralement, c'est très bien fait. - Alexandre Goldovitch, un physicien de quarante-quatre ans, a été arrêté avec sa femme Natalia Sokolova tout simplement parce qu'ils s'apprêtaient à traverser la

mer Noire. En bateau. Et alors ? Vous êtes contre les voyages, Monsieur Gorbatchev ? Vous, avec votre dame, vous passez votre temps à vous faire la malle d'une capitale à l'autre. Des que vous avez un coup de cafard, tout de suite : « Allez Raïssa, sortez les robes, on va les montrer ! » Et en avant pour New-York, Londres ou Paris.

Et je vous comprends, tous : vous, Raïssa, Natalia Sokolova et ce Goldovitch. Ça n'a pas l'air tellement folichon, la vie quotidienne, dans vos régions. Pas étonnant que vous ayez envie de vous changer les idées.

Monsieur Gorbatchev, je vous parle d'homme à homme, les yeux dans les yeux : ici, en Occident, vous jouissez - comme on dit dans la publicité - d'une excellente image. Qu'est-ce qu'il y a ? Vous voulez tout gâcher ou quoi ?

Vous qui n'arrêtez pas de nous demander de vous aider, vous voulez bien me rendre un service.

Pourriez-vous user de votre influence afin d'obtenir de vos flics et de vos juges qu'ils aient l'obligeance de laisser Goldovitch en paix ? S'il vous plaît.

Monsieur Gorbatchev, je vous jure que je ne fais même pas appel à votre humanité : c'est votre intérêt.

GUY BEDOS  
et PATRICE LECONTE

### Malawi : Vera et Orton Chirwa

Monsieur le Président Ngwazi Dr. H. Kamuzu Banda, président à vie de la République du Malawi, Private Bag 383 Lilongwe 3 Malawi.

Vera et Orton Chirwa sont prisonniers d'opinion à vie dans votre pays.

Tous deux sont des juristes. Vera Chirwa, procureur en Tanzanie, a enseigné le droit.

Orton Chirwa a joué un grand rôle au Malawi : avocat - le premier avocat africain du pays - conseiller juridique, ministre de la justice, il a été l'un des artisans de l'indépendance.

Quand vous êtes venu au Malawi en 1960, Monsieur le Président, après des années d'exil politique, Orton Chirwa s'est désisté en votre faveur.

Puis, en septembre 1964, peu de temps après l'indépendance, sont venus la crise politique, les divergences, l'exil.

Après dix-sept ans de cet exil en

Tanzanie, Vera et Orton Chirwa, selon leur propre récit, ont été enlevés par des membres de vos forces de sécurité dans l'est de la Zambie, où ils s'étaient rendus au chevet de parents malades.

Leur fils Fumbani, arrêté en même temps qu'eux, est resté détenu sans inculpation ni jugement pendant deux ans.

Après une parodie de procès où, comble de l'absurde pour ces deux juristes, leurs juges n'avaient pas de formation juridique, et où ils n'ont pas eu droit à un avocat, ils ont été condamnés à mort.

En 1984, à la suite de pressions internationales, vous les avez « graciés », c'est-à-dire que vous avez transformé leur condamnation à mort en emprisonnement à vie.

(Graciés... prison à vie...)

Voilà plus de dix ans qu'ils sont détenus dans des conditions inhumaines : privés de soins, sous-alimentés, sans visite, sans courrier, enfermés au secret dans leurs cellules quatorze heures par jour, attachés la nuit par des menottes à une

barre de fer, ils n'ont ni le droit de se parler ni celui de communiquer avec le monde extérieur.

(Attachés la nuit par des menottes à une barre de fer...)

Vera et Orton Chirwa sont âgés maintenant de soixante-cinq et soixante-deux ans.

(Soixante-cinq et soixante-deux ans...)

Quel crime ont-ils commis, Monsieur le Président à vie ? Simplement celui d'être en désaccord avec le parti unique de votre République, qui n'est pas un crime.

Je suis un chanteur français, j'aime la liberté, la vie, et je ne puis que me révolter contre une aussi grave injustice.

Je vous demande donc instamment, Monsieur le Président, de faire libérer sans condition Vera et Orton Chirwa, et d'assurer dans votre pays un jugement équitable à tous les autres prisonniers politiques.

JACQUES HIGELIN

### Indonésie : Thomas Wainggai

Monsieur le Président Suharto Djakarta (Indonésie)

Monsieur le président,

Peu de mes concitoyens ont eu le bonheur de visiter votre pays. Beaucoup ont entendu parler, il est enveloppé de prestige par sa culture millénaire, le charme et la subtilité de ses habitants, la beauté de ses paysages. A ces notions de raffinement et d'intelligence, il semble naturel d'ajouter l'idée de la liberté de l'esprit humain, de la liberté de penser.

J'ai pourtant appris qu'un homme, qui n'est pas un criminel, se trouve, chez vous, Monsieur le Président, condamné pour ses idées à vingt ans d'emprisonnement, toute une vie...

Cet homme, Thomas Wainggai, n'a pas, à ma connaissance, commis de violence. Il souhaitait et voulait promouvoir l'indépendance de la province où il vivait : l'Irian Jaya.

Il a été accusé d'avoir : « encouragé des sentiments hostiles à l'Etat indonésien, conçu l'idée de la création d'un Etat de Mélanésie occidentale, et rassemblé un groupe de personnes susceptibles de l'aider à réaliser son projet... »

Les autorités de votre pays, Monsieur le Président, n'ont elles-mêmes jamais accusé Thomas Wainggai d'autre délit que de celui d'avoir affirmé ses opinions. Un mois avant le verdict, le commandant militaire de la région d'Irian Jaya disait du groupe formé par Thomas Wainggai qu'il n'était « pas un mouvement armé. En vérité ce n'est rien d'autre qu'un groupe d'action diplomatique. Il a rassemblé une poignée de gens qui se comportent comme s'ils étaient les fonctionnaires d'un nouvel Etat, mais il n'en est pas à promulguer des lois ».

Thomas Wainggai et sa femme Toruko ont été arrêtés le 14 décembre 1988, au cours d'une cérémonie publique organisée pour proclamer l'indépendance de l'Irian Jaya, rebaptisée « Mélanésie occidentale » par non soixante personnes présentes à la cérémonie, chantaient et priaient avec eux. A ma connaissance, le procès de Thomas Wainggai a été entouré d'un grand secret. Ses amis n'ont pu y assister, les audiences ont eu lieu à l'intérieur d'une base militaire, les pièces à conviction sont demeurées

inaccessibles à ceux qui souhaitent les connaître. Ainsi s'est joué le sort de Thomas Wainggai, qui, d'origine japonaise, a vu son procès de dérouler dans une langue, l'indonésien, à peine connue de lui.

Monsieur le Président, mon propos n'est pas de prouver, par les idées elles-mêmes qui ont conduit Thomas Wainggai à former un groupe autonome. Mais les renseignements dont je dispose me conduisent à penser que Thomas Wainggai n'a jamais appelé à la violence. Sa vie entière est brisée par la simple expression de sa pensée.

J'ai donc l'honneur, Monsieur le Président, de vous demander de bien vouloir user de votre influence pour que soient libérés Thomas et Toruko Wainggai ainsi que les autres personnes emprisonnées pour les mêmes raisons.

Dans cet espoir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

JEAN-LUC GODARD  
et ANDRÉ ROUSSELET

## BIBLIOGRAPHIE

# Le droit d'ingérence, la morale et le remords

### LE MALHEUR DES AUTRES

de Bernard Kouchner.  
Editions Odile Jacob.  
339 p., 130 F.

Bernard Kouchner prend deux chemins. Nous conduisant sur quelques-uns des lieux où il s'est battu pour tenter d'atténuer le malheur des autres, il revient notre émotion. Le voici au Biafra, ce Biafra mort, nous dit Kouchner, « de la lâcheté des hommes ». Le voici au Cambodge, au Vietnam, en Afghanistan, en Ethiopie, au Pakistan, avec Médecins sans frontières, puis avec Médecins du monde, avec tous ceux qui veulent bien s'engager à secourir des hommes en danger de mort. « Nous n'avons pas encore théorisé l'ingérence, nous la pratiquons à pied », écrit-il, évoquant les combats menés en Afghanistan. Voici Kouchner en France, encourageant, multipliant les initiatives, réunissant ses amis, et il semble n'en pas manquer, pour « pédonner », s'indigner, protester, dénoncer. Et le voici venu à Auschwitz, regardant, face au crématrice, cette sinistre évidence : « Sans vraiment protester, les hommes ont laissé mourir les juifs », la loi du silence à long-temps entouré le génocide. Ingérence ? Lâcheté ? Peur ? Complicité ? Mais voici que se font désormais entendre ceux que Kouchner appelle « les entités », d'au-

tres et lui, bien sûr, qui ne veulent plus de ces silences enveloppés du principe de souveraineté des Etats. Grâce à ces entités, affirme Kouchner, il devient, il deviendra chaque jour plus difficile d'« assassiner massivement à l'ombre des frontières ». Cet homme de grand cœur, cet homme de grand cœur que quand il est ému et veut nous émouvoir. Et la part de ce livre qui assemble ses souvenirs, et aussi le portrait de plusieurs « justes » qui sacrifieront leur vie à celle des autres, nous ne l'oublierons pas facilement. « Je me suis conduit comme un médecin, conduit simplement l'auteur, le monde était malade et j'ai tenté de le soigner. »

Mais le projet de ce livre est ailleurs. Kouchner veut nous conduire, à la lumière de son expérience, de l'assistance humanitaire, entendue comme un devoir moral, une exigence de l'amour, ou de la fraternité, au droit d'ingérence, principe de droit international qui permettrait désormais de contraindre un Etat souverain à respecter la vie et les droits fondamentaux des hommes qu'il régit, et souvent asservit.

Le droit d'ingérence, « retour de morale imposé dans le remords de la guerre du Golfe », Kouchner y voit l'avenir d'un monde où une autorité supérieure imposera le respect de l'homme si souvent proclamé. Il est si convaincu qu'il se montre sévère à l'égard de ceux qui se méfient de ce droit

proclamé, ou utilisé, pour limiter les crimes de M. Saddam Hussein. Bernard Kouchner voit, dans ces sceptiques, ces nostalgiques de la souveraineté des Etats, « des conformes et des peureux », des gauchistes résiduels, des tiers-mondistes impénitents, ou à l'inverse des conservateurs « attachés au chevet des tyrans ». Dans tous les cas, le refus du droit d'ingérence constituerait un refus d'assistance à personne en danger. Il caractériserait une « conduite criminelle ».

### L'importance du spectacle

On voudrait réfléchir plus longtemps. Il n'y a sans doute pas que des conformes ou des peureux pour s'interroger sur le droit d'ingérence, pour se souvenir que tout au long de l'histoire la doctrine humanitaire n'a cessé d'accompagner, d'habiller les politiques de domination, que les croisades furent entreprises pour servir un Dieu d'amour, que la colonisation avait mission d'exporter la démocratie, que la conquête de l'Amérique fut justifiée par des pratiques inhumaines, que la France, et elle n'est pas la seule, n'a cessé de couvrir ses interventions en Afrique de ses devoirs humanitaires.

Certains prétendent même se souvenir que c'est pour libérer des peuples opprimés qu'à plusieurs reprises le fascisme s'avance, et

que les oppressions communistes n'eurent jamais pour explication que de préparer le grand soir, l'avènement du prolétariat, le règne de l'homme enfin libéré ! Bernard Kouchner aura raison d'opposer que ces leçons de l'Histoire n'en sont pas, et qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle l'ingérence humanitaire veut poursuivre un but clair, qui est de reconnaître à chacun le droit de ne être ni massacré, ni martyrisé, le droit à la vie, à la dignité, et rien de plus. Mais ce ne sont pas forcément des réactions ou des gauchistes résiduels ceux qui ne sont pas convaincus que l'intervention des Nations unies en Irak soit un précédent déterminant : parce que cette ingérence fut moins un choix délibéré qu'une séquelle de la guerre, d'une terrible guerre, parce que l'on se trouvait déjà en pleine ingérence lorsque celle-ci fut décidée, et parce que les Etats-Unis avaient, durant la guerre, encouragé les Kurdes à se révolter. Et faut-il observer qu'on n'accorda pas aux chéites le même traitement qu'aux Kurdes, qu'aujourd'hui les Kurdes ne semblent plus beaucoup préoccuper le monde, qu'ils paraissent rendus à l'oubli, sinon au malheur ?

Et s'il se commet dans le monde, chaque jour, des milliers d'actes de barbarie, individuelle ou collective, quels sont les crimes qui mériteraient l'attention de ce droit nouveau ? Ne serait-ce pas

l'importance du spectacle qui finalement motivera l'ingérence, le refus de préparer le grand soir, le secours d'images insoutenables, mais demeurant inutile pour ceux qui n'en peuvent disposer ? Ce droit des forts, si même il veut être juste, ne serait-il pas forcément sélectif, supportant les dictatures dont ils s'accrochent, menaçant celles qui les dérangent ? Ne serait-ce pas, au bout du compte, une invention générique du système capitaliste pour répandre ses valeurs et multiplier ses marchés ? Et l'avant-garde moderne des droits de l'homme ne pourrait-elle légitimer de nouvelles croisades aux moyens multipliés ?

Aucune de ces hésitations ne peut venir à bout du droit d'ingérence. Elles ne peuvent qu'aider à réfléchir sur les conditions et les moyens de sa mise en œuvre. C'est un discours inutile à force d'être pessimiste celui qui ne consent jamais aucun progrès, et juge l'intervention des Etats à la fin du vingtième siècle par référence aux siècles précédents. Il est sans doute vrai que les images passant les frontières, et la proximité des civilisations, peuvent donner, peu à peu, à l'humanité tout entière, un même regard sur le bien et le mal. Il est vrai sans doute que le progrès de l'histoire des hommes serait de rechercher, difficilement, les voies d'un ordre mondial, et d'un droit mondial, dont la résolution 688 pourrait

être un premier pas, un petit pas. Et il est vrai aussi - si même nous craignons de l'admettre par crainte de catéchisme - qu'une morale, ou une éthique, qui postule le droit à la vie, le droit à la dignité, qui permet à l'homme de vivre redressé, et pourquoi pas d'être heureux, le temps court et long qu'il passe sur la terre, a sans doute vocation à devenir une morale commune, une morale protégée par une autorité mondiale. Il est vrai encore que la force de l'Etat souverain couvre du dogme de non-ingérence les pires forfaits. Nul doute que le droit d'ingérence n'est encore qu'un balbutiement.

Sur ce beau chantier que la France, avec Kouchner, tient pour le sien, nous devons demeurer des ouvriers résolus mais modestes. Voici deux siècles que nous n'avons cessé de confondre nos intérêts, nos ambitions, et les droits de l'homme. Grande marchandise de l'usage des peuples étrangers, nous sommes mieux capables d'exporter la démocratie que de la vivre.

Sollicitant le droit d'ingérence, la France postule une « moralisation » de la politique internationale, et Bernard Kouchner nous invite à ébaucher ce grand projet. Il nous reste, comme aux autres nations qui s'affirment fortes et vertueuses, à accorder les comportements et les principes.

JEAN-DENIS BREDIN



## GRANDE-BRETAGNE : trois élections partielles

## Le Parti conservateur a essuyé une cuisante défaite

Le Parti conservateur perd deux des trois circonscriptions où une élection législative partielle s'est déroulée, jeudi 7 novembre, au profit des travaillistes et des démocrates libéraux. Le Labour conserve le troisième siège. Dans la perspective d'élections générales au printemps, ces revers ne sont pas de nature à redonner confiance au parti de M. John Major.

LONDRES

de notre correspondant

Au vu des résultats des trois élections partielles qui se sont déroulées, jeudi, à Kincardine and Deeside (Ecosse), Langbaugh (Cleveland) et Hemsworth (Yorkshire), le Parti conservateur n'a guère de raisons d'envier l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Il perd les deux premières circonscriptions qui vont respectivement aux démocrates libéraux et au Parti travailliste.

crates libéraux et au Parti travailliste. A Hemsworth, le Labour conserve son siège avec une majorité réduite. Pour le gouvernement de M. John Major, ce triple échec est de mauvais augure. C'est précisément le 7 novembre qu'aurait dû être organisé un scrutin national si le premier ministre avait choisi, comme il en fut longtemps question, d'avancer la date des élections générales.

Selon un nouveau sondage de l'Institut Gallup, le Parti travailliste possède actuellement une avance de huit points, une marge qui lui accorderait une majorité absolue à la Chambre des Communes. L'annonce, mercredi, par le biais de la « déclaration d'autisme » du chancelier de l'Échiquier, de rallonges budgétaires substantielles dans différents secteurs de l'économie (le Monde du 8 novembre), la perspective souvent annoncée d'une reprise de la croissance, tout cela n'a pas été suffisant pour convaincre l'électorat de garder sa confiance au parti majoritaire.

Avant les délicates négociations au sommet européen de Maastricht,

où il va être confronté à des choix potentiellement coûteux sur le plan intérieur — dans la mesure où l'unité de son propre parti est en cause, notamment, à propos de la monnaie unique — le premier ministre britannique apparaît sur la défensive : le Parti conservateur a perdu les sept élections partielles qui ont eu lieu depuis 1987. Cette position délicate transparaît dans la physionomie d'un budget qui, tournant le dos au dogme « thatchérien » du « on ne peut dépenser que ce que l'on gagne », prend des libertés sans précédent, du point de vue de l'endettement, du déficit et des dépenses en faveur des services publics.

## Des enjeux nationaux

Le caractère « périphérique » de ces trois scrutins ne doit pas tromper : dans chaque cas, ce sont les sujets qui dominent le débat national qui ont été en jeu. A Langbaugh, la question raciale, soulevée par le candidat conservateur, a manifestement contribué à limiter

l'avance (1975 voix) du candidat du Labour, le Dr. Ashok Kumar, d'origine indienne. A Kincardine, où le candidat démocrate libéral, M. Stephen, l'emporte avec une marge de 7824 voix sur son rival conservateur, M. Humphrey (vainqueur avec une majorité de 2063 voix en 1987), c'est la question de la réforme du service national de santé (NHS), c'est-à-dire la perspective de voir l'hôpital local choisir le statut d'établissement autogéré (procédure du « opting out »), qui a été au centre de la campagne, avec celle — ô combien sensible en Ecosse — de la fusion de deux régimes d'édification, dans le cadre de la réduction des effectifs de l'armée.

Le thème de la réforme du NHS avait également été à l'origine de la défaite du Parti conservateur lors de la précédente élection partielle, en mai dernier, à Monmouth (pays de Galles). Sur ce point, malgré les démentis répétés de M. Major, l'électorat demeure d'une grande constance : selon un sondage publié le 5 novembre, 48 % des personnes interrogées croient qu'en cas de victoire des Tories, le NHS sera privatisé, et 34 % seulement sont d'accord avec les conservateurs pour dire que le Labour ment à propos de cette privatisation de la santé.

Avec le résultat de Kincardine (une circonscription « riche », grâce à la manne pétrolière), le Parti conservateur est relégué au rang de troisième parti d'Ecosse (9 sièges sur 72), après le Labour (48) et les démocrates libéraux (10). Cela signifie que le parti de M. Major pourra difficilement éviter de prévoir, dans son manifeste électoral, des dispositions en faveur d'une large décentralisation des pouvoirs en faveur d'un exécutif local.

Le Labour, quant à lui, a déjà promis l'élection d'une assemblée écossoise dotée de pouvoirs étendus, dans le cadre d'un système quasi fédéral pour l'ensemble du Royaume-Uni et les démocrates libéraux sont, eux aussi, engagés dans cette voie.

LAURENT ZECCHINI

## YUGOSLAVIE : l'armée fédérale impose le blocus des ports

## La CEE décrète des sanctions économiques

Les ministres des affaires étrangères de la CEE réunis, vendredi 8 novembre, à Rome, ont adopté, en marge du sommet de l'OTAN, des sanctions économiques contre la Yougoslavie mais ont renoncé à suspendre la conférence de paix, menée sous l'égide de la CEE à La Haya. Selon un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères, ces sanctions comprennent notamment la suspension, avec effet immédiat, de l'accord de coopération économique CEE-Yougoslavie, la restauration des limitations quantitatives aux exportations yougoslaves de produits textiles, le retrait de la Yougoslavie de la liste des bénéficiaires du système de préférences généralisées (SPG). Les Douze ont également demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de décréter un embargo pétrolier contre ce pays. La CEE se réserverait toutefois la possibilité d'accorder une aide financière aux Républiques yougoslaves qui coopèrent avec les médiateurs européens. En Croatie, les combats se sont poursuivis, jeudi, et ont fait au moins treize morts.

L'armée fédérale a annoncé, vendredi 8 novembre, l'imposition d'un blocus total des ports croates de l'Adriatique — Rijeka, Zadar, Šibenik, Split, Ploče et Dubrovnik — à l'indiqué, en fin de matinée, l'agence yougoslave Tanjug. L'armée ouvrait le feu sur tout bateau tentant de forcer le blocus, a précisé l'agence.

Jeudi, l'armée et l'aviation fédérales ont déclenché une vaste offensive contre les forces croates. Des raids aériens ont eu lieu sur tout le territoire de la République sécessionniste, de la Slavonie (à l'est) à la côte adriatique en passant par la capitale, Zagreb.

Des Mig 21 ont bombardé à deux reprises la petite ville de Bizovac, proche d'Osijek, faisant sept morts et vingt-cinq blessés, dont le chauffeur d'une mission d'observation de la CEE.

Cette intensification des combats n'a pas épargné Zagreb, qui a décrété un couvre-feu de deux heures, jeudi soir, après le survol répété de la capitale croate par des avions qui ont largué des fusées éclairantes pour permettre, selon le colonel croate Davor Domuzet,

aux troupes fédérales assiégées dans des casernes d'ouvrir le feu contre les forces croates qui les encerclent depuis le mois de juillet.

Sur la côte adriatique, une attaque s'est produite en fin de soirée dans les environs immédiats du port de Zadar, qui a été survolé pendant toute la journée par une trentaine d'avions.

L'armée a également adressé un nouvel ultimatum aux responsables de la ville de Dubrovnik, assiégée depuis cinq semaines. Cinquante mille personnes sont bloquées dans cette ville depuis le 1<sup>er</sup> octobre avec des réserves en eau, en vivres et en médicaments qui s'épuisent au fil des jours.

Faço à cette situation, le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué qu'il prévoyait l'acheminement prochain de secours par bateau pour les habitants de la ville. De son côté, Radio Belgrade affirme que les milices croates ont attaqué, jeudi, les forces fédérales dans les secteurs d'Okučani, Lipik, Staro et Nova Gradiska, proches de l'autoroute Zagreb-Belgrade. — (AFP, Reuters, UPI)

## URSS : commémorant à sa manière la révolution d'octobre

## Saint-Petersbourg a enterré Leningrad

La ville de Saint-Petersbourg a enterré en fanfare son nom révolutionnaire de Leningrad par une fête populaire organisée le jeudi 7 novembre au cœur de la cité. Toutefois, réformateurs, communistes, monarchistes et antibolcheviks ont commémoré séparément cette page de l'histoire de leur ville, capitale brillante de la Russie tsariste, haut lieu de la révolution de 1917, puis forteresse inexpugnable lors du blocus allemand de 1941.

La mairie avait symboliquement choisi la date du 7 novembre pour affirmer sa volonté d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de Saint-Petersbourg. « Cette ville a toujours été la plus européenne de la Russie, elle retrouve aujourd'hui son nom de Saint-Petersbourg et veut redevenir une fenêtre ouverte sur l'Europe, comme le voulait son fondateur Pierre le Grand », a déclaré le maire réformateur, M. Anatoly Sobtchak, sous les applaudissements d'une foule de dix mille personnes rassemblées au pied du Palais d'hi-

ver. Lâchers de ballon, acrobaties aériennes, sauts en parachute, parades de voitures anciennes, défilés en costumes historiques, concerts de rock et feux d'artifice.

Si les autorités municipales n'avaient pas lésiné pour faire de cette journée une vraie fête, les habitants de Saint-Petersbourg ont quelque peu boudé les festivités municipales, préférant visiblement flâner dans les grands parcs et le long des canaux brumeux de la ville.

Opposés à l'idée même de cette fête, les défenseurs du nom de Leningrad et du souvenir de la révolution bolchévique ont choisi pour théâtre de leur contre-manifestation, le quai du croiseur Aurora, le célèbre vaisseau utilisé par les révolutionnaires en 1917. Les vétérans, retraités et communistes convaincus, munis d'oriflammes rouges frappées de la faucille et du marteau, ont exprimé leur colère et leur désarroi. « Notre ville glorieuse s'est transformée en prostituée vide de devises, qui se vend aux visiteurs étrangers et qui demande des aides humanitaires », s'est exclamé un orateur sous les vivats d'une foule d'environ deux

mille personnes qui scandait « Leningrad, Leningrad ».

Les monarchistes et les militants du parti Russie démocrate avaient choisi, pour leur part, de proclamer le 7 novembre « journée de deuil à la mémoire des victimes de la terreur ». Après un office religieux commun, les deux groupes, les uns, une vingtaine d'hommes vêtus de l'uniforme de l'armée blanche avec des drapeaux tsaristes et des portraits de Nicolas II, les autres, quelque centaines munis de grandes bannières, de deuil, ont longuement défilé dans les rues de la ville.

Le prince Vladimir Romanov, héritier légitime de la couronne impériale russe, venu pour la première fois en Russie, a préféré se tenir à l'écart de toutes ces festivités. Malgré toutes ces manifestations symboliques, les rues de Saint-Petersbourg étaient désertes jeudi en fin d'après-midi. « Toutes ces histoires de commémoration, ça ne sert à rien et ça ne changera pas notre vie », estimait un jeune chômeur désabusé. — (AFP)

## Le 7 novembre « Jour de fête » à Cuba

Cuba a célébré, jeudi 7 novembre, le 74<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre en décorant cinquante conseillers militaires soviétiques de l'ordre de Che Guevara, « en reconnaissance de l'assistance apportée aux forces armées cubaines » pendant trois décennies.

« C'est un jour de fête pour nous et nous le partageons avec nos frères soviétiques », a déclaré le général Urtico Rosales del Toro, chef d'état-major des forces armées cubaines, à l'issue de la cérémonie.

L'organe officiel Granma a publié à la « une » un éditorial à la gloire de l'orthodoxie communiste et de Lénine.

Les relations entre Cuba et son allié soviétique se sont tendues depuis le 11 septembre dernier, date à laquelle Moscou a annoncé son intention de retirer une brigade soviétique stationnée à Cuba, sous la pression des États-Unis. — (Reuters)

## EN BREF

■ BULGARIE : confiscation imminente des biens de l'ancien Parti communiste. — Les biens du Parti socialiste bulgare (PSB), héritier de l'ancien Parti communiste, seront prochainement confisqués, selon un projet de loi présenté au Parlement par l'Union des forces démocratiques (UFD), qui a remporté les élections du 13 octobre dernier. Le projet prévoit notamment une remise à l'État des biens immobiliers, des objets, des titres et des dépôts bancaires, en Bulgarie et à l'étranger, appartenant au PSB. — (AFP)

## M. Boris Eltsine s'est nommé chef du gouvernement russe

Comme il l'avait annoncé, M. Boris Eltsine s'est nommé, mercredi 6 novembre, à la tête du gouvernement russe, afin d'appliquer son programme de réforme économique radicale. Selon un décret, qu'il a lui-même signé, le président russe dirigera l'exécutif pendant la période des réformes. Le Congrès des députés russes lui avait accordé le 1<sup>er</sup> novembre les « pleins pouvoirs » économiques, l'autorisant à gouverner par décrets.

M. Eltsine prend notamment sous sa responsabilité directe les ministères russes de la défense, de l'intérieur, ainsi que le KGB de la Fédération de Russie. Le vice-président, M. Alexandre Routskoï, est chargé d'un « centre de contrôle opérationnel » créé pour surveiller l'application des réformes. Le chef du Conseil d'État russe, M. Guennadi Bourboulis, nommé premier vice-premier ministre, supervisera le travail des ministères des affaires étrangères, de l'information et de la justice. — (AFP)

■ IRLANDE : Le premier ministre limoge son ministre des finances. — M. Charles Haughey, premier ministre irlandais, a limogé, jeudi 7 novembre, son ministre des finances, M. Albert Reynolds, qui avait menacé de voter une motion de censure contre lui, déposée par des députés de son propre parti, le Fianna Fail, principal parti de la coalition au pouvoir. M. Haughey, qui fait face à des vagues répétées de contestation de la part de ses amis politiques, assumera lui-même les fonctions de ministre des finances. — (AFP)

## AMÉRIQUES

## CANADA

## Adoption d'une loi plus sévère sur le contrôle des armes à feu

MONTREAL

correspondance

A l'issue d'un débat qui a duré dix-huit mois, la Chambre des communes d'Ottawa a adopté, jeudi 7 novembre, par 189 voix contre 14, une loi renforçant le contrôle sur les armes à feu, qui interdira notamment l'importation au Canada d'armes automatiques et de certains types d'armes semi-automatiques.

Le texte aura également pour effet de rendre plus difficile l'achat d'armes à feu (il faudra attendre vingt-huit jours avant de pouvoir obtenir un permis de port d'arme) et d'en interdire la possession aux moins de dix-huit ans. La loi fixe, de plus, la capacité des chargeurs des armes automatiques à dix cartouches et à cinq pour les fusils et carabines de chasse, ce qui a suscité le mécontentement des millions de chasseurs que compte le Canada. Elle prévoit également des sanctions plus sévères pour les personnes reconnues coupables de crime commis à l'aide d'une arme à feu.

Avant d'entrer en vigueur, le texte devra encore être adopté par le Sénat, dominé par les conservateurs au pouvoir.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

On y prend goût  
NOUVELLES FRONTIÈRES

b allade au marché flottant les pirogues sont remplies d'épices et de curieux fruits, zigzag entre les pilotes, ...avant même de goûter, faut savoir payer !

ROME 1090 F
MARRAKECH 1200 F
MONTREAL 2 190 F
DAKAR 2 370 F
BANGKOK 3 890 F
NEW YORK 2 390 F
LES ANTILLES 2 600 F
MIAMI 2 970 F
HÔ CHI MINH-VILLE 5 690 F
PAPEETE 8 900 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS  
PRIX À CERTAINES DATES  
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEAU (1) 42 73 10 64

سكنا من الجبل

## EUROPE

GRÈCE : une grève générale diversement suivie

## Nouvelle vague de protestations contre la politique d'austérité du gouvernement

La politique d'austérité, menée par le gouvernement conservateur grec depuis son arrivée au pouvoir, en avril 1990, suscite une nouvelle vague de protestations. Les syndicats ont organisé, jeudi 7 novembre, une grève générale de vingt-quatre heures pour obtenir un assouplissement de la rigueur prônée par M. Constantinos Mitsotakis.

ATHÈNES

de notre correspondant

La grève, diversement suivie selon les secteurs, a été lancée par la puissante Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE, 1,7 million d'adhérents) et soutenue par la fédération des fonctionnaires (Adedy, 300 000 membres). Le mouvement exprime, avant tout, les craintes des salariés grecs dans la perspective d'une nouvelle série de mesures d'austérité – jusqu'à présent démentie par le gouvernement – pour faire face à la profonde crise que l'équipe au pouvoir ne parvient pas à juguler. Le ministre de l'économie, qui prépare le prochain budget de l'Etat, a déjà annoncé pour 1992 une augmentation des salaires dans le secteur public de 6 %, alors qu'il prévoit une inflation de 10 à 12 %.

A Athènes, près de 30 000 manifestants ont défilé en conspuant la politique économique du gouvernement. Ils se sont rendus devant le Parlement pour déposer une pétition réclamant, notamment, des mesures contre le chômage et la vie chère, ainsi que l'annulation du programme des privatisations, qui entraînera une série de licenciements.

Au cours d'un grand meeting, les présidents de la GSEE et de

POLOGNE : le président Walesa fait appel à l'Union démocratique. – Les quatre principaux partis de centre droit n'ayant pas encore pu se mettre d'accord sur le nom d'un premier ministre, le président Lech Walesa a demandé, jeudi 7 novembre, à l'Union démocratique, la formation de M. Tadeusz Mazowiecki, qui a réalisé le meilleur score aux dernières élections législatives, de désigner trois candidats susceptibles de diriger le prochain gouvernement. – (AFP.)

## ASIE

CORÉE DU SUD

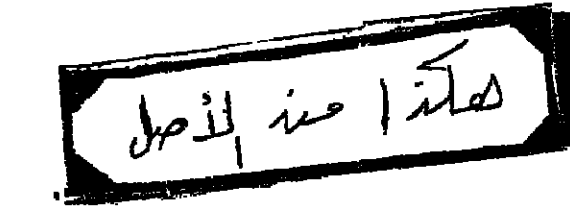
## Le président Roh annonce la dénucléarisation du pays

Le chef de l'Etat sud-coréen, M. Roh Tae-woo, a annoncé vendredi 8 novembre que son pays « ne posséderait pas d'armes nucléaires ». Cette décision vise à mettre en œuvre, a précisé le président, la dénucléarisation de la péninsule tout entière. La décision de M. Roh survient après que le président George Bush ait annoncé, le 27 septembre, le retrait de Corée du Sud de toutes les armes nucléaires de courte portée, basées à terre ou sur des navires. Le *Washington Post*, de son côté, avait assuré que les Etats-Unis étaient décidés à retirer, à terme, la totalité de leurs moyens nucléaires. L'annonce des décisions américaines devait être faite solennellement lors de la visite, début décembre, de M. Bush à

Séoul. Le report sine die de ce voyage a sans doute convaincu M. Roh de l'urgence d'une déclaration publique. En outre, la Corée du Nord-Est, actuellement fortement soupçonnée par la communauté internationale de « pousser » la mise au point d'un engin nucléaire, qui pourrait être prêt dans un ou deux ans. Pyongyang n'a jamais reconnu que son installation de Yongbyon, au nord de la capitale, avait une finalité militaire. Le gouvernement communiste du maréchal Kim Il-Sung refuse toute inspection du site. Mais il a, par ailleurs, toujours réclamé une dénucléarisation de la péninsule – équivalent pour lui d'un retrait américain. La décision de M. Roh est donc également un geste vers le Nord. – (AFP, UPI.)

INDE : empoisonnement collectif. – De cent à cent cinquante personnes, selon les sources, sont mortes à New-Delhi après avoir absorbé, dans la nuit du 5 au 6 novembre, une liqueur (« sura ») lors de la fête hindoue de Diwali, a rapporté l'agence PTI. Plus de deux cents personnes ont, en outre, été hospitalisées d'urgence, dont quatre-vingts seraient dans un état grave. Un lot de cette potion aurait été contaminé « accidentellement » par négligence. La police a procédé à des arrestations et saisi plus de dix mille bouteilles de « sura ». – (AFP, Reuters.)

Des parlementaires européens interdits au Cachemire. – L'Inde a refusé à neuf parlementaires européens l'autorisation de se rendre au Cachemire, a-t-on appris le jeudi 7 novembre de source proche de la délégation. Les autorités indiennes ont invoqué des « raisons de sécurité » pour justifier leur refus. A l'occasion de cette visite, une grève générale de 72 heures avait été lancée à l'appel de groupes musulmans pro-pakistais désireux d'attirer l'attention sur « les violations continuelles des droits de l'homme » perpétrées par les forces de sécurité indiennes. – (AFP, Reuters.)



## AFRIQUE

TUNISIE : quatre ans après l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali

## La menace islamiste freine le processus démocratique

Le président tunisien Ben Ali a exprimé sa volonté de relancer le processus démocratique bloqué depuis plusieurs mois. « Le dialogue avec l'opposition se poursuivra », a-t-il promis lors d'un discours prononcé jeudi 7 novembre à Carthage, à l'occasion du quatrième anniversaire de son accession au pouvoir. Le chef de l'Etat a évoqué les deux principaux griefs de l'opposition. Il a reconnu qu'une presse libre, honnête et responsable ne peut que favoriser un processus démocratique et s'est engagé à « lui donner les moyens d'évoluer ». Il a, d'autre part, affirmé que « les droits civiques (...) ne souffrent ni restriction ni suspension, en dépit des complots terroristes et des violences ».

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Il souffle depuis quelque temps, en Tunisie, comme un poil air de déjà vu. « Ça recommence, comme avant », constatent certains, qui s'inquiètent du durcissement du nouveau régime, engagé dans une « guerre totale » contre les islamistes. Ils se rappellent la fin de règne tumultueuse de M. Habib Bourguiba : « Oh ! est le changement annoncé par le président Ben Ali ? » La chasse aux islamistes – avec ses dérapages – a été officiellement ouverte, fin mai, à l'annonce de la découverte d'un « diabolique complot » intégriste. « Le gouvernement ne fait plus de distinction entre violents et non-violents. Il s'en prend à tous ceux qui fréquentent les mosquées, singulièrement les jeunes », se plaint M. Abdelkader Mourou, l'un des fondateurs, avec M. Rachid Ghannouchi, du mouvement clandestin Ennahdha, avec lequel il a, depuis, pris ses distances. Il regrette que son projet de former un nouveau parti « modéré » soit au point mort.

Alors que se prépare, pour les mois à venir, le procès de plusieurs centaines de conjurés, trois islamistes ont été pendus, début octobre, à Tunis. Et, rapporte un avocat, « tous les jours, aux quatre coins du pays, des tribunaux civils ont à connaître des infractions mineures, commises par de jeunes tribuns ». Cet « état de guerre » conforte dans leurs obsessions les nostalgiques du régime de Ben Ali, qui ont rejoint le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui a pris la relève du Parti socialiste destourien (PSD), l'ancien parti unique. Ils ont ainsi favorisé un strict verrouillage de l'information et poussé au retour d'un culte de la personnalité, dont on peut se demander s'il répond aux vœux de M. Ben Ali.

## Le « front de la peur »

Ce « changement » – leitmotiv du chef de l'Etat depuis son accession au pouvoir – a connu des hauts et des bas. Aujourd'hui, sans être officiellement gelé, il marque le pas pour cause de « complot islamique ». Le pouvoir ne s'est-il pas employé, au fil d'une enquête qui toucherait à sa fin, à constituer un véritable « front de la peur contre le « péril vert », au fil de révélations, toutes plus sensationnelles les unes que les autres ? « Nous n'avons rien inventé, nous nous dévotons à un fait », se défend-on en haut lieu, où on s'irrite de ne pas être cru sur parole. Les cercles du pouvoir font pourtant état de la découverte de caches d'armes et d'explosifs, dans dix-neuf des vingt-trois gouvernements, de l'arrestation de dix-huit des quarante et un membres du commando chargé d'assassiner M. Ben Ali. Au total, les autorités recherchent encore cent trente-six conjurés, dont une bonne partie se seraient réfugiés en Algérie, au nombre desquels vingt-neuf responsables des réseaux politiques et militaires d'Ennahdha.

Cette situation a créé un froid entre la Tunisie et l'Algérie, la première demandant à la seconde de bien vouloir mettre un terme aux « activités subversives » de ces vingt-neuf meneurs. En octobre, pendant quelques jours, la tension a même été si forte que des chars se sont fait face dans le sud du pays, cette zone passoire, où la frontière n'a toujours pas été bornée. Depuis, malgré les campagnes de presse réciproques, les choses seraient en cours de normalisation. Tunis, ayant, semble-t-il, reçu d'Algérie des apaisements et des assurances. Obnubilé par le souci prioritaire de démanteler le mouvement islamiste, le pouvoir a tendance à se rectifier sur lui-même. Il en vient ainsi à renvoyer à plus tard de nouvelles initiatives propres à relancer l'ouverture politique avec tous les risques de contestation qu'elle pourrait entraîner, au moment où il en appelle à la création d'un « front intérieur ».

## « Un très mauvais signe »

Plus que jamais, M. Ben Ali paraît enclin à suivre la politique du moindre risque. L'effritement de l'autorité en Algérie, sous les coups de butoir du Front islamique du salut (FIS), et les craintes que suscitent les prochaines échéances électorales chez son voisin ne l'incitent guère, pour le moment, à ouvrir plus largement le jeu politique. Mais il ne peut non plus ignorer les exigences démocratiques, qui se font jour un peu partout dans le monde, à commencer dans son propre pays. « Les partis d'opposition sont les nœuds de cet affrontement entre les islamistes et le pouvoir », constate M. Abderrahman Tlili, secrétaire général de l'Union démocratique unioniste (UDU). « Le paysage

politique est érigé, on continue à tourner en rond », renchérit M. Mohamed Harmel, secrétaire général du Parti communiste tunisien (PCT). Plus incisif, M. Moncef Benjaafar, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), reproche au pouvoir de brandir le « chiffon vert » pour geler le processus démocratique : « Chaque fois que nous le critiquons, il nous accuse de faire le jeu des intégristes ».

Compenses ou non du pouvoir ? L'attitude des six partis de l'opposition légale n'est pas claire. Leur démarche est d'autant plus hésitante que des querelles intestines les agitent et les divisent. Il leur est arrivé de succomber, sans scrupules, aux distinctions qui leur étaient offertes, aussi souvent que de repousser, par crainte de l'inconnu, des arrangements électoraux susceptibles de rompre l'uniformité du paysage politique.

Leur marge de manœuvre est, il est vrai, très étroite. « Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'un affrontement avec le pouvoir », reconnaît M. Harmel. En attendant l'hypothétique naissance d'une « troisième force » entre les islamistes et le RCD, l'opposition semble bien obligée de composer avec ce dernier, c'est-à-dire de dialoguer avec des gens dont beaucoup ont été formés à l'école du parti unique.

La lutte sans merci – et les méthodes qu'elle implique – que mène le pouvoir pour juguler la menace islamiste n'est pas faite pour faciliter ce dialogue. « La société civile est coincée entre la violence des intégristes et la contre-violence de l'Etat », note un membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Celle-ci n'a-t-elle pas, depuis un an, transmis au gouvernement neuf

listes de plaignants, sur lesquelles figurent des centaines de noms, et qui dénoncent différents abus – dépassements du délai de garde à vue, mauvaises conditions de détention, atteintes à la liberté de la presse, retrait, autoritaire, de passeport, etc. ?

L'affaire de la commission d'investigation sur les droits de l'homme, créée en juin à l'initiative de M. Ben Ali, défraie la chronique locale. M. Rachid Driss, son président, a en effet publié un résumé très édulcoré du rapport final, qui a exaspéré certains de ceux qui avaient participé à sa rédaction. Si M. Driss admet l'existence d'abus, qui, selon lui, sont « le fait d'agissements individuels », il se garde bien d'en préciser le nombre et la nature. Or, selon des sources dignes de foi, entre trois et sept islamistes seraient morts, ces derniers mois, à la suite de sévices pendant leur détention.

« Les récentes pendaisons sont un très mauvais signe », s'inquiète M. Moncef Marzouki, président de la LTDH. « J'ai peur que ce ne recommence. Nous allons nous mobiliser pour empêcher d'autres exécutions », qui, soit dit en passant, font le jeu d'Ennahdha qui, dans ses tracts, appelle de ses vœux des « martyrs ».

« Conscient de l'énormité du danger islamiste, l'élite tunisienne serait prête à excuser ces bavures », assure un avocat. « Mais les gens simples peuvent se laisser souvent abuser par la démagogie du discours intégriste, sans très bien mesurer tout ce qu'implique un Etat démocratique ». M. Ben Ali affirme que la réaction du pouvoir « n'est pas uniquement d'ordre sécuritaire ». Mais appliquer la loi ne doit pas conduire à la transgression.

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURÉ

ZAMBIE

## M. Frederick Chiluba a formé un « gouvernement de travail »

Le nouveau président zambien, M. Frederick Chiluba, a présenté, jeudi 7 novembre, à Lusaka, les principaux membres de son « gouvernement de travail ».

M. Emmanuel Kasanda, homme d'affaires et fermier prospère, a été nommé ministre des finances.

Les contacts ont déjà été repris avec le FMI, la Banque mondiale et les pays bailleurs de fonds – qui avaient gelé leur aide, en septembre, la Zambie n'ayant pas été capable de rembourser 20,8 millions de dollars.

M. Kasanda devra renégocier avec les organisations internationales l'application du programme d'ajustement structurel. M. Chiluba a confié le ministère de l'intérieur à M. Newstead Zimba, secrétaire général du ZCTU, et celui des affaires étrangères à M. Vernon Mwaanga, homme d'affaires et fermier prospère, a été nommé ministre de l'agriculture. – (Corresp.)

ZAÏRE

## M. Mobutu préconise l'organisation rapide d'élections

« Il faut aller tout de suite aux urnes, pas demain ou après-demain, mais dans les quatre mois à venir, par exemple », a estimé le président Mobutu, dans un entretien accordé, jeudi 7 novembre, à Radio France Internationale (RFI).

« Nous avons cette grave crise sur le plan économique et social qu'il faut résoudre le plus vite possible, mais il y a aussi des élections, parce qu'il faut départager les gens », a expliqué le chef de l'Etat, qui a, par ailleurs, indiqué que quatre « anciens militaires français », actuellement « à la retraite », avaient « exprimé le

désir de revenir aider » le Zaïre. « Ce sont des gens de haute valeur militaire, recommandés par l'ancien chef d'état-major de vos armées, le général Jeannou Lacaze », a seulement précisé M. Mobutu.

De son côté, l'opposition s'est félicitée des récentes déclarations du gouvernement américain, notant en outre la « légitimité » du président zaïrois. A Bonn, le ministre allemand de la coopération a annoncé, jeudi, la suspension de son aide au Zaïre, estimée à 533 millions de francs pour les années 1990 et 1991. – (AFP, Reuters.)

DJIBOUTI : le ministre de la justice dément les accusations d'Amnesty international. – Le ministre de la justice, M. Ougouch Hassan Ibrahim, a démenti, jeudi 7 novembre, les accusations d'Amnesty international concernant l'utilisation de la torture à l'égard de détenus (le Monde du 7 novembre). Le ministre a notamment fustigé le « manque d'objectivité » de l'organisation humanitaire, dont une délégation s'était rendue à Djibouti, fin avril. – (AFP.)

KENYA : le meurtre d'un ministre a été maquillé en suicide. – Les autorités ont tenté, il y a près de deux ans, de maquiller en suicide le meurtre du ministre des affaires étrangères, M. Robert Ouko, a déclaré, jeudi 7 novembre, à Nairobi, le détective britannique John Troon, lors d'une audition devant une commission d'enquête. M. Ouko avait été retrouvé mort, tué d'une balle dans la tête, alors qu'il menait une enquête sur des affaires de corruption. – (Reuters.)

NIGER : treize ministres dans le « gouvernement de transition ».

Le premier ministre désigné par la Conférence nationale, M. Amadou Cheffou, a rendu public, jeudi 7 novembre, la liste de son « gouvernement de transition », composé de treize ministres – dont deux femmes – et de six secrétaires d'Etat. M. Cheffou, qui s'est attribué le portefeuille de la Défense, a nommé M. Mohamed Moussa ministre de l'Intérieur, M. Hassane Haniadou ministre des affaires étrangères, et M. Laoual Chaffani ministre de l'économie et des finances. – (AFP.)

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction) Jacques Amaric, Thomas Ferenczi Philippe Heneman, Jacques-François Simon Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

## Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date dimanche lundi

## POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-6

Tél. : 43-26-51-09





هنا من اجل

## DIPLOMATIE

Fin de la conférence générale de l'Organisation

# Les conditions semblent réunies pour un retour des Anglo-Saxons au sein de l'UNESCO

La vingt-sixième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, commencée à Paris le 15 octobre, s'est achevée jeudi 7 novembre dans un climat de détente. Des nombreux participants ont qualifié de « très propice au retour de Washington et Londres au sein de l'UNESCO ».

La réforme, souhaitée de très longue date par les Américains, faisant du conseil exécutif de l'Organisation une émanation directe des gouvernements a été adoptée par consensus au cours de la conférence de Paris (le Monde du 17 octobre et celui daté 3-4 novembre). Pour atténuer un peu cette « politisation » d'un organe majeur de l'UNESCO, les États ont approuvé l'idée allemande (muée en projet germano-français) de création d'un « forum de réflexion », composé de dix-huit personnalités intellectuelles de rayonnement mondial. M. Federico Mayor, directeur général de l'Organisation, fera connaître son plan de mise sur pied de ce forum en mai 1992, à l'occasion de la prochaine réunion du conseil exécutif. Celui-ci s'est donné pour présidente une Canadienne, M<sup>me</sup> Marie Bernard-Meunier (elle est l'épouse d'un élu

socialiste français). L'annonce que le Japon, principal contributeur de l'UNESCO (12,25 % du budget), venait de régler, ces jours derniers, les arriérés de sa quote-part, et que la Russie (deuxième contributeur, soit 9,87 % du budget) venait de promettre d'en faire autant, a également favorisé une indéniable embellie.

Cependant, selon un communiqué de l'UNESCO, « le montant du budget ordinaire adopté par les 163 États membres pour le biennium 1992-1993 est de 444 704 000 dollars, c'est-à-dire - fait inédit dans les annales de l'Organisation - un budget à croissance négative en termes réels. Il implique une réduction de 11 millions de dollars par rapport au budget 1990-1991, rendu effectif grâce à la suppression de 62 postes ».

### Un rapport américain

La même source souligne que l'UNESCO dispose heureusement de ressources extra-budgétaires : « Leur montant estimé pour 1992-1993 est de 246,7 millions de dollars. Volontaires, ces contributions proviennent des autres organismes des Nations unies, des grandes institutions bancaires nationales ou régionales, ou, enfin, des États membres eux-mêmes ».

Si près de la moitié du budget courant continue d'être absorbée par les dépenses de fonctionnement, l'opi-

nion domine que l'UNESCO est aujourd'hui plutôt moins « paperassière » - en tout cas, pas plus - que les autres institutions du système des Nations unies. Le rapport que le Bureau de comptabilité générale du Congrès américain va bientôt remettre au gouvernement des États-Unis constaterait les progrès enregistrés dans l'administration, notamment financière, de l'UNESCO. Des pays comme le Japon ou l'Italie ont donc fait savoir récemment à Washington et à Londres que « désormais, les raisons qui avaient motivé leur départ n'existent plus ». Ces raisons étaient la « politisation » (elle s'est, en réalité, accentuée, mais dans un sens voulu par les États-Unis) et « la mauvaise gestion ».

Interrogé par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, venu, durant la conférence générale, visiter l'UNESCO, M. Mayor s'est même lancé dans une campagne de longue haleine « pour le développement de la culture démocratique, au détriment de la culture guerrière ». Dans cette optique, l'UNESCO souhaite désormais publier chaque année en mai, conjointement avec l'ONU, un rapport sur l'avancement de la liberté de la presse dans le monde ».

Néanmoins, l'UNESCO, comme le prouvent ses efforts récents - jusqu'à présent peu couronnés de succès - en faveur de la sauvegarde du patri-

moine dalmate, désire renforcer (peut-être par un « droit d'ingérence culturelle ») son rôle traditionnel en matière de protection des monuments. Le drapeau bleu et blanc de l'UNESCO flottant sur Dubrovnik ne peut pourtant faire oublier que l'organisation de la place Fontenoy se heurte toujours au refus de l'ONU de laisser des experts désignés par M. Mayor aller enquêter en Irak sur les destructions patrimoniales, attribuées d'ailleurs tant aux bombardements américains qu'à la répression interne.

Après l'acceptation de la « normalisation » définitive du conseil exécutif, cette docile « abstention » dans la grave question du sort des sites archéologiques irakiens a fait sans doute aussi partie du prix à payer par l'UNESCO pour le retour des Anglo-Saxons.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) L'Ukraine et la Biélorussie sont également, depuis l'origine, membres à part entière de l'UNESCO, comme elles le sont de l'ONU. Leurs contributions représentent respectivement 1,23 % et 0,33 % du budget ordinaire de l'Organisation.

Avec la signature de deux accords économiques à Pékin

## La « normalisation » a été scellée entre la Chine et le Vietnam

La Chine et le Vietnam ont couronné, le jeudi 7 novembre à Pékin, leur rencontre au sommet, commencée l'avant-veille, par la signature de deux accords de coopération économique : l'un vise le développement « à long terme, nourri et soutenu » des relations commerciales ; l'autre envisage une promotion plus spécifique des échanges entre leurs régions frontalières, et annonce des dispositions pour assurer conjointement la sécurité dans ces zones - par où passent, notamment, immigrants clandestins, marchandises en contrebande et opium et héroïne en provenance du Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos).

Tant le numéro un du PC vietnamien, M. Do Muoi, que le chef du gouvernement de Hanoï, M. Vo Van Kiet, étaient au voyage. Ils ont naturellement rencontré leurs homologues chinois, MM. Jian Zeming et Li Peng, et aussi le chef de l'État, M. Yang Shangkun. La forte délégation qu'ils conduisaient a été reçue avec de grands honneurs. Ce sommet consacre en effet une normalisation - un peu contrainte - de relations devenues médiocres dès le lendemain de la victoire des communistes au Vietnam en 1975, et qui avaient été violemment interrompues par la brève guerre lancée par Pékin en février 1979, au lendemain de l'intervention militaire de Hanoï au Cambodge.

Les Chinois, soucieux de maintenir une image pragmatique face à un monde occidental dont ils ont besoin pour leur développement économique, avaient manifesté le souci que cette réconciliation des deux principales puissances communistes du monde actuel n'apparaisse pas comme la création d'un front idéologique. Les deux parties ont donc mis en avant l'aspect économique de leurs négociations. Outre les accords annoncés, il a été acquis, durant le sommet, que la ligne de chemin de fer reliant le sud de la Chine et le nord du Vietnam sera prochainement rouverte ; les travaux de réfection des segments détruits durant la guerre de 1979 ont déjà commencé.

Pékin et Hanoï ont, en outre, discuté de l'éventualité d'un développement conjoint des îles Paracel et Spratly, dont les Chinois se sont assurés militairement le contrôle mais que les Vietnamiens revendiquent. De fortes présomptions existent sur la présence d'hydrocarbures dans ces archipels.

Enfin, les discussions ont nécessairement évoqué l'autre grand problème pendant la situation des hautes, ces centaines de milliers de Chinois naguère installés au Vietnam et que Hanoï a chassés en 1978-1979. Un commencement d'indemnisation a déjà été accepté par le Vietnam. - (AFP, AP, Reuters, UPI.)

## L'OTAN souhaite engager le dialogue avec l'Est

Suite de la première page

En effet, il est désormais clairement admis que les Européens ont un rôle spécifique à jouer pour leur propre défense.

Ce sommet laisse toutes ses chances à celui qui doit rassembler les Douze le mois prochain à Maastricht (Pays-Bas) pour mettre sur pied une union politique dotée de compétences en matière de défense. On avait noté du côté français, depuis quelques semaines, un sensible assouplissement de l'attitude américaine, que le discours prononcé jeudi 7 novembre par le président Bush a confirmé. Les États-Unis recherchent avec l'Europe un véritable partenariat, a dit M. Bush « ils soutiennent sans hésitation le processus d'intégration, y compris la perspective d'une union politique et celle d'une identité de défense ».

M. George Bush a ajouté qu'il ne voyait pas comment ce projet pourrait se substituer à l'OTAN et que dans une période où chacun attend les « dividendes de la paix » on ne saurait construire des structures militaires redondantes avec celles de l'Alliance. Tout cela convient à la partie française qui voulait que le principe d'une politique européenne de défense soit admis mais qui a toujours conçu sa mise en œuvre comme une entreprise très progressive.

Cependant, le président américain, après ce déplacement sur l'Europe, a paru céder à un mouvement d'irrita-

tion en ajoutant : « Si vous avez quelque chose d'autre à l'esprit, si vous n'avez plus besoin de nous, dites-le ». Dans les salles de presse, on soupçonnait évidemment M. Mitterrand d'être indirectement à l'origine de cette petite phrase et le porte-parole français, M. Jean Musiel, a dû faire une mise au point : « Nous avons répété que nous soutenons le maintien des Américains en Europe. Ne renouvons pas les rôles. Ce sont eux qui se retirent, et non pas les Européens qui les chassent ».

De fait, la volonté de maintenir la présence américaine en Europe, un lien transatlantique fort et un dispositif militaire reposant (au moins pour l'avenir prévisible) sur une combinaison d'armes nucléaires et conventionnelles, a été réaffirmée. C'est-à-dire que dans un contexte international totalement différent de ce qu'il était lors de sa création, l'OTAN estime avoir encore une mission et ne se pose pas de questions existentielles. « L'Alliance reste un instrument nécessaire et le traité de Washington une garantie fondamentale pour notre avenir », a lui-même souligné M. Mitterrand en faisant remarquer toutefois que si le rôle militaire de l'OTAN est clair, le rôle politique qu'on cherche aujourd'hui à lui attribuer lui semble « flou ».

La déclaration sur la situation en Union soviétique a d'ailleurs fait l'objet d'un débat vendredi matin, au cours duquel M. Mitterrand s'est élevé à la fois « contre la méthode et

contre le principe ». Le texte a été adopté mais la France, si elle a approuvé le paragraphe portant sur le contrôle des armes nucléaires, n'a pas souscrit en revanche à d'autres parties du document concernant l'évolution interne de l'Union et prônant en particulier l'avènement de l'économie de marché. M. Mitterrand s'en est expliqué dans sa conférence de presse : « La France n'entend pas que l'Alliance se mette à faire de la théologie ou à régler les problèmes internes des autres » a-t-il dit en dénonçant, du côté « frères précheteurs » des alliés, Le président

français a rejeté les paragraphes qui comportent selon lui « une sublimation de l'économie de marché sans référence à la nécessaire protection sociale ».

À la disparition - annoncée à défaut d'être avérée - de la menace qui venait de l'Est, l'OTAN tente aujourd'hui de répondre par une redéfinition de sa stratégie et par l'établissement de relations avec les ennemis d'hier. Le sommet de Rome a montré que ni l'un ni l'autre de ses projets n'ont encore abouti. Le rapport adopté, vendredi 8 novembre, sur le « nouveau

concept stratégique » n'est encore qu'une étape transitoire et son auteur lui-même, en le présentant jeudi, convenait que sa durée de validité était incertaine. Il définit les nouveaux risques qui menacent la paix (notamment les risques d'instabilité, de conflits inter-ethniques, etc.) en notant qu'ils n'appellent pas forcément de réponse militaire. Ce texte n'est pas en mesure en revanche de préciser les missions auxquelles devront être affectés les nouveaux dispositifs militaires.

Quant au développement de relations avec les pays de l'Est, princi-

palement prise lors du sommet de Rome, le communiqué final en décrit les modalités (voir ci-contre) mais sans que l'on voie encore très bien sur quoi elles déboucheront. Une réunion le 20 décembre à Bruxelles des anciens membres du pacte de Varsovie et des États baltes avec les pays membres de l'Alliance devrait permettre aux premiers d'exprimer un peu plus clairement ce qu'ils attendent de l'OTAN. La France, longtemps hostile à toute démarche de ce type, affiche aujourd'hui un enthousiasme un peu suspect.

« Nous sommes tout à fait favorables à ce processus mais personne ne sait aujourd'hui jusqu'où il peut aller », disait-on à Rome au sein de la délégation française. Paris semble attendre avec une espèce de jubilation cette réunion du 20 décembre qui ne peut être que très délicate pour l'OTAN. Il sera en effet difficile d'expliquer à ses invités qu'on ne peut leur offrir la garantie de sécurité que certains d'entre eux (la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie) réclament contre leurs voisins. Le fait que ces pays se tournent vers l'OTAN et non vers la CSCE est en lui-même un étonnant succès pour les Américains mais n'en sera pas moins révélateur des limites de ce que peut faire l'Alliance atlantique.

CLAIRE TRÉAN

## Les extraits de la déclaration finale

● Le nouveau concept stratégique. « Nous sommes tout à fait favorables à ce processus mais personne ne sait aujourd'hui jusqu'où il peut aller », disait-on à Rome au sein de la délégation française. Paris semble attendre avec une espèce de jubilation cette réunion du 20 décembre qui ne peut être que très délicate pour l'OTAN. Il sera en effet difficile d'expliquer à ses invités qu'on ne peut leur offrir la garantie de sécurité que certains d'entre eux (la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie) réclament contre leurs voisins. Le fait que ces pays se tournent vers l'OTAN et non vers la CSCE est en lui-même un étonnant succès pour les Américains mais n'en sera pas moins révélateur des limites de ce que peut faire l'Alliance atlantique.

● Les relations avec les pays de l'Est. « Nous avons l'intention d'établir des relations plus institutionnelles de consultation et de coopération sur des questions politiques et de sécurité (...) Nous proposons notamment la tenue de réunions annuelles au niveau ministériel, la tenue de réunions périodiques au niveau des ambassadeurs, des réunions supplémentaires si les circonstances l'exigent. Ce processus contribuera à la réalisation des objectifs de la CSCE sans porter préjudice aux compétences et aux mécanismes de celle-ci ».

● La situation en Union soviétique. « (...) En cette période de changement politique spectaculaire, il importe que le développement de nos relations avec les dirigeants de l'Union soviétique et des Républiques mette en œuvre des politiques contribuant à la paix et à la sécurité internationale. A cet égard, il est capital que l'Union soviétique et les Républiques prennent toutes les dispositions nécessaires pour que soient respectés, ratifiés et mis en œuvre les accords internationaux signés par l'Union soviétique, et en particulier le traité START, le traité sur les forces conventionnelles, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et la convention sur les armes biologiques.

Nous demandons instamment à toutes les autorités de s'abstenir de toute action susceptible de conduire à la prolifération des armes nucléaires ou d'autres

La dimension militaire de notre alliance reste un facteur essentiel, mais la nouveauté est qu'elle sera désormais plus que jamais au service d'un concept large de sécurité. L'alliance conservera son objectif purement défensif, ses dispositions collectives fondées sur une structure militaire intégrée, ainsi que sur des accords de coopération, de coordination, et pour l'avenir prévisible, sur une combinaison appropriée de forces conventionnelles et nucléaires ».

● L'Europe. « L'accroissement du rôle et des responsabilités des membres européens constitue un fondement important de la rénovation de l'alliance. Ces deux processus positifs se renforcent mutuellement (...) Reconnaissions qu'il appartient aux alliés européens concernés de décider des dispositions nécessaires à l'expression d'une politique étrangère et de sécurité et d'un rôle de défense commun au niveau de l'Europe. Nous sommes convenus de mettre au point, à mesure que se développeront ces deux processus, des modalités pratiques permettant d'assurer la transparence et la complémentarité nécessaires entre l'alliance et l'identité de sécurité et de défense européenne, qui prend forme au sein des Douze et de

Selon M. Pierre Joxe

## L'Espagne a exprimé son intention de s'associer au corps militaire franco-allemand

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale que « l'Espagne a exprimé son intention de s'associer » au corps militaire qu'envisageait de créer la France et l'Allemagne (le Monde daté 3-4 novembre). « Les relations à l'égard de l'initiative franco-allemande ont surtout porté sur un de ses aspects, le renforcement de la coopération bilatérale et l'idée d'un corps. L'Espagne a exprimé son intention de s'y associer », a expliqué M. Joxe.

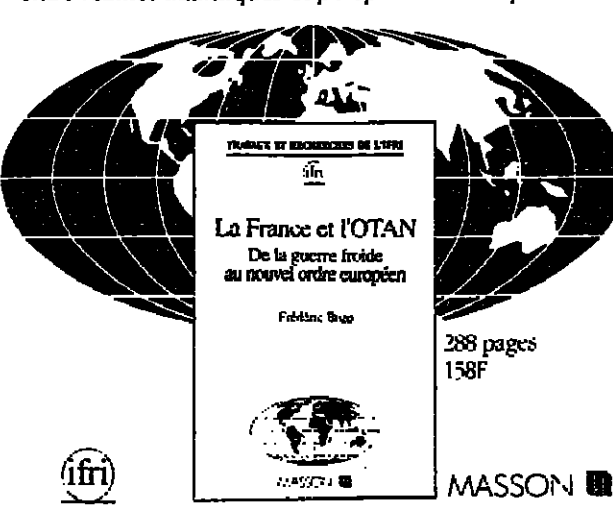
Juste après l'annonce à la mi-octobre (le Monde des 17 et 18 octobre) de l'initiative franco-allemande en matière de défense commune, le gouvernement espagnol avait exprimé « sa satisfaction », en raison notamment de « son opportunité politique en vue du prochain conseil européen de Maastricht ». La Belgique avait également fait part de son intérêt.

Tel qu'il est envisagé, le corps franco-allemand, dont l'état-major devrait être à Strasbourg, pourrait comprendre, outre la brigade franco-allemande existante, une division mécanisée allemande (qui pourrait ne pas relever des commandements intégrés de l'OTAN) et une division blindée française (la 1<sup>re</sup> DB de Trèves), soit au total entre 35 000 et 40 000 hommes, selon le ministère français de la défense.

VIENT DE PARAÎTRE

## La France et l'OTAN

Une étude complète et synthétique de la situation véritable de nos rapports avec l'Alliance atlantique. Frédéric Bozo, chercheur à l'IFRI, met en évidence le haut niveau de participation de la France à la défense occidentale et propose une réflexion sur les axes d'une politique française pour les années 90, entre réalités atlantiques et perspectives européennes.





# POLITIQUE

La relance de l'aménagement du territoire

## 2 500 emplois publics seront transférés hors de Paris d'ici deux ou trois ans

La relance de l'aménagement du territoire, qu'à gauche comme à droite tout le monde appelle de ses vœux, doit-elle prendre la forme d'un «déménagement» de la région parisienne et du «déplacement» en province des administrations et organismes publics? C'est la question que beaucoup s'empressent de poser, allant même jusqu'à prononcer les mots intempestifs et excessifs de «déportation» ou d'«exil» des fonctionnaires, après les décisions annoncées par M<sup>me</sup> Edith Cresson le 7 novembre et qui concernent le transfert en province et en banlieue, d'ici deux ou trois ans, de quelque vingt organismes et environ 2 500 emplois.

Mais ceux qui feignent aujourd'hui d'être surpris doivent pourtant se souvenir que dès la fin août M. Michel Delebarre avait annoncé la couleur et que déjà, le 3 octobre, le premier ministre, présidant un premier comité interministériel, avait révélé un train de mesures significatives de décentralisation... préparé d'ailleurs

par leurs prédécesseurs, MM. Michel Rocard et Jacques Chirac. Et pour qu'il n'y ait pas de malentendus, M<sup>me</sup> Cresson et M. Delebarre ont déclaré qu'ils rendraient publique d'ici un mois une nouvelle «fourmelle» de décentralisations... qui s'élargira, dans les prochains mois, aux grandes entreprises publiques.

A Europe 1, le 8 novembre, le premier ministre a précisé que le transfert de l'ENA à Strasbourg se voulait avant tout «un symbole» puisqu'il faut que nos élites administratives se forment au cœur de l'Europe, plus près des citoyens, plus loin du 7<sup>e</sup> arrondissement... et aller à Strasbourg n'est pas plus compliqué que d'aller d'un bout à l'autre de Paris.

Révélatrice d'une volonté de la puissance publique d'orienter géographiquement les activités tertiaires, y compris de haut niveau, la nouvelle politique de décentralisation à vaste échelle se heurtera évidemment à l'hostilité, voire au conservatisme, des syndicats de la

fonction publique et des grands corps de l'Etat. Le gouvernement, pour les rassurer par avance, a fait savoir que «ceux qui ne voudraient pas partir ne partiraient pas» et que des incitations financières substantielles seraient proposées aux agents. Dans l'immédiat, le gouvernement peut espérer des retombées politiques ou électorales positives de ses décisions. Le maire PS de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, reçoit un peu de baume au cœur, de même que celui de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement. Les élus communistes, encore influents en Seine-Saint-Denis, devraient se réjouir, de même que le maire communiste de Bourges. Quant à M. Georges Chavanes, maire CDS d'Angoulême, ancien ministre de M. Chirac, il s'est exalté à l'annonce de l'arrivée de la Seita dans sa ville: «C'est une merveilleuse nouvelle!»

F. Gr.

Le déplacement de l'ENA à Strasbourg

## Controverse chez les hauts fonctionnaires

La décision de transférer l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg a provoqué, aussitôt connue, la satisfaction de M<sup>me</sup> Trautmann, maire (PS) de la ville (le Monde du 8 novembre), mais divise les hauts fonctionnaires concernés, certains l'approuvant, d'autres, plus nombreux, marquant leur surprise et leur réprobation.

Cette mesure, soumise au comité interministériel d'aménagement du territoire du 7 novembre, soutenue par M. Delebarre, ministre de la ville, serait due à l'initiative des collaborateurs de M<sup>me</sup> Cresson et notamment de MM. Abel Farnoux et François Lantier. Répondant aux souhaits du premier ministre, exprimés au mois d'août, de transférer en province plusieurs administrations, elle a été élaborée rapidement et dans le plus grand secret. Ni l'Association des anciens élèves de l'école, ni le conseil d'administration de celle-ci, ni le directeur de l'ENA n'ont été consultés. Ils ont appris l'intention du gouvernement par la lecture de la presse.

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a vu dans cette décision «une audace» une «force symbolique très grande». M<sup>me</sup> Cresson a souligné, après le comité, le caractère «exemplaire» d'une mesure qui doit permettre «maintenant à l'ENA de s'ouvrir sur l'Europe» et elle a promis que «l'école, dans ses aspects les plus positifs, n'aura pas à être modifiée».

M. Séguin:  
un mauvais choix

Quelques parlementaires anciens élèves de l'ENA ont approuvé ce transfert, comme M<sup>me</sup> Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres) ou M. Gérard Longuet (PR, Meuse), tandis que M. Lécuyer (PR, Var) y voyait «une fausse bonne idée», M. Boyon (RPR, Ain) un «gadget», M. Toubon (RPR, Paris) une «bêtise» et que M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) nous déclarait: «Le choix de Strasbourg est mauvais, car c'est une ville riche, qui n'a pas un taux de chômage important. Peut-être a-t-on voulu signifier qu'on avait moins besoin demain de fonctionnaires français que de fonctionnaires européens. Il valait peut-être mieux aller immédiatement à Bruxelles». L'Association des anciens élèves elle-même, qui sera reçue ce vendredi à Matignon, et qui a convoqué un conseil pour le 14 novembre, a

réagi avec une grande vivacité car «il ne s'agit pas d'une idée d'être sympathique pour qu'elle devienne une bonne idée». Au sein de la haute fonction publique en activité, la protestation et la contestation se sont rapidement répandues. Un très grand nombre des cent trente-trois membres du personnel de l'ENA ont fait savoir - dans un premier temps - son refus de quitter la capitale. La direction de l'école elle-même - dont le conseil d'administration est convoqué pour le mercredi 13 - a adressé un mémoire à son ministre de tutelle, M. Jean-Pierre Soisson, pour souligner tous les inconvé-

mation en province, et les voyages d'étude, les élèves de l'ENA n'effectuent déjà plus la totalité de leur scolarité à Paris, et ne sont pas coupés, comme naguère, des réalités provinciales.

Ainsi, dans l'actuelle formation, seuls vingt-six des quatre-vingt-dix-huit élèves sont nés en Ile-de-France. M. René Lenoir, directeur de l'école, fait remarquer que ces provinciaux viennent une première fois à Paris pour préparer l'ENA ou d'autres écoles. Avec la réforme, ils devront donc déménager une deuxième fois pour Strasbourg et une troisième pour revenir dans la capitale, où la plupart sont affectés au terme de leur scolarité. De plus, avec l'élévation des tranches d'âge, beaucoup d'élèves ont charge de famille. Mais surtout, l'enseignement prodigué à l'école n'est pas un corps enseignant formé de professeurs d'université qui effectuent des vacations à l'ENA et, surtout, par des hauts fonctionnaires en poste dans les grands corps, les administrations centrales et les cabinets ministériels. Ceux-ci, concentrés dans la capitale, chargent souvent leurs élèves de véritables recherches sur des sujets concrets que les administrations centrales sont en train de traiter.

Le directeur de l'ENA se demande même si les grands responsables de l'administration pourront consacrer une journée entière pour aller donner deux heures de cours à Strasbourg et si les élèves eux-mêmes ne devront pas revenir fréquemment à Paris. Car, comme le dit un responsable de l'école, celle-ci est «par nature intrinsèquement associée au pouvoir central».

Un autre argument en faveur du maintien de l'ENA dans la capitale est avancé par le directeur de l'école: son rôle international dû à sa spécificité. L'ENA a servi et sert de modèle à de nombreux pays sur tous les continents. M. Lenoir reçoit chaque semaine au moins un visiteur étranger qui, à l'occasion de contacts ministériels à Paris, s'enquiert auprès de lui de questions relatives à la formation des fonctionnaires. Ses hôtes font-ils le détour par Strasbourg? De même, les étudiants stagiaires étrangers sont désormais nombreux à l'école, représentant 30 % d'une promotion. Il en va ainsi pour les hauts fonctionnaires étrangers qui, au nombre de deux cents, sont venus à Paris en 1990 pour des cycles d'un mois au contact des administrations, mais également des grandes entreprises privées. Strasbourg aura-t-il le même attrait pour eux?

Un certain nombre de hauts fonctionnaires voient également dans cette décision, qui, selon eux, n'aurait pas été «assez mûrement réfléchie», l'illustration du peu d'estime que M<sup>me</sup> Cresson et certains membres de son entourage porteraient aux énarques, ainsi qu'elle l'avait montré au lendemain de sa nomination à l'hôtel Matignon, et bien qu'elle ait, depuis, évité les qualificatifs trop dégoûtants. Il est vrai que dix ministres actuels sont d'anciens élèves de l'ENA et que tous les cabinets ministériels, y compris celui du chef du gouvernement, comptent un fort contingent d'énarques.

ANDRÉ PASSERON

## «Vendre l'argenterie»

Dieu sait pourtant qu'il s'agit d'un dossier de la décentralisation, qu'ils avaient potassé toutes les subtilités de la déconcentration administrative, décoré qu'ils étaient de l'aménagement du territoire, les chances et les difficultés de la rénovation de la fonction publique: mais leur faire ça à eux, les envoyer, eux, «à la campagne», les élèves de l'Ecole nationale d'administration n'en sont pas encore revenus.

Pire qu'une question piège au grand oral, c'est un camouflet, une injustice, une faute de goût, bref une bêtise, lancée, jeudi, en fin d'après-midi, au terme d'une assemblée générale qui s'est prononcée de façon très large contre le projet de transfert à Strasbourg.

Et les couloirs feutrés de la prestigieuse école bruissent depuis deux jours de propos amers ou vengeurs, «Inefficacité, trahison, démagogie et cosmétique». Le projet du gouvernement ne trouve aucune grâce à leurs yeux. La déconcentration invoquée? Ce n'est qu'un «détour», un «gadget idiot», «il aurait été autrement symbolique d'envoyer le ministre de l'Intérieur en province». La sensibilisation à l'Europe? Grotesque, essentiellement, tant les problèmes communautaires imprègnent tous leurs enseignements. Les plus-values immobilières sur l'immeuble de la rue de l'Université? Ridicule! «Cela revient à vendre l'argenterie».

Mais au-delà de ces «prétextes», les jeunes énarques ressentent surtout cette décision comme un désaveu inquiétant à l'égard de la haute fonction publique. «Tous les élèves l'ont vécu comme une remise en cause de l'existence et des missions de l'école. Se moquer de l'ENA, c'est dissuader les jeunes d'y entrer, casser des vocations.» Non loin de là, rue Saint-Guilhem, les élèves de troisième année de «service public» de Sciences-Po, antichambre de l'ENA, essiment, eux aussi, la décision de transfert à Strasbourg ne «contribue pas à renforcer l'identification de l'école, indispensable pour supporter la préparation». Mais ils se consolent avec humour: «Si on rate le concours, on aura au moins la satisfaction de rester à Paris». Et ajoutent, caustiques: «Une école de hauts fonctionnaires doit vivre en symbiose avec les ministères à Paris. Les écoles du cirque sont bien installées dans les cirques...»

GÉRARD COURTOIS

# Pierre Pflimlin

Le témoignage précieux d'un acteur de premier plan, interlocuteur apprécié du général de Gaulle, qui livre des informations inédites et apporte un éclairage personnel sur la manière dont est née la Cinquième République et dont elle a évolué dans l'esprit de son fondateur.

André Laurens, Le Monde

Pierre Pflimlin  
Mémoires  
d'un Européen  
de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République



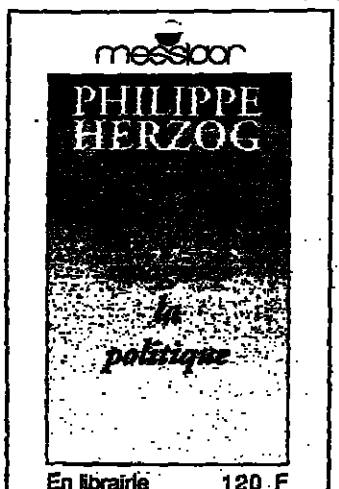
Fayard

396 p.  
+ 16 p. d'illustrations  
150 F

Un livre-témoignage, un document, une «contribution utile à la recherche sur l'Histoire de ce demi-siècle.»

Dernières Nouvelles d'Alsace

FAYARD



En librairie 120 F



En librairie 120 F

هنا من الأصل

## POLITIQUE

La relance de l'aménagement du territoire

M. Pierre-Charles Krieg (RPR) :  
« Ce qui est important,  
c'est l'efficacité de l'Etat »

M. Pierre-Charles Krieg, président (RPR) de la région Ile-de-France, nous a fait part de ses réactions après les décisions du premier ministre.

« La politique de relance de délocalisation voulue par M. Edith Cresson au cours des comités interministériels (CIAT) des 3 octobre et 7 novembre 1991 vous semble-t-elle judicieuse ?

« Cette action est présentée, semble-t-il par le premier ministre comme l'instrument essentiel pour ne pas dire unique de sa politique d'aménagement du territoire. J'observe en effet que les crédits du budget de l'Etat pour les grands équipements structurants continuent de diminuer, qu'il s'agisse des routes, et notamment de l'entretien des routes nationales, des autoroutes concédées, de l'aménagement des canaux et des fleuves, de l'université et de la recherche.

« Ce qui est important pour le gouvernement et pour tous les Français, ce sont les conditions de l'efficacité de l'Etat, compte tenu de la compétition dans laquelle nous nous trouvons. Je ne suis pas convaincu que le transfert de l'ENA à Strasbourg réponde à cet enjeu. C'est moins la délocalisation que la déconcentration qu'il faut mettre en œuvre, en renforçant les services extérieurs de l'Etat sous l'autorité des préfets, et notamment des préfets de région, de manière à accompagner l'irrésistible mouvement de la décentralisation.

« La région Ile-de-France, particulièrement visée par cette politique de transfert et de redéploiement interne, est-elle prête à collaborer, y compris financièrement, avec le gouvernement ?

« Les opérations de délocalisation que l'Etat envisage sont, pour moi, particulièrement fructueuses du point de vue financier, compte tenu des prix respectifs de l'immo-

bilier à Paris ou en Ile-de-France comparés au reste du territoire national. Je vois donc mal pour quoi l'Etat nous demanderait d'apporter des financements complémentaires.

« Le regroupement du ministère d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, le commissariat au plan, la DATAR, en Seine-Saint-Denis, emporte-t-il votre adhésion ?

« Pourquoi pas ? Mais, il y a peut-être plus urgent à faire dans cette partie de la « région-capitale » où les transports en commun sont surchargés et où les axes routiers sont pratiquement saturés.

« Comment ces différentes décisions doivent-elles, selon vous, s'intégrer dans le futur schéma d'aménagement d'Ile-de-France ?

« C'est l'affaire du préfet de région. Apparemment, ces décisions sont prises au coup par coup par le gouvernement et sans plan d'ensemble.

« Le schéma directeur ne peut être conçu dans un tel désordre et avec de telles arrière-pensées politiciennes, le gouvernement « délocalisant » certains établissements publics, comme sous d'autres Républiques, naguère, on distribuait des bureaux de poste...

« Ne craignez-vous pas que, pour financer cette politique, le gouvernement utilise de manière critiquable le fonds d'affectation spécial alimenté par la taxe sur les bureaux ?

« Ce serait un comble ! Ce fonds a été créé par le premier ministre M. Rocard pour permettre au gouvernement de combler, pour partie, l'insuffisance des financements publics dans le domaine du logement et dans celui des transports en Ile-de-France. L'utiliser à autre chose serait un grave détournement et une violation des engagements pris par l'Etat avec la région, dans le cadre du contrat de plan. Je me refuse à l'envisager. »

Propos recueillis par  
FRANÇOIS GROSRICHARD

Une vingtaine  
d'organismes concernés

Les décisions arrêtées jeudi 7 novembre par le gouvernement sur la délocalisation en province ou en banlieue concernent une vingtaine d'organismes et administrations et environ 2 500 agents de l'Etat. Il s'agit notamment :

• A Strasbourg, de l'Ecole nationale d'administration : 90 à 130 personnels administratifs, 300 enseignants non permanents, 510 élèves ;

• En Seine-Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris, du Commissariat général au Plan (100 emplois), de la DATAR (130), du ministère de l'aménagement du territoire et de son cabinet (environ 50), de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain (80), du secrétariat général à l'intégration (10), de la délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté (30) ;

• A Marseille, du Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (120) ;

• A Poitiers, du Centre national d'enseignement à distance (200) ;

• A Lyon, de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (50 emplois, 60 auditeurs) ;

• A Angoulême, de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, la SEITA (400) ;

## EN BREF

□ M. Chevènement : le changement de mode de scrutin est « un OVNI ». M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort, a déclaré, jeudi 7 novembre, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que le projet de changement du mode de scrutin pour les élections législatives est « un OVNI » et qu'il avait « l'impression que la décision technique a été prise, mais que l'on ne veut pas la révéler ». « Un missile a été lancé, mais on ne sait pas où il va atterrir », a-t-il ajouté.

□ M. Pasqua refuse toute « alliance d'état-major » avec le FN ou avec les Verts. M. Charles Pasqua, président du groupe RPR

• Dans la banlieue marseillaise, de la Société française de jeux, Le Loto (100) ;

• A Clermont-Ferrand, du Centre d'études du machinisme agricole, du génie rural et des forêts, le Cemagref (300) ;

• A Bourges, de l'Office national des forêts (150) ;

• A Lille, de l'Institut national de la propriété industrielle (400) ;

• A Aubusson et à Beauvais, des Manufactures nationales des tapis et tapisseries et du Mobilier national (120) ;

• A Béthune, des Voies navigables de France (80) ;

• A Belfort, d'une partie du Centre national d'études des télécommunications (400) ;

Le gouvernement a par ailleurs précisé le calendrier retenu pour le transfert, décidé le 3 octobre dernier, des organismes suivants :

• L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, à Nantes : d'ici au 31 décembre 1993 ;

• L'Agence du médicament, à Montpellier et à Lille : d'ici au 30 juin 1993 ;

• L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie à Angers, Cergy-Pontoise, Valbonne-Sophia-Antipolis : d'ici au 31 décembre 1992 ;

• L'Institut français de l'environnement à Orléans : d'ici au 30 juin 1992.

du Sénat, estime, dans le *Figaro* du 8 novembre, que « la proportionnelle, c'est l'ingouvernabilité assurée pour longtemps ». Il ajoute : « Pourquoi prêter la main à la dernière manœuvre de François Mitterrand ? A chaque fois que les socialistes risquent de perdre, ils redécouvrent les charmes de la proportionnelle. Qu'ils prennent leur responsabilité, nous, nous n'avons pas à entrer dans ce débat. » Le sénateur des Hauts-de-Seine déclare que « le Front national, qu'il le veuille ou non, est l'allié objectif de François Mitterrand » et affirme : « Nous n'avons pas besoin d'alliance d'état-major, ni avec le FN ni avec les Verts. »

Au Sénat

## La droite vote cinq propositions de loi sur l'immigration

Le Sénat a adopté, jeudi 7 novembre, par 227 voix contre 91, un ensemble de cinq propositions de loi tendant à la « maîtrise effective » des flux migratoires, présentées par les quatre présidents de groupe de la majorité sénatoriale :

MM. Ernest Cartigny pour le Rassemblement démocratique et européen (RDE), Daniel Hoefel au nom de l'Union centriste, Marcel Lucotte pour les Républicains et indépendants, Charles Pasqua pour le RPR. Les groupes communiste et socialiste, ainsi que neuf sénateurs du RDE qui votent habituellement avec la gauche, ont voté « contre ». Le gouvernement n'envisage pas de donner suite à ces propositions de loi en les inscrivant à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Episodiquement, la majorité sénatoriale se rappelle au bon souvenir du gouvernement en adoptant des propositions de loi, rédigées par ses soins, portant sur les sujets de société auxquels elle est particulièrement sensible et qui sont, alternativement, le financement de l'enseignement privé et l'immigration (1). Ce second sujet lui avait inspiré, au cours de la dernière session de printemps, un ensemble de cinq propositions de loi, traitant tant de l'immigration irrégulière que de l'attribution par les communes des certificats d'hé-

bergement, de la réforme du regroupement familial et de la procédure d'asile, ainsi que de la définition d'un quota annuel d'immigration en France.

Bon prince, le gouvernement avait accepté d'aménager l'ordre du jour afin que ces propositions de loi puissent être examinées dans des conditions acceptables. Un bonheur ne venant jamais seul, le Sénat était parvenu à obtenir, jeudi après-midi, la retransmission en direct d'une bonne partie des débats par une chaîne de télévision publique. Le spectacle de l'Assemblée nationale confirme, chaque mercredi, que le regard des caméras est, assurément, le gage de la « sérénité » dont le rapporteur, M. René-Georges Laurin (RPR, Var) souhaitait que le débat, sur un sujet aussi délicat, fût empreint.

Cette discussion fort bien « médiatisée », qui devait à la fois témoigner du sens des responsabilités et de la hauteur de vues du Sénat et procurer à la droite l'occasion de critiquer la politique du gouvernement, est pourtant apparue comme une fausse bonne idée. Le gouvernement, qui l'avait acceptée avant l'examen du projet de loi contre le travail clandestin et contre l'entrée et le séjour irréguliers d'étrangers, s'est refusé à lui donner un relief inhabituel et s'est bien gardé d'y déléguer M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, ou M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur. Comis d'office pour exprimer la position du gouvernement, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations

avec le Parlement, s'est efforcé de montrer que la plupart des vœux des sénateurs, soit avaient été déjà réalisés, soit étaient en voie de l'être.

Sérieuses  
divergences

Dépit par la tournure des événements, M. Pasqua a choisi l'improvisation, genre qu'il maîtrise habituellement à la perfection, pour interpellier vigoureusement le gouvernement, suspect de « mauvaises manières » à l'endroit de la « Haute Assemblée ». Malgré les applaudissements automatiques de la majorité sénatoriale, le président du groupe RPR n'a pu éviter quelques maladresses. Soucieux d'opposer au laxisme de la gauche le sérieux de la droite, M. Pasqua a cité malencontreusement à l'appui de sa thèse l'expérience d'un autre sénateur, ancien ministre de l'intérieur, M. Michel Poniatowski, spécialiste de la surenchère avec le Front national et qui, bien carré dans son fauteuil, a rosi de plaisir sous l'hommage involontaire.

Les choses se sont encore gâtées lorsque M. Pasqua s'est risqué à une diatribe contre le projet communautaire visant à transférer le dossier de l'immigration « à la Commission européenne et à ses technocrates ». A leurs bancs, imperturbables, les communistes l'ont approuvé, mais ils ont applaudi, quelques instants plus tard, les fortes paroles de leur président, M. Daniel Hoefel, lequel expliquait que « c'est au niveau de toute la Communauté européenne qu'une stratégie commune doit être élaborée et appliquée ».

La droite, qui n'avait déjà pas pu se mettre d'accord sur la notion de quota proposée par M. Pasqua - M. Laurin lui prêtant l'expression « plus convenable » de flux migratoire, - donnait de la gîte. Le réquisitoire musclé, contre le gouvernement, d'un troisième sénateur ancien ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet (Républicains et indépendants, Morbihan) ; la polémique, chiffres contre chiffres, entre M. Pasqua et M. Poperen, feignant de s'étonner de la « grande véhémence » des propos sénatoriaux ; le vote final, bien qu'écrasant, ne devaient plus rien changer. La majorité sénatoriale venait de manquer « son » débat en affichant, bien involontairement, de sérieuses divergences.

GILLES PARIS

(1) Le Sénat avait ainsi adopté, le 21 juin 1990, une réforme du droit de la nationalité.

□ Le PR lance une nouvelle revue. - Le Parti républicain a lancé, jeudi 7 novembre, une revue trimestrielle de réflexion baptisée *Lignes de fond*. Sous la direction de M. Hugues Dewavrin, secrétaire national du PR, ce magazine politique entend « permettre à ceux qui participent au débat public de s'exprimer longuement par écrit » et « démentir ceux qui spéculent sur la fin supposée du politique ou sur sa prétendue médiocrité ».

Actionnaires de la Compagnie Internationale  
des Wagons-Lits du Tourismedonnez sa chance à votre  
Compagnie...

• La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, doit désormais pouvoir s'appuyer sur un actionariat stable et cohérent, condition indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise.

• ACCOR est le meilleur partenaire :

- Il a la capacité industrielle, financière et de management, de conforter la place européenne que mérite la Compagnie.

- Sa tradition et sa culture sont les meilleures garanties de respect de l'identité de votre Compagnie.

Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme : Wagons-Lits, Wagons-Lits Tourisme, Pullman, Altea, PLM Azur, Arcade, Euret, Relais, Rosell, Europcar.

Accor : Novotel, Sofitel, Mercure, Ibis, Motel 6, Formule 1, Hotelia, Atria, Paris-Plage, Thalassa International, Générale de Restauration, Lenôtre, Courte-Paille, Le Bœuf, Pizzeria, Pizza del Arte, L'Arche, Meda's, Ticket Restaurant, Croisières Paquet.



## POLITIQUE

# La mort de Gaston Monnerville

L'homme qui défia le général de Gaulle

Gaston Monnerville, ancien président du Sénat, est décédé jeudi 7 novembre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. En 1962, il s'était opposé avec détermination à l'élection du président de la République au suffrage universel que proposait le général de Gaulle et avait accusé le gouvernement de « forfaiture ».

par André Posseron

Paradoxalement, de toutes les institutions de la V<sup>e</sup> République, c'est le Sénat — auquel de Gaulle n'avait pourtant pas accordé un très grand rôle — qui a connu la stabilité la plus remarquable. Alors que quatre chefs de l'Etat se sont succédé à l'Elysée depuis 1958, alors que douze premiers ministres ont siégé à l'hôtel Matignon, alors que cinq présidents de l'Assemblée nationale ont occupé l'hôtel de Lassay, deux personnalités seulement ont présidé le Sénat, M. Alain Poher battant même le record de longévité établi par son unique prédécesseur, Gaston Monnerville, puisque, élu en 1946, celui-ci ne lui avait cédé son fauteuil qu'en 1968.

S'il fut un des hommes les plus importants de la IV<sup>e</sup> République pour avoir été le seul à présider l'Assemblée du palais du Luxembourg dès la création du « Conseil de la République », après la Libération, s'il avait été fasciné par de Gaulle, chef de la France libre, au point de s'engager dans le maquis sous le pseudonyme de Saint-Just et

de gagner la rosette de la Résistance, s'il avait été chargé par le général de Gaulle de concevoir, après la guerre, un statut d'émancipation pour les anciennes colonies, il reste, surtout, celui qui osa, avec une violence extrême, défier de Gaulle au nom de la République et l'accuser avant d'autres, mais en vain, tout à la fois de violer la Constitution, de faire preuve d'arbitraire, d'être tenté par la dictature et même, par premier ministre interposé, de commettre le crime de forfaiture.

### La « forfaiture » de 1962

C'est de cette façon que Gaston Monnerville s'instaura chef de file des adversaires les plus résolus du général de Gaulle et porte-drapeau des partisans du « non » au référendum décidé à l'automne 1962 par le chef de l'Etat en vue de faire élire, à l'avenir, le président de la République au suffrage universel. Bien qu'il ait voté en 1946, comme de Gaulle, contre la Constitution de la IV<sup>e</sup> République, bien qu'il n'ait fait campagne, en 1958, pour la Constitution de la V<sup>e</sup> fondée par de Gaulle, bien qu'il ait été élu, en 1959, président du nouveau Sénat de la Communauté, créé par le général, et en sa présence, après avoir été réélu la même année, malgré l'opposition des seuls sénateurs communistes à la présidence du Sénat, Gaston Monnerville se formalisa de la « démission » et des « maladroites » que, selon lui, le général commet à l'endroit de la deuxième Chambre.

L'interprétation donnée par les deux hommes de certaines dispositions de la Constitution diverge de

plus en plus souvent. Le Parti radical, puissant au Sénat où il a pu, malgré la vague gaulliste de 1958, constituer un bastion et dont le sénateur du Lot est un dirigeant écouté, entretient envers de Gaulle une fronde qui va grandissant en raison, notamment, du déroulement de l'affaire algérienne et de la façon dont s'exerce le pouvoir à l'Elysée. Dans son livre de souvenirs, *Vingt-deux ans de présidence*, paru en 1980, l'auteur dit son dépit de n'avoir pas été informé par de Gaulle de son intention de réformer la Constitution, décision prise après l'attentat du Petit-Clamart, le 20 août 1962, et annoncée au pays le 20 septembre.

C'est alors, de la part de la classe politique — hormis, naturellement, les gaullistes — une véritable levée de boucliers et une avalanche de reproches. La controverse juridique et constitutionnelle s'amplifie. Gaston Monnerville saisit l'occasion du congrès radical, à Vichy, le 29 septembre, pour prononcer un réquisitoire implacable. Il lance, pour commencer : « A la tentative de plébiscite qui est en train de se développer, je réponds personnellement : « non ». Les arguments s'accumulent : de Gaulle a « délégué » viole la Constitution, il « n'a pas le droit » de choisir « une procédure arbitraire » (celle du référendum selon l'article 11 de la Constitution, alors que la procédure de révision de celle-ci est prévue à l'article 89, qui donne au Parlement un droit de veto) ; il veut « établir la démocratie directe », « prononcer le déséquilibre des pouvoirs » ; il « porte atteinte aux droits et aux libertés des citoyens ». Lançant un « appel au peuple de

France », Gaston Monnerville incite les députés à renverser le gouvernement de Georges Pompidou en affirmant : « La motion de censure m'apparaît comme une réplique directe, légale, constitutionnelle à ce que j'appelle une forfaiture. » Au Sénat même, Gaston Monnerville poursuit son offensive. Il y prononce, le 9 octobre, un discours identique à celui de Vichy et, à l'unanimité — sauf l'UNR — le Sénat vote l'affichage de ce texte dans les mairies.

### Le Sénat boude

Une motion de censure est effectivement votée, le 5 octobre, contre le gouvernement Pompidou, et le président de la République prononce la dissolution de l'Assemblée nationale le 10. Sont, dès lors, menées de conserve dans le pays et la campagne pour le référendum et celle des élections législatives. Gaston Monnerville participe activement à promouvoir le « non ». Le 28 octobre, le « oui » l'emporte avec plus de 62 % des suffrages exprimés. Même dans le Lot, dont Gaston Monnerville est sénateur et dont il préside le conseil général, la réforme gaullienne est approuvée. Trois semaines plus tard, le premier tour des législatives enregistre une véritable vague gaulliste, l'UNR rassemblant presque deux fois plus de voix qu'en 1958. Le 25 novembre, les gaullistes forment le groupe le plus nombreux (224) qui soit jamais entré dans une assemblée parlementaire. Presque tous les dirigeants du « cartel des non » sont battus, notamment Pierre Mendès France à Evreux, tandis que le président du

Parti radical, M. Maurice Faure, n'est élu dans le Lot, département de Gaston Monnerville, que de justesse, grâce aux voix communistes.

Malgré ce qui est pour lui un double échec, Gaston Monnerville ne désarme pas. Il entre même, pourrait-on dire, en résistance contre de Gaulle, attaque en vain le référendum devant le Conseil constitutionnel et ne manque aucune occasion de dénoncer le « caractère autoritaire » du pouvoir. Une sorte de mur s'élève entre l'Elysée et le palais du Luxembourg : aucun ministre ne vient plus au Sénat, et le président de celui-ci ne se rend plus jamais à l'Elysée, ni n'assiste à aucune cérémonie où de Gaulle pourrait se trouver. Le fossé s'aggrave, franchissable entre un de Gaulle conforté par son triomphe populaire et un Gaston Monnerville qui ne cache pas son hostilité, due à ce qu'il perçoit comme une humiliation pour l'institution qu'il préside. La rupture est si profonde que certains gaullistes imaginent même — mais sans suite — une réforme supprimant l'intérim du chef de l'Etat par le président du Sénat, un intérim que le successeur de Gaston Monnerville accomplira à deux reprises.

A partir de ce conflit, Gaston Monnerville sera toujours réuni avec l'appui ou l'abstention des sénateurs communistes, tandis que les gaullistes voteront contre lui, les uns et les autres inversant ainsi leurs rôles antérieurs. Les prédictions apocalyptiques du sénateur du Lot ne se réaliseront pourtant pas, et la réforme tant condamnée entrera profondément dans les mœurs nationales. Peu de temps après cette crise, de Gaulle, feignant de pardonner l'outrage qui lui avait été fait, nous confiait : « Voyez-vous, les socialistes, chefs des soi-disant partis d'extrême gauche, ont continué à jouer à la belote, mais, moi, je les ai obligés à jouer au poker. Et là, je suis le plus fort ».

Il ne le fut pas toujours ! Toutefois, lors de la partie que de Gaulle perdit, en 1969, à l'occasion d'un autre référendum, concernant cette fois plus directement le Sénat — qu'il souhaitait réorganiser en même temps que les régions — Gaston Monnerville, qui s'y était également farouchement opposé, ne fut en rien le bénéficiaire de cette défaite du général, suivie de son départ volontaire du pouvoir. Car l'affaire de 1962 avait laissé des traces durables. La fronde constante menée par Gaston Monnerville en riposte au « coup d'Etat » du Sénat par l'Elysée gagna de plus en plus de sénateurs, frustrés d'être exclus du jeu institutionnel et politique. Certains réussirent, même, à convaincre Gaston Monnerville que sa présence à la tête du Sénat affaiblissait la nouvelle campagne du « non ».

Au nom de la défense du bicaméralisme, il tire cependant un dernier « baroud » à l'été 1968, après les événements du Quartier latin, contre les projets de De Gaulle. Cependant, en octobre, il renonce, à soixante et onze ans, à braver pour la vingtième fois le faîte de ce Palais du Luxembourg qu'il occupe depuis vingt-deux ans. A la surprise générale, M. Alain Poher (MRP) l'emporte au troisième tour et à 3 heures du matin, malgré les sénateurs communistes et gaullistes, et entame une carrière qui sera plus longue encore. Le nouveau président ne sera pas ingrat puisque, en 1974, il nomme son prédécesseur membre du Conseil constitutionnel, où il demeurera jusqu'en 1983.

### Le veilleur de Galmot à Cayenne

Depuis lors, Gaston Monnerville, toujours d'une stricte et immuable élégance, bien pris dans un costume croisé, la taille cambrée, son visage argenté abondamment et soigné, venait de temps à autre dans le palais de Marie de Médicis pour s'entretenir avec quelques survivants des trois Républiques qu'il avait traversées. Il n'y était plus l'éloquent, disert et arrogant parlementaire qu'il avait été si longtemps, mais il a durablement inspiré aux radicaux de gauche le respect un peu distrait et condescendant que l'on accorde aux « anciens ».

Quel étonnant parcours avait été celui de ce deuxième magistrat de la République, du premier homme de couleur, citoyen d'une ancienne colonie, à accéder à la présidence de la chambre du Parlement réputée la plus conservatrice et la mieux enracinée dans le terroir ! C'est son père, Saint-Yves Monnerville, Martiniquais de naissance, mais employé des douanes à Cayenne, capitale de la Guyane, qui décide du dit-on — dès la naissance de Gaston, le 2 janvier 1897, que celui-ci serait avocat, bachelier et bourgeois, il débarque en 1912 à Saint-Nazaire, décide, lui, à devenir magistrat. Cependant, c'est au barreau de Toulouse qu'il s'inscrit, en 1918, après avoir obtenu une licence ès lettres et un doctorat en droit. Il « monte », en 1921, à Paris, où il n'était venu qu'une fois, en 1914,

« avant l'assassinat de Jaurès, voir le départ des soldats gare de l'Est, la fleur au fusil ».

César Campinchi, avocat de renom, futur député radical et futur ministre, le prend comme collaborateur et le pousse à devenir secrétaire de la conférence et président de l'Union des jeunes avocats. A trente ans, il s'illustre en obtenant, aux assises de Nantes, l'acquiescement des Guyanais incriminés après les émeutes de 1928. Jean Galmot, personnage énigmatique et fascinant, élu député de Cayenne, avait été invalidé grâce à des truccages de l'administration au profit d'un candidat plus docile, Eugène Lanier. Des troubles s'étaient ensuivis. Ce n'est qu'en 1990 qu'un film fera revivre avec réalisme cet épisode tragique, après lequel Jean Galmot est mort mystérieusement.

Gaston Monnerville s'est tellement impliqué dans cette cause qu'en 1932 il se présente à Cayenne, bat Lanier, devient, à la fois, député et maître de la ville. Sa voie politique est, désormais, tracée. En 1936, il participe au gouvernement du Front populaire comme sous-secrétaire d'Etat aux colonies. Sa fidélité au Parti radical, son appartenance à la franc-maçonnerie, une conception scrupuleuse de la pratique républicaine et un jacobinisme souvent tatillon l'inspireront toujours. Il mettra à leur service une voix claire, une éloquence au ton parfois précieux, une référence fréquente aux « grands principes », mais parfois, aussi, des embellissements soudains qui provoqueront des dérapages incontrôlés. Comme lorsque, en 1963, il avait affirmé : « Nous ne sommes plus en République » et accusé le gouvernement d'enfermer des hommes dans « des camps de concentration », ce qui l'obligea, ensuite, à une pitoyable marche arrière, sur l'indignation du gouvernement et devant la gêne de ses propres amis.

En septembre 1939, Gaston Monnerville contracte un engagement volontaire dans la marine. Sous l'occupation nazie, il milite au sein du mouvement de résistance Combat et fait montre d'un courage d'autant plus exemplaire qu'il a coulé de peu ne le prédestine pas à la clandestinité. Il devient le capitaine Saint-Just et commande un maquis des forces françaises de l'intérieur dans le Massif central. Mais c'est véritablement à partir de 1944 que Gaston Monnerville va donner toute sa mesure. A l'Assemblée consultative, dont il est membre, il préside la commission de la France d'outre-mer, que le général de Gaulle a chargé de préparer le statut des territoires d'outre-mer, d'où sortira le cadre constitutionnel de l'Union française. Il est, ensuite, réélu député de la Guyane dans les deux assemblées constituantes qui se succèdent d'octobre 1945 à octobre 1946. Il y fait voter la création du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, le FIDES. Il est un ardent défenseur de la départementalisation des « quatre vieilles », comme on dit alors : Guyane, Martinique, Guadeloupe et Réunion.

En décembre 1946, lorsque le premier Conseil de la République se constitue, il quitte le Palais-Bourbon pour celui du Luxembourg, où il continue, d'abord, de représenter la Guyane. Mais, assez vite, il s'insinue dans le Lot et, à partir de 1948, c'est en tant que sénateur de ce département qu'il siégera. De 1951 à 1970, il préside le conseil général du Lot et sera maire de Saint-Céré de 1964 à 1971.

Les orientations et le tempérament politiques de Gaston Monnerville se sont surtout affirmés au cours de sa longue présidence du Sénat. De mars 1947 à octobre 1968, son mandat de président a été renouvelé dix-neuf fois. Il a donc eu l'occasion après chacun de ces scrutins, dans l'allocation de remerciement qu'il est d'usage de prononcer, de préciser sa pensée : une pensée, à vrai dire, attachée avec une rigidité sans faille à l'expression des « grands principes » républicains et en particulier du principe de la représentation populaire. Un autre trait de son caractère tenait à son allégeance quasi religieuse au Droit et à la Loi. Il était fatal, dans ces conditions, que le général de Gaulle trouvât sur son chemin un président du Sénat devenu peu à peu rétif, puis hostile.

Et pourtant, c'est lui, en compagnie d'André Le Troquer, président de l'Assemblée nationale, qui avait permis à de Gaulle de revenir au pouvoir en mai 1958 en lui apportant la caution du Parlement de la IV<sup>e</sup> République moribonde. Dans la nuit du 28 au 29 mai, les deux présidents, reçus par le général dans le parc de Saint-Cloud, acceptent le « processus régulier » envisagé par de Gaulle pour fonder la V<sup>e</sup> République. Gaston Monnerville dira, en quittant le général : « Je n'avais nulle raison de suspecter sa volonté de contribuer au redressement d'une situation dont chaque minute augmentait le caractère dramatique. »

## Compagnie Internationale des Wagons et du Tourisme

... Accor vous donne la vôtre

- COBEFIN, filiale belge à 81 % de ACCOR, vous donne la possibilité de céder vos actions à des conditions attractives: le prix proposé est supérieur de 25 % au dernier cours connu avant l'annonce de l'Offre Publique d'Achat.

- Ce prix représente un multiple du résultat estimé de 47 fois pour 1991, et de 27 fois pour 1992.

### Modalités de l'offre

- L'offre porte sur l'ensemble des actions ordinaires et AFV\* au prix de 8 650 FB (1 435 FF au taux de change du 31 octobre 1991) sur la période du 7 novembre au 5 décembre 1991 en Belgique et aux Pays-Bas ; du 7 au 29 novembre 1991 en France.

- Le prospectus, le bulletin d'acceptation ayant été approuvé en Belgique le 31 octobre 1991 par la Commission bancaire et financière et la note d'information ayant reçu en France le visa COB n° 91-421 en date du 5 novembre 1991, sont tenus à la disposition du public auprès des établissements suivants :

- France : Banque Indosuez,
- Belgique : Générale de Banque
- Pays-Bas : Suez Koijman n.v.

et chez ACCOR - Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15.

\* AFV : Action avec avantage fiscal

**ACCOR**

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION, ET DE SERVICES

هنا من اجل

## SOCIÉTÉ

### Les affaires du sang contaminé

- **M. Evin : « Un homme politique, une femme politique doit assumer pleinement ses responsabilités »**
- **Le 29 juin 1985, des transfuseurs en appelaient à M. Fabius**

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale dans le gouvernement de M. Michel Rocard, a pour la première fois évoqué, le 7 novembre, les affaires liées au sida et à la transfusion sanguine. « Je ne suis pas personnellement confronté aux problèmes de 1985, mais je sais simplement que, lorsque j'ai été saisi d'un certain nombre de décisions à prendre concernant le dépistage, je les ai appliquées. (...) Je crois qu'un homme politique, une femme politique, doit assumer pleinement ses responsabilités », a déclaré M. Evin lors du « Grand O'FM-la Croix ». Interrogé sur le fait de savoir si un tel commentaire pouvait concerner M. Laurent Fabius, premier ministre de 1984 à 1986, ou M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, alors ministre des affaires sociales, M. Evin a répondu : « En effet, en effet, si la justice souhaite prendre le problème comme ça ! Moi, je souhaite que la justice fasse transparence sur ce qui s'est passé réellement. »

Nous publions le texte d'une lettre inédite adressée à M. Fabius le 29 juin 1985 par l'ensemble des responsables de la transfusion de Paris et de la région parisienne. Inquiets des conséquences de l'épidémie de sida, ils en appelaient directement au premier ministre pour que des décisions immédiates soient prises sur le remboursement du test de dépistage. Ce document permet de mettre la chronologie de la mise en œuvre du dépistage du virus du sida.

— Octobre 1983 : le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) annonce qu'un test ELISA, permettant de détecter des anticorps spécifiques dans le sérum d'une personne malade, va être commercialisé par l'Institut Pasteur Production. Vives réactions aux États-Unis où l'on fait état d'un défaut de fiabilité de ce test.

— Décembre 1983 : l'Institut Pasteur dépose une demande de brevet aux États-Unis. Elle restera en attente jusqu'en 1986. Le test mis au point par le laboratoire du professeur américain Robert Gallo sera agréé par la Food and Drug Administration un an seulement après son dépôt.

— 11 février 1985 : la firme américaine Abbott demande l'agrément de son test en France.

— 22 février : le Monde annonce en première page un « dépistage systématique pour les donneurs de sang » qui va durer « deux semaines » au CNTS. Dans le même article le directeur de l'Institut national de la santé (INS) américain déclare que l'épidémie de sida est « la plus grave à laquelle l'homme aujourd'hui se trouve confronté, une nouvelle tragédie humaine ».

— 25 février : M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, déclare que le test est en phase d'« évaluation ».

— 25 février : le docteur Alain Leblanc, du Laboratoire national de la santé (LNS), écrit à son directeur général, le docteur Robert Netter, qu'il est « frappé par la légèreté du dossier présenté par Abbott au regard de l'expertise conduite pour le réactif de Pasteur ». Il fait état en particulier d'un pourcentage de faux positifs de l'ordre de 3 %.

— 28 février : Diagnostics Pasteur dépose à son tour une demande d'agrément.

— 2 mars : le test Abbott reçoit son autorisation de mise sur le marché américain. Abbott-France se déclare prêt pour une mise en place « immédiate » du dépistage systématique.

— 7 mars : la commission consultative de la transfusion sanguine demande qu'un groupe de travail, placé sous la direction du docteur Bahman Habibi, étudie les

#### La chronologie de la mise en œuvre du dépistage

problèmes posés par le dépistage systématique et, notamment, évalue les trois tests disponibles (Abbott, Diagnostics Pasteur, Organon) avant leur distribution aux centres de transfusion. L'évaluation comparative sera achevée fin mai.

— 12 mars : une note interne à la direction générale de la santé adressée au professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, par le docteur Jean-Baptiste Brunet, relate les premiers résultats d'enquêtes effectuées à l'hôpital Necker et à Cochin. Elle conclut que, si la proportion de donneurs séropositifs constatée au cours de l'enquête Cochin est représentative de la situation parisienne (6 pour 1000), « il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ».

— 18 mars : dans une lettre à M. Edmond Hervé, M. Jean Weber, PDG de Diagnostics Pasteur, affirme que « il est assuré des débouchés sur le territoire national », il est prêt à commercialiser 125 000 tests par mois à partir du 15 avril. M. Weber indique que le test de Diagnostics Pasteur vient de faire l'objet d'une expérimentation « demandée par les pouvoirs publics » dans six centres hospitaliers et que les résultats sont « très favorables ». Il affirme qu'aucun faux positif ou faux négatif n'a été constaté.

— 15-19 avril : au terme d'une réunion internationale organisée à Atlanta, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à tous les États de rechercher la présence de l'infection par le virus du sida chez tous les donneurs de sang.

— 25 avril : le docteur Netter écrit au cabinet de M. Hervé pour l'informer que « sans la contrainte de la santé (OMS) recommandant à tous les États de rechercher la présence de l'infection par le virus du sida chez tous les donneurs de sang ».

— 2 mai 1985 : le test Abbott est agréé par le ministre de la Santé. Il est précisé que la firme Abbott a déposé le 23 avril les compléments qui lui avaient été demandés, par le docteur Leblanc.

— 9 mai 1985 : au cours d'une réunion interministérielle à Matignon sous la présidence du profes-

sieur François Gros, conseiller de M. Fabius, le représentant du ministère des affaires sociales s'oppose à la prise en charge du test par l'assurance-maladie « en raison de l'importance des sommes en jeu ». Le ministère de l'économie et des finances adopte la même position. Le cabinet du premier ministre demande que le dossier d'Abbott « soit encore retenu quelque temps » au LNS.

— 10 mai : M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Pierre, sous-directrice à la direction générale de la santé, adresse une note au cabinet de M. Hervé où elle se prononce en faveur d'un dépistage systématique obligatoire des donneurs de sang « en prenant les mesures financières d'accompagnement ».

— 30 mai : le docteur Habibi remet son rapport Sida et transfusion sanguine à M. Hervé. Il y indique que « les individus reconnus comme appartenant aux groupes à risque de transmettre le virus doivent être exclus du don de sang à usage thérapeutique » et propose un « dépistage systématique » (...) appliqué le plus rapidement possible ».

— 30 mai : le cabinet du ministre des affaires sociales demande à la direction de la Sécurité sociale d'étudier les conditions de financement d'un dépistage systématique.

— 11 juin : le professeur Roux écrit au cabinet de M. Hervé qu'il est « nécessaire de prévoir le dépistage sur chaque prélèvement de sang ».

— 13 juin : le docteur Jacques Leibowitch, pionnier de la recherche sur le sida, dénonce dans le Monde « l'incapacité des pouvoirs publics à proposer l'absence de dépistage systématique dans les CTS ».

— 19 juin : M. Fabius annonce à l'Assemblée nationale que le dépistage obligatoire sera généralisé « rapidement » dans les dons de sang.

— 21 juin : le test Pasteur reçoit son agrément.

— 29 juin : le docteur Habibi, directeur scientifique du CNTS, écrit à M. Fabius pour l'informer du fait que des les premiers jours de juillet, les établissements de transfusion sanguine de l'Ile-de-France pratiqueront un dépistage

#### Incohérences

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

Bien qu'on en connaisse désormais nombre d'éléments on ne peut encore établir une chronologie définitive concernant les différentes affaires qui touchent au sida et à la transfusion sanguine. Dès lors, on ne peut situer avec précision les responsabilités des différents responsables politiques, administratifs et médicaux de l'époque dont les noms sont cités depuis quelques semaines.

On connaît depuis avril 1989 (le Monde du 26 avril 1989) les circonstances dans lesquelles plus d'un millier d'hémophiles français ont été contaminés avant le début de 1985 par le virus du sida, à une époque où les connaissances sur la maladie étaient encore limitées. Les faits sont moins bien connus pour ce qui est de la mise en place des tests de dépistage, chez les donneurs de sang d'une part, mais aussi chez tous ceux qui inquiètent des informations publiées à l'époque dans la presse — souhaitaient bénéficier du dépistage.

La mise en lumière des faits et des décisions n'aurait pas été possible sans l'émotion soulevée dans l'opinion par le drame vécu par les hémophiles contaminés. Le gouvernement actuel ayant, sous la pression, voulu « faire toute la lumière sur ces questions », on put disposer en septembre d'un rapport incomplet mais essentiel rédigé par M. Michel Lucas, patron de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales). La publication de ce document, puis les premières incriminations prononcées par M<sup>me</sup> Sabine Fournier, juge d'instruction, permirent de disposer de nouvelles pièces, jusqu'alors dissimulées.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer le document signé le 29 juin 1985 par l'ensemble des responsables des centres de transfusion de Paris et de la région parisienne. Les signataires étaient depuis plusieurs mois inquiets des conditions dans lesquelles se déroulaient les transfusions de sang. Ils travaillaient face à l'épidémie de sida. Soucieux de disposer au plus vite d'un test de dépistage, ils ont attendu les décisions politiques (discours de M. Laurent Fabius, le 19 juin, à l'Assemblée nationale) et techniques (autorisation de commercialisation du test de Diagnostics Pasteur) pour prendre leur initiative. Celle-ci illustre l'incohérence qui prévalait alors. On découvre que les responsables transfusionnels, lassés de l'incapacité de leurs contacts avec les échelons administratifs et ministériels, estiment de leur devoir d'alerter en personne le chef du gouvernement. Ils expliquent en substance ne plus pouvoir « travailler dans la misère » de l'absence d'un examen et réclament des mesures budgétaires « avec effet immédiat ».

La mesure réclamée entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août. Sans doute expliquera-t-on en haut lieu les usages et la viscosité administrative étant ce qu'ils sont — que l'on ne pouvait ni aller plus vite et qu'en l'espèce on a même travaillé beaucoup plus rapidement qu'à l'ordinaire. On ne manquera pas non plus de souligner que les médecins transfuseurs n'ont, fort heureusement, pas attendu le 1<sup>er</sup> août pour mettre en place, sur leurs fonds propres, un dépistage qui devait être pris en charge par la collectivité. On soulignera enfin que M. Fabius a, dans toute cette affaire, dès lors qu'il a eu à en connaître (la première réunion interministérielle sur ce thème organisée à Matignon date du 9 mai), joué un rôle beaucoup plus actif qu'on ne l'imagine généralement, voire plus actif que ceux des membres de son gouvernement qui avaient en charge la santé et les affaires sociales.

L'analyse ne pouvant se borner à la défense ou à l'accusation de tel ou tel et une instruction judiciaire étant en cours, on ne pourra en rester là. Il faudra comprendre les raisons des multiples dysfonctionnements qui ont conduit à la prise en compte du drame naissant et dont la lettre du 29 juin est un parfait exemple. Médicale et judiciaire, l'affaire est également politique. Les déclarations de M. Claude Evin (ancien ministre et proche de M. Michel Rocard) quant aux responsabilités qui incombent aux hommes et aux femmes politiques en sont une preuve éclairante.

## Un accord en vue pour les infirmières

Vendredi 8 novembre, après une « réunion de conclusion » de près de dix heures au ministère entre six organisations représentatives des infirmières et du personnel soignant et M. Bruno Durieux, le ministre de la santé, un accord semblait en vue. Quatre organisations syndicales (SNCH, CFTD, CFTC, CFE-CGC) ont accueilli favorablement les dernières propositions du ministre, mais elles ont annoncé qu'elles allaient consulter leurs instances.

Après avoir rencontré pendant près de dix heures six syndicats représentatifs des personnels infirmiers et soignants, le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, a annoncé, vendredi 8 novembre, que les conditions étaient réunies « pour pouvoir signer, vendredi prochain, un bon accord ». « Sur les six organisations syndicales présentes, quatre ont émis un jugement d'ensemble positif sur les propositions que j'ai présentées au nom du gouvernement », a déclaré M. Bruno Durieux en faisant référence à l'inter-syndicale CFTD, CFE-CGC, CFTC et au SNCH (Syndicat national des cadres hospitaliers). « Force m'a été de noter des aspects intéressants dans la première partie du protocole », celle du CFTC a

noté l'ensemble des propositions. La Coordination nationale infirmière, l'Union infirmière France et l'UNASIF (Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmières de France), qui n'étaient pas invitées à cette « réunion de conclusion » ouverte aux seuls syndicats représentatifs, devaient être reçues, vendredi 8 novembre, par le ministre de la santé. « J'ai bon espoir d'avoir là aussi des approbations », a-t-il souligné. Probablement pour obtenir la plus large adhésion possible au sein des associations représentatives d'infirmières, le ministre de la santé avait divisé ses propositions en trois volets : deux protocoles d'accord portant respectivement sur « la reconnaissance des sujétions hospitalières », les effectifs et la formation professionnelle, et sur les rémunérations et les perspectives de carrière, ainsi qu'un accord national sur l'amélioration des conditions de vie au travail des personnels hospitaliers. Libre aux syndicats de signer les documents qu'ils souhaitent.

Ces différents documents reprennent en partie le protocole présenté, le 28 octobre, aux neuf organisations syndicales invitées à la table des négociations de l'Amide du 30 octobre, et apportent quelques mesures nouvelles. Ainsi la réduction du temps de travail de nuit hebdomadaire sera portée à 35 heures, au plus tard le 31 décembre 1993.

L'indemnisation des dimanches et jours fériés est portée à 250 francs pour une base de huit heures travaillées, un forfait qui évoluera avec la hausse des traitements de la fonction publique. Une réforme du financement des écoles et des études paramédicales sera mise à l'étude immédiatement en concertation avec les organisations syndicales.

La majoration de la prime spécifique infirmière dite « prime Veil » qui s'élève à 350 francs mensuel sera portée à 500 francs à compter du premier janvier 1992. Une étude sera engagée sur la fonction d'infirmière clinique ou experte et sur la possibilité pour les personnels

infirmiers les plus expérimentés d'être élus à la catégorie A. La carrière des aides-soignants devrait être améliorée par une accélération de deux ans de la revalorisation salariale prévue pour 15 % d'entre elles, lors des accords Evin et Durafour.

Le troisième volet porte sur l'amélioration des conditions de vie au travail à travers la mise en place de contrats décentralisés entre les établissements et l'Etat. M. Bruno Durieux s'est engagé sur la réalisation au cours du premier semestre 1992, de 200 contrats de ce type. Force ouvrière a rappelé son opposition à ces contrats qui instaurent, selon elle, l'aménagement du temps de travail et la flexibilité des horaires.

Dans l'entourage du ministre, on chiffrait l'ensemble de ces mesures à 2,2 milliards de francs. M<sup>me</sup> Edith Cresson s'est réjouie de l'accueil favorable réservé par plusieurs organisations syndicales d'infirmières et d'aides-soignants aux protocoles et à l'accord national de M. Durieux. « L'ensemble de ces mesures constitue un effort important (...) et permet de répondre durablement aux attentes des infirmières et aides-soignantes », a estimé le premier ministre dans un communiqué.

Le 11 novembre, les personnels de santé avaient organisé à Paris, à l'appel du collectif inter-hôpitaux, un rassemblement proche de la CGT-santé et de la Fédération CRIC (Coordonnateur, rassembler, construire). Parmi les 5 000 manifestants qui défilèrent de la place Denfert-Rochereau au ministère de la santé, on comptait non seulement des infirmières et des aides-soignantes mais aussi des manipulateurs radio, kinésithérapeutes, diététiciens, personnel administratif. A l'ouverture de la réunion au ministère dans la soirée, une centaine de manifestants avaient tenté de forcer les portes du ministère aux cris de : « Il ne faut pas signer ces accords-là ».

MARTINE LARONCHE

## « Toute temporisation serait préjudiciable à la santé publique... »

Nous publions ci-dessous le texte de la lettre adressée le 29 juin 1985 à M. Laurent Fabius, premier ministre. Elle est signée du docteur Bahman Habibi et co-signée par onze médecins, représentant les centres de transfusion sanguine de l'Assistance publique de Paris et de la région parisienne, ainsi que le Centre national de la transfusion sanguine.

Une copie de cette lettre avait été adressée « pour information », notamment à M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et à M<sup>me</sup> Bérégovoy et Hervé.

« J'ai l'honneur de vous informer que les Etablissements de transfusion sanguine de la région Ile-de-France, dont les représentants sous-signés se sont réunis hier à Paris, ont estimé de leur devoir d'appliquer dès les premiers jours du mois de juillet le dépistage systématique de l'anticorps anti-LAV à tous les dons de sang recueillis dans notre région.

« Nous considérons en effet qu'avec la distribution désormais officiellement autorisée des réactifs nécessaires à ce dépistage, toute temporisation serait préjudiciable à la santé publique et ne pourrait qu'accroître les inquiétudes et les craintes qu'expriment déjà depuis plusieurs mois les opérés, les malades et le corps médical à l'égard de la transfusion sanguine.

« Nous avons le regret de constater que, malgré votre

déclaration du 19 juin à l'Assemblée nationale et les conclusions du groupe parlementaire de travail, dont j'avais remis le rapport le 30 mai à monsieur le secrétaire d'Etat chargé de la santé, l'administration publique n'a pas à ce jour fixé sa position en termes d'obligation et de financement des dépenses supplémentaires générées par ce dépistage.

« Estimant que notre responsabilité éthique, médicale et professionnelle nous interdit de différer davantage la mise en œuvre de cet examen à laquelle nous nous sommes préparés depuis plusieurs semaines, nous vous demandons de bien vouloir faire prendre, avec effet immédiat, les décisions d'application qui, visant à éviter à nos établissements les graves difficultés budgétaires et de fonctionnement ainsi engendrées, nous permettront de poursuivre cette action de sauvegarde de la santé publique.

« Une délégation des représentants sous-signés prendra, dès le lundi premier juillet, contact avec vos services pour solliciter une audience au cours de laquelle nous souhaiterions vous exposer les spécificités de la région Ile-de-France en matière de transfusion sanguine et les problèmes concrets que nous sommes appelés à résoudre dans le cadre de la prévention du risque de la transmission du virus LAV par la transfusion sanguine. »



## SOCIÉTÉ

JUSTICE

# Le retour de l'affaire Pechiney

Suite de la première page

Le Monde avait affirmé en janvier 1989, que Roger-Patrice Pelat, déjà acheteur « en clair » de 10 000 actions depuis Paris, en avait acheté d'autres de façon détournée depuis la Suisse. Magistrats et enquêteurs pensaient, à juste titre, que nous nous étions trompés sur le montant exact des achats suisses ainsi que sur leur mécanisme, mais que nous avions indiqué la bonne piste en dévoilant les anciens liens d'affaires entre le riche industriel et Experta Treuhand. A tel point que nos deux articles, des 27 janvier et 24 février 1989, qui en faisaient état donnaient lieu à des commissions rogatoires de M<sup>me</sup> Boizette (1).

Confiée à demi-mots par les uns et les autres, cette conviction se heurtait cependant au démenti catégorique de Roger-Patrice Pelat, un mois avant sa mort, survenue le 7 mars 1989, ainsi qu'aux protestations offusquées de responsables gouvernementaux et d'experts, soucieux de protéger le président de la République dont Roger-Patrice Pelat était l'un des plus proches amis.

Restait donc à attendre. Depuis un mois, le suspense est terminé. La justice suisse a confié à M<sup>me</sup> Boizette les conclusions de ses investigations : c'est bien Roger-Patrice Pelat qui ordonna à Experta Treuhand d'acheter 20 000 actions Triangle. Un résultat qui contredit cette protestation de l'industriel, confiée à Paris-Match en février 1989 : « Je nous le dis de la manière la plus formelle : à l'exception des 10 000 actions achetées le 15 novembre 1989 (depuis Paris) au vu et au su de tout le monde, ni moi-même ni mon entourage n'avons passé d'ordres par l'intermédiaire de je ne sais quelle société-écran, au Liechtenstein ou en Suisse. » Avec un total de 30 000 actions, Roger-Patrice Pelat se trouve ainsi presque à égalité avec Max Théret, homme d'affaires lié aux socialistes, acheteur de 32 000 actions depuis la France, également durant la semaine ayant précédé le rachat d'ANC par Pechiney. Or M. Théret, depuis le début de cette affaire, a pratiquement tout pris sur lui, affirmant avoir été l'in-

formateur de Roger-Patrice Pelat tout en niant avoir bénéficié d'une information confidentielle faisant de lui un « initié ».

### Une société-écran panaméenne

Mais, pour les magistrats et les policiers qui ont toujours eu que M. Théret portait « un chapeau trop grand pour lui », les découvertes suisses bousculent quelque peu cette version des faits. D'abord, M. Théret s'est contenté d'achats parisiens et sans intermédiaires - donc imprudents - tandis que Roger-Patrice Pelat a entouré ses achats suisses d'un secret jaloux - à tel point que M. Théret les ignorait. Ensuite, la date des ordres d'achat de Roger-Patrice Pelat auprès d'Experta Treuhand semble en faire un « initié » de la première heure : ils auraient été passés par téléphone le mardi 15 novembre 1988, tôt dans la matinée, ou, plus vraisemblablement, la veille, en fin de journée, soit le jour même des premières démarches de M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, auprès du ministère de l'économie et des finances pour obtenir l'accord des pouvoirs publics sur le rachat d'ANC.

Enfin, et surtout, M<sup>me</sup> Boizette a appris à Zurich que Roger-Patrice Pelat avait pris le soin de faire créer une société panaméenne destinée à abriter le produit de la vente des 20 000 titres Triangle. Les fonds n'y sont cependant jamais parvenus, bloqués entre-temps à la demande de la SEC américaine - l'homologue, autrement puissant, de la Commission des opérations de Bourse française - sur le compte n° 80 333 40 738 de la Banca Svizzera Italiana à Lugano, où ils étaient provisoirement en dépôt.

Cette énigmatique société-écran panaméenne suscite la curiosité des enquêteurs, qui sont actuellement à la recherche de ses statuts. Son existence alimente l'hypothèse, développée dans la presse helvétique, selon laquelle Roger-Patrice Pelat n'aurait pas réalisé ses achats suisses pour son seul profit et que ceux-ci auraient été destinés à être répartis entre d'autres acheteurs pour le compte desquels il aurait agi. Une rumeur que ne confirme cependant pas le dossier d'instruction, en son état actuel : aucun autre nom n'apparaît derrière Roger-Patrice Pelat.

### Trouvailles suisses

Ce détour panaméen, dont la seule utilité est a priori de protéger l'identité des bénéficiaires, surprend d'autant plus que Roger-Patrice Pelat se trouvait à Zurich en pays de connaissance. Emanation d'Experta Treuhand, Artina, une société créée en 1955 à Vaduz, au Liechtenstein, détenait en effet 44 % du capital de Vibrachoc, la société fondée dans les années 50 par l'industriel français et vendue en 1982 au prix fort à Alstom, filiale de la CGE, alors nationalisée et contrainte d'abandonner à la demande de l'Élysée.

Les dirigeants actuels de Vibrachoc ont confié au juge d'instruction que, lors des discussions sur cette acquisition, il ne faisait guère de doute qu'Artina, l'une de ces boîtes aux lettres destinées à faciliter l'évasion des capitaux, était

contrôlée par Roger-Patrice Pelat. De son côté, M. Bertrand Godbillon, gérant de la Banque Hottinguer, où la famille Pelat disposait de portefeuilles d'une valeur globale de 35 millions de francs, a souligné le caractère inhabituel des ordres d'achat de Roger-Patrice Pelat sur le titre Triangle : ce dernier, a-t-il précisé, « connaissait très peu les marchés étrangers, notamment le marché américain, et ses interventions sur le marché de New-York étaient très rares ».

Autant de détails qui expliquent que les récentes trouvailles suisses aient donné un second souffle à l'instruction de M<sup>me</sup> Boizette. Les auditions de témoins déjà entendus par le passé se sont multipliées ces dernières semaines, et le magistrat instructeur compte entendre d'ici la fin du mois les principaux inculpés, notamment M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais installé en France qui fut le conseiller des dirigeants américains de Triangle tout au long de la négociation avec Pechiney. Entre-temps, elle a marqué sa détermination en procédant, jeudi 7 novembre, à sa cinquième inculpation, celle de M. Alain Boublil, l'un des principaux acteurs de cette affaire qu'elle n'avait jusqu'ici entendu que comme témoin alors qu'il fut la première victime de ce scandale, contraint de démissionner de son poste de directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy le 20 janvier 1989, bien avant l'ouverture de l'instruction judiciaire.

### M. Boublil et le « sérail »

Tout comme M. Traboulsi, avec qui il entretenait des relations très amicales, M. Boublil fut au cœur de la négociation entre Triangle et Pechiney, dont il fut même l'initiateur en juillet 1988. Il entretenait également des relations d'affection d'administrateur, selon ses propres termes, avec Roger-Patrice Pelat qu'il avait connu en 1982 à l'Élysée, où il était alors conseiller du président de la République, lors des fréquentes visites de l'industriel à M. François Mitterrand. Une amitié scellée fin 1982 par une semaine de vacances familiales en Tunisie en compagnie également du couple Bérégovoy.

En 1983, alors qu'il est encore à l'Élysée, M. Boublil créa d'ailleurs une petite société de courtage en vins, Interégocoe, avec l'un des deux fils de Roger-Patrice Pelat. S'ils sont l'inévitable décor de cette affaire, ces liens d'amitié ne suffisent évidemment pas à expliquer une inculpation tardive de délit d'initié.

En fait, il semble que de nouvelles auditions de témoins aient conduit M<sup>me</sup> Boizette à réévaluer le rôle de M. Boublil durant la semaine où eurent lieu à la fois les ultimes discussions sur le rachat d'ANC par Pechiney et les achats suspects d'actions d'initié français. Entre le 11 novembre 1988, jour où un accord de principe intervint avec les dirigeants de Triangle, et le 20 novembre, jour où l'accord final est signé à New-York, le PDG de Pechiney, société nationalisée, va se tourner vers ses autorités de tutelle pour obtenir leur feu vert.

Point de passage obligé : M. Boublil qui, avec M. Traboulsi, sera le premier informé de l'issue positive de la négociation. Le 13 novembre, trois des futurs inculpés, MM. Boublil, Traboulsi et Roger-Patrice Pelat, participent à un déjeuner offert par M. Bérégovoy pour fêter l'anniversaire de son mariage. Le 14 novembre, M. Gandois rencontre le ministre de l'économie et des finances. Entre Bercy, Matignon et l'Élysée, les conseillers se mettent alors au travail, rédigeant des notes

naïvement titrées « Opération P ». Le débat est serré car l'acquisition d'ANC entraîne la première entorse à la règle du « ni ni » formulée par M. Mitterrand avant sa réélection, en raison de la création d'une filiale privatisée, Pechiney International.

M. Gandois a, depuis le début de l'affaire, proclamé sa conviction que « la fuite vient de France », ajoutant même qu'il avait « une idée personnelle ». Des déclarations qui semblaient viser M. Boublil, lequel a toujours affirmé qu'il était victime d'une « campagne de rumeurs et d'accusations ». Directeur général adjoint de Framatome depuis juin dernier, l'ancien collaborateur de MM. Mitterrand et Bérégovoy profita de sa disgrâce pour publier en 1990 un livre-plaidoyer, le *Soulèvement du sérail* (Albin Michel), où il écrivait : « J'étais bel et bien l'homme à abattre dans cette partie de chasse. Tout se passa comme si j'avais servi à faire diversion. »

### Un vœu

#### faussement amical

Quelque peu amer à l'égard de ceux des socialistes qui avaient souhaité sa « chute », il s'en prenait notamment à Mme Edith Cresson, sous la forme d'un vœu faussement amical qui ne manque pas d'ironie aujourd'hui que celle-ci découvre l'impopularité au poste de premier ministre : « Je lui souhaite, parce qu'elle a des qualités, qu'il n'y ait pas autant de gens qui disent du mal d'elle que de gens dont elle dit du mal. »

Tout en la qualifiant de « nouvelle épreuve », M. Boublil, beau joueur, a estimé, en sortant jeudi du bureau de M<sup>me</sup> Boizette, que son inculpation lui donne « l'opportunité de [se] défendre en toute connaissance de cause » et lui « permettra d'être rapidement et cette fois définitivement, hors de cause ».

On saura, en suivant les prochains rebondissement de l'instruction, s'il pêche ou non par excès d'optimisme. Soutenue par le parquet, M<sup>me</sup> Boizette engrange aujourd'hui les bénéfices de sa patience, pouvant maintenant mener à son terme l'un des dossiers judiciaires les plus sensibles puisqu'il l'oblige à mettre en cause des proches du président de la République - un ancien collaborateur, un ami disparu. Un dossier symbolique aussi tant il illustre le règne de l'argent, de ses tentations et de ses pièges.

Le fait est là, à tout le moins inédit dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République : entre M. Jean-Charles Naouri, pour l'affaire Société générale, et M. Boublil, pour l'affaire Pechiney, deux directeurs de cabinet successifs du même ministre de l'économie et des finances sont aujourd'hui inculpés dans les deux principaux scandales boursiers de la décennie écoulée.

EDWY PLENEL

(1) Dans un premier temps (Le Monde daté 22-23 janvier 1989), nous avions affirmé que Roger-Patrice Pelat avait acheté 40 000 actions supplémentaires en Suisse, en plus des 10 000 qu'il avait achetées en France, en émettant plusieurs hypothèses sur leur cheminement. Puis dans nos éditions du 27 janvier 1989, nous nous en étions tenus aux 20 000 actions achetées par Experta Treuhand à Zurich.

### A Dijon

## Le négociant en céréales Albert Bach et cinq de ses salariés sont inculpés

DIJON


de notre correspondante

M. Albert Bach, PDG de la S. A. Bach, société de négoce en céréales à Mirebeau-sur-Bèze (Côte-d'Or), employant environ cent salariés, a été inculpé et écroué mercredi 6 novembre dans le cadre de l'enquête sur le redressement judiciaire de sa société prononcé le 16 juillet dernier. M. Robert Bartoletti, juge d'instruction, a procédé à cinq autres inculpations pour complicité : l'épouse d'Albert Bach, laissée en liberté, son fils Philippe, directeur général de la société, M. Michel Nadon, directeur financier, ainsi que deux salariés dont les noms n'ont pas été révélés.

M. Bach, inculpé de présentation de faux bilans, abus de biens sociaux, faux et usage de faux, exercice illégal de la profession de banquier et détournement de gages, avait tenté de mettre fin à ses jours le 7 juillet dernier. Le passif de sa société se situe aux alentours de 300 millions de francs sur un chiffre d'affaires de l'ordre de 450 millions. Le juge d'instruction a confirmé que d'autres inculpations auront lieu dans les prochains jours.

C. M.

# JEAN-LOUIS PÉTRIAT



En cette époque exceptionnelle de création de l'Europe et de recomposition des rapports de force économiques mondiaux, qui génère des restructurations importantes, parfois difficiles, mais aussi des grandes manœuvres financières qui tournent trop souvent aux jeux de massacre orchestrés par des cerveaux musclés que l'on appelle "grands banquiers", "grands patrons", "super managers", mais jamais "flibustiers" ou "joueurs de quilles", ce livre, écrit avec les mots du cœur, se veut, dans le genre "roman d'entreprise", une belle histoire d'amour de notre temps.

J.-L. P.

## FAYARD

de 1954 à après-demain

360 p. 120 F

### Devant la cour d'assises de la Loire

## Huit ans de réclusion criminelle pour le meurtrier d'un jeune beur

M. Yves Butaud a été condamné à huit ans de réclusion criminelle pour avoir volontairement porté des coups avec une arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Des circonstances atténuantes ont été retenues par le jury de la cour d'assises de la Loire à celui qui avait égaré à Roanne, en mars 1990, Majid Labdaoui, un jeune Français d'origine maghrébine.

L'avocat général Xavier Rousin avait requis une peine minimale de dix ans de réclusion. Par ailleurs, les constitutions de partie civile du MRAP, de SOS-Racisme et de deux associations locales antiracistes ont été acceptées. - (Corresp.)

### J'AI 50 ANS. IL EST TEMPS DE NOUS CONNAÎTRE.

Qui eût cru, en ce mois de novembre 1941, que cette feuille clandestine que le père Chaillet venait de fonder sur Lyon, « Témoignage Chrétien », fêterait un jour son cinquantième anniversaire ? Durant un demi-siècle, « TC » est resté fidèle à sa devise : « Vérité, justice, quoi qu'il en coûte ». Aujourd'hui, avec une maquette renouvelée et une volonté d'être toujours plus un journal de débats, « TC » publie un numéro « spécial Cinquantième ». Découvrez.

### TEMOIGNAGE CHRETIEN

Chez les marchands de journaux ou à T.C., 49, rue Poissonnière, 75009 Paris. Tél. 42-46-37-50. Prix : 17 F.

مكتبة ابن خلدون

## Ça vient de sortir

### Succès, bien sûr !

La dernière ligne de montres de Christian Dior a vraiment un nom prédestiné, *Succès* ! Des montres jaunes qui se portent avec des bracelets de couleurs vives ou classiques, les boîtiers sont plaqués or 10 microns, les chiffres romains assortis au bracelet et, surtout, le cadran est en nacre véritable avec ses reflets fascinants. Vraiment irrésistibles, quoi !

### Faites vos jeux !

Isabel Canovas, cette grande dame de l'accessoire se prête aux jeux pour sa nouvelle collection, des chapeaux feutre en forme de cœur, des gants et des sacs rebrodés d'une courbe, l'un de cœur, délicatement glissée à l'intérieur ! Les bijoux aussi se sont piqués au jeu, bracelets avec jeux de cartes ou représentant un ancien jeu de cartes chinois, boucles d'oreilles en cœur d'émail, broches assorties aux bracelets etc. 16, av. Montaigne, à Paris.

### « Happy Christmas » à l'anglaise.

Pourquoi ne pas fêter Noël ou le Nouvel An à l'anglaise et à Londres ? C'est ce que propose le groupe Savoy avec, par exemple, le sublime hôtel The Berkeley en plein dans le quartier shopping et qui offre, dans le hall et pour les fêtes, du vin chaud et des tourtes anglaises, à partir du 16 décembre ! Voici des forfaits pour Noël ou la Saint-Sylvestre, une nuit en chambre double, déjeuner ou dîner de fête avec champagne, petit déjeuner continental et un cadeau signé Tiffany, s'il vous plaît ! 3 500 F pour deux personnes ! Pour réserver, demandez Miss Tanya Rose au Berkeley. Tél. : (71) 235-60-00.

### Tricolore !

Le maroquinier Pourchet propose toute une collection de tricolores - rouge, marine et vert mousse - c'est amusant et jolii à la fois, le sac en cachette à 990 F, la portefeuille très « carte de crédit » à 286 F, la trousse manucure à 638 F ! Il existe également d'autres sacs tricolores et même quadricolores différents et dans un rapport qualité/prix toujours excellent. 27, rue Marbeuf à Paris et chez plus de 800 maroquiniers en France.

### Un robot américain.

Voilà enfin les robots Kitch-Aid américains qui arrivent en France. Ce sont des robots haute cuisine, à savoir multifonctions, ils savent tout faire ou presque. Et puis, ils sont tellement beaux avec leurs design rétro et rondouillard, si typique du style streamline américain des années 30. De plus, ils sont costauds et pèsent plus de 10 kilos, émaillés à chaud, existent en blanc et rouge, 3 200 F dans les grands magasins et dans certains magasins spécialisés. Numéro vert : 05-41-32-62.

### L'homme de Versace !

Versus, cela veut dire le refus des codes établis, des idées reçues et de l'establishment en général. C'est aussi le nom de la nouvelle eau de toilette de Gianni Versace. Elle s'adresse donc, à vous tous, aimant le non-conformisme ! C'est un parfum réunissant deux mondes olfactifs, d'abord masculin avec du bois et du tabac et marié à la garrigue sous le soleil brillant. Le flacon, simple, mais tendu dans son design, avec un grand V qui vient se creuser en son milieu !

### Du green à la pluie !

Le golf se met à la pluie ! En effet, le temple de la petite balle qu'est Le Comptoir du Golf propose, pour la première fois, une collection de vêtements de pluie confortables et agréables à porter et, bien sûr, très efficaces ! Ce même comptoir propose également, en exclusivité, une gamme de chaussures pour hommes et femmes destinée à ce sport et signée d'un grand nom de la chaussure, Balby. 22, av. de la Grande-Armée, à Paris, et, depuis peu, aux Galeries Lafayette.

### Une fragrance de fête.

Quand les fêtes approchent, les parfums se mettent dans de beaux « habits » séduisants comme, par exemple, le délicieux Fidji de Guy Laroche. Ce grand parfum, un gigantesque bouquet fleuri, vous est proposé dans un flacon vaporisateur de 7,5 ml pour la poche, et rechargeable, au prix de 398 F. Si vous aimez les « Colons » de Benetton, Madame, sachez qu'on vous offrira pour 350 F d'achat un sac en nylon noir garni de couleur, et, pour Monsieur, une trousse de toilette sera offerte pour l'achat de 320 F de produits.

La nouvelle eau de toilette Lacoste « Land », qui vous est destinée Monsieur s'offre dans un coffret de fête avec un flacon tout particulier et unique. Une édition de luxe, métallique et numérotée, cette « flasque » est accompagnée d'un rechargeur qui vous aidera à garder cet objet plus longtemps puisqu'il suffit de le remplir quand il est vide ! 390 F.

Annick Goutel a eu une idée absolument charmante pour les fêtes, et c'est en même temps une invitation à pénétrer dans son univers parfumé. Elle propose une cassette, tressée et dorée, dans laquelle on découvrirait, nichée dans la paille elle aussi dorée, cinq petites boules d'œuf de toilette de 10 ml avec leurs bouchons papillon, toujours dorés. Passion, Heure Equise, Gardénia Passion, l'Eau de Charlotte et l'Eau d'Hadrien sont les fragrances dans ce nid ravissant à 550 F.

Et, enfin, Pierre Cardin propose son dernier parfum « Rose Cardin » dans une boîte contenant ce fameux flacon tellement réussi et si bien dans l'esprit de ce grand créateur. Le vaporisateur Spray de 100 ml accompagné d'un savon parfumé, 345 F.

### La grande Jeanne.

C'est dans les jardins du Palais-Royal que la grande dame de la décoration Jeanne Gambert de Loche a décidé d'installer son nouvel espace-galerie ! Vous y trouverez pêle-mêle, des objets raffinés venus d'horizons différents et que l'œil sûr et aiguisé de Jeanne a tout de suite remarqués pour leurs beautés rares et précieuses. Le talent qui ! 147, galerie de Valois à Paris.

### De toute beauté !

Time Zone Eyes, la dernière crème de beauté d'Estée Lauder. Elle fait furie chez les dames et voici maintenant le prolongement de cette formule destinée au contour des yeux. Le Time Zone Eyes, un complexe ultra-hydratant qui vous permettra de rire et de pleurer mais toujours avec une fraîcheur pétillante de jeunesse dans le regard, 230 F !

Préservez votre jeunesse dès vingt-cinq ans, c'est ce que propose Diadermine avec un nouveau et formidable soin de jour au SPF, formulé à partir d'une biomolécule issue d'une algue qui pousse à 20 mètres de profondeur au large des côtes bretonnes et qui a le pouvoir de désactiver les radicaux libres très néfastes, puisqu'ils vieillissent la peau prématurément ! D'ores et déjà vous pouvez les attaquer tout de suite et garder l'éclat de votre jeunesse insolente, 45 F le flacon de 40 ml.

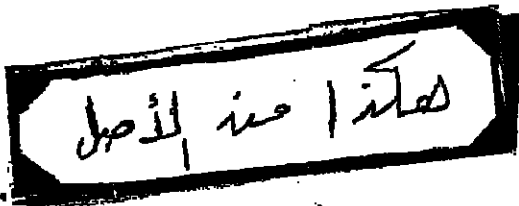
### Viva Mexico !

Palenque, c'est le nom d'une nouvelle boutique qui vient d'ouvrir tout près de la place Vendôme, il est donc tout naturel qu'on y trouve des bijoux. Mais vous y trouverez bien d'autres choses encore ! Il s'agit, en effet, d'une boutique qui se consacre à l'artisanat mexicain, pas à celui que vous trouvez en vacances, non, un beau, très sélectionné et directement lié à l'art de vivre de pays au passé si riche. 26, rue Danielle-Casanova à Paris.

### Tea-Time.

C'est fou ce que l'on peut faire avec du thé ! C'est ce que nous démontrons « Le Livre du thé », un ouvrage collectif paru chez Flammarion sous forme d'un beau livre dont les photos superbes et les textes intelligents racontent cette boisson devenue un véritable art de vivre. C'est vraiment très intéressant à lire et à parcourir, 420 F.

GUNNAR P.



## "BRITISH"

Le style anglais, le charme anglais, le rose des chapeaux de la reine, le thé qui donne l'heure, les Rolls-Royce qui roulent à gauche, les tweed profonds et les cachemires moelleux, les canapés fleuris, les bow-windows, les « lait ou citron », les films d'Hitchcock, le brouillard, les feuilles mortes dans Hyde Park, les chevaux et leurs cavaliers dans Bond Street, les marmelades d'orange amère, le portier de chez Harrod's, le plaid douillet, le chien qui a tous les droits, le pin blond, le pudding, le consou Good Year, les feux de bois, les 1 suppose, My Fair Lady, Cecil Beaton, la relève de la garde, les néons de Piccadilly, la Tour de Londres, les cuirs Connely, la bière brune, les jardins de rhododendrons, les pubs, le rideau de dentelle qui se soulève, les jeux de fléchettes, les horaires étranges, les maisons serrées et frileuses, les my dear et home sweet home. Voilà, voici, dans ces pages, toutes les nostalgies et tous les rêves de la gentille Albion. N'est-il pas ?

### LE PIED CONFORTABLE !

Dire de « bonnes chaussures anglaises » peut paraître un pléonasme mais, hélas ! aujourd'hui, toutes les chaussures ne répondent pas aux critères de qualité : cousures Good Year, pousseries Box-Calf, entièrement doublées cuir... Chez Ashford, heureusement, on aime encore ces qualités et on propose une collection classique, basique et très belle. Il y a toujours une promotion sympathique en ces lieux. En ce moment, des embaucheurs sont offerts pour tout achat d'une paire de mocassins à pompons (815 F) ou d'une paire de Richelieu à bout fleuri (850 F) ! On vend également par correspondance à l'aide d'un catalogue très astucieux, demandez-le ! Ce n'est pas tout, Ashford a aussi lancé une ligne d'accessoires griffés à son nom et à des prix doux, chaussures, ceintures, cravates et, surtout, de magnifiques chemises en coton, coloris mode, classiques, à rayures, à carreaux Vichy, en velours... un très haut de gamme à partir de 320 F. 4, rue du Général-Lanrezac, 75017 Paris, et 4, rue de Châteaudun, 75011 Paris.

### UN « VRAI » COMPTOIR ANGLAIS !

Un nouvel espace consacré à la décoration british à découvrir d'urgence ! C'est Le Comptoir anglais. La maîtresse des lieux, M<sup>me</sup> Lambert, connaît si bien ce style, à combien ! Pour son « comptoir », elle a trouvé un endroit ravissant, qui donne directement sur un jardin. Là, sur deux niveaux, notre ambassadrice du bon goût propose un choix de très beaux meubles, souvent en pin, anciens ou réédités ! Elle est également consciente des canapés, elle sait particulièrement bien les choisir, en voici de larges et confortables, mais adaptés aux appartements parisiens ! Côté tissus, un choix charmant vous attend. On peut aussi réaliser à la demande tout ce que vous voulez ! Voici encore beaucoup de lampes, superbes, peintes à la main, 990 F, des chaises brodées en étamine de laine, à partir de 1 560 F. Vite, un tour s'impose au 143, rue de Picpus, 75012 Paris. Tél. : 48-06-33-95.

### LA BIBLIOTHÈQUE « SUR MESURE »

Afin de vous offrir la « bibliothèque anglaise » de vos rêves, adressez-vous à Leroy, ce créateur qui a réalisé une série de rayonnages différents qui pourront s'adapter sans problème à votre intérieur et donneront la solution pratique à vos difficultés éventuelles, pour installer la bibliothèque d'une façon astucieuse, la chaîne hi-fi ou, encore, les objets décoratifs, sans oublier les livres.

### LIQUIDATION ANGLAISE

Honest, c'est un nom au top, pour celui qui cherche à s'habiller « sport » en ville, c'est-à-dire en irrésistible gentleman-farmer avec de confortables pulls en cachemire, assortis à des pantalons en velours à larges côtes et à une veste en tweed avec du daim aux coudes. Mieux encore, cette boutique va effectuer un réaménagement pour installer un rayon de vêtements de ville et propose, pour cela, une liquidation de son stock, hiver et été ! Les remises vont de 30 % à 40 %, uniquement sur des marques de qualité, Peter Hardley, New England... Un grand choix de pulls de tous styles et de tous coloris vous attend, ainsi que des chemises en velours à partir de 395 F et d'autres, en coton lavé, et encore des pantalons de velours et aussi de très beaux parkas en peau ! Honest, 37, rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 42-25-87-27.

### UN DUFFLE-COAT EN PÉCARI

La fourrure aussi peut se faire très british ; voici, par exemple, une veste en mouton retourné, garnie de cuir et avec des poches plaquées, 11 990 F. Elle est d'un vert anglais superbe ! Et voici encore un duffle-coat en pécar, marron glacé, aux garnitures de fourrure rasée velours imprimée fauve, signée Jean-Louis Scherrer pour un prix exceptionnel, 3 900 F. Vous trouverez tout cela chez Michel Muller, artisan-fourreur ayant tout appris chez Dior ! Dans sa boutique, vous pouvez choisir entre ses modèles mais aussi ceux griffés Guy Laroche, Scherrer et Christian Dior ! Rappelons qu'il s'agit d'un artisan et qu'il suit volontiers une fourrure toute sa vie, donc un service après-vente de qualité, s'appliquant aux finitions et réalisant toutes les transformations possibles, etc. 160, avenue Daumesnil, 75012 Paris (American Express, CB).

### CHAUD DEDANS !

Princess Mary, c'est le grand nom du sous-vêtement. La réputation de ses articles n'est plus à faire. En effet, dans cette jolie boutique nichée en plein cœur de Paris, vous trouverez des maillots de tricot de très grande qualité comme Sawaco et Hanro. Signés de ce dernier, voici des boléros en laine et soie, 246 F sans manches, 299 F à demi-manches et 410 F à manches longues. Pour les nuits câlines, il vaut mieux préférer les fameux

pyjamas de Calida, en pur jersey de coton, plusieurs modèles au choix, 270 F pour femmes et 297 F pour hommes ! Les amateurs de soie milanaise trouveront des boléros signés Gora à partir de 418 F, dans toutes les versions de manches bien sûr ! Princess Mary, 205, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

### PARTEZ DE BON PIED !

Mais sur quel repose donc le succès formidable des chaussures Bowen ? Sur un homme, passionné par son métier, Marcos Fernandez, constamment à la recherche de la perfection dans la fabrication de ses chaussures. Il s'agit souvent de petits détails mais qui, ensemble, proposent un produit traditionnel de très haute qualité à des prix tout à fait honnêtes. Le succès sans cesse croissant de Bowen en est la meilleure preuve ! Dans la gamme, vous trouverez désormais une superbe nouveauté dans laquelle Marcos Fernandez s'est beaucoup investi. Il s'agit d'un cuir grainé, le Martin Grain, à façonnage typiquement anglais et qui avait la vedette dans les années 40 et 50 outre-Manche. En somme, une chaussure d'un classicisme parfait et très confortable. Cousus Good Year, fabriqués en Angleterre, elles existent en semelle cuir ou, plus sport, montées de l'insaisissable Ridgeway, 1 000 F environ. 30, rue de Mirosmesnil, 75008 Paris. 6, rue des Arts à Toulouse, 3, rue du Temple à Bordeaux.

### ADHÉREZ AU GOLD CLUB !

Voici une nouvelle adresse prestigieuse à retenir pour vous monsieur, celle de Dormeuil. Oui, cette célèbre marque de tissu propose aujourd'hui une collection de prêt-à-porter, le Gold Club, dans laquelle le grand public pourra trouver des vêtements formidables, créés afin d'être dans les plus beaux tissages de la maison : lambswool, Super-100, cachemire... Et, du côté des prix, cette boutique discrète l'est également quand arrive la facture. Voici des vestes en lambswool dans des tons tellement séduisants et si mode tels que vert, jaune ou rouge pour 1 750 F, des blazers en laine et cachemire dans des coloris pastels qui apportent encore plus de douceur à 2 350 F. Les pantalons n'ont qu'un seul prix, 650 F, ils sont en pure laine whipcord ou Super-100. Toujours en laine Super-100, voici des costumes pour, uniquement, 2 850 F ! 19, rue d'Uzès, 75002 Paris.

**Aquascutum**  
DU 9 AU 16 NOVEMBRE  
**SEMAINE DU CACHEMIRE**  
-25% SUR BLAZERS ET MANTEAUX HOMME ET FEMME  
10, RUE DE CASTIGLIONE, PARIS

FABRICATION A L'ANCIENNE AVEC « PLASTRON VOLANT »  
NON THERMOCOLLÉ POUR GARDER LE GALBE MORPHOLOGIQUE  
DES ÉPAULES • DE LA POITRINE • ET LE ROULANT DES REVERS

**UN VRAI COSTUME**  
(ENFIN) A 1 500 F C'EST LE NOUVEAU L'ART DE STEPHANE MEN'S DISCOUNT DE LUXE EN TISSUS CERRUTI - DORMEUIL SUPER 100S ET LE PRÊT-À-PORTER DES GRANDS COUTURIERS T. LAPIDUS - L. FERRAUD - P. BALMAIN A DES PRIX ÉTONNANTS  
Tél. de 12 h à 19 h 30 FONDS DE COUR

3, RUE WASHINGTON  
M. et PARK GEORGE V  
130, BD ST GERMAIN  
M. et PARK ODEON

QUELQUES AUTRES EXEMPLES : VESTES CACHEMIRE 50 % (2 coloris) : 1 000 F et en 100 % cachemire : 2 200 F (30 luxe), IMPERS : 695 F, CHEMISES T. LAPIDUS ET P. BALMAIN : 200 F, LES VRAIS DUFFLE-COATS ANGLAIS « GLOVERALL » : 1 082 F, PANTALONS DE LUXE PURE LAINE : 350 F EN TISSU CERRUTI OU SUPER 100S : 500 F.

**BOWEN**  
Modèle référence 1221353  
STYLE : PUR BRITISH DEPUIS 50 ANS

Point de vente sur demande : tél. (1) 45-62-02-09

**Dormeuil**  
Les douces du Gold Club

Jusqu'à présent, seules les plus belles boutiques allemandes avaient le privilège du Gold Club de Dormeuil. Aujourd'hui les français vont pouvoir le découvrir, rue d'Uzès, dans la boutique exclusive de Dormeuil et connaître, enfin, les douceurs de la vie. Car si le Gold Club est une sélection des plus beaux tissus de la maison, c'est aussi une collection de prêt-à-porter qui fait cet hiver la part belle au lambswool : les vestes sports 100 % lambswool 1750F sont déclinées dans des tons chatoyants de vert, jaune et rouge.

Côté douceur, des blazers en cashmere et laine 2 350F proposés dans des coloris pastels, et pour un confort et une séduction maximums, des pardessus en pur cachemire 3 950F qui ne manqueront pas de vous séduire. Le tout à des prix doux, évidemment, comme le fameux costume en super 100 de Dormeuil 2 850F.

**DORMEUIL**  
19, rue d'Uzès, Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 40 26 52 24





(Publicité)

# SAISON 91-92

## • RIEN QUE DU CACHEMIRE !

C'est en important son cachemire directement d'Écosse que la boutique et la griffe Cashmere First parviennent à vous proposer ce matériau si désiré à des prix formidables. Dans ce magasin, on trouve aussi une nouveauté qui séduira toutes les femmes, à savoir des caleçons longs, en six coloris au choix, 1 895 F. Pour monsieur, voici le pull idéal en cachemire et soie à col chemise, qui se porte très élégamment sous une veste. En gris anthracite ou noir. Bien entendu, vous découvrirez là toutes les écharpes que vous souhaitez, mais aussi des écharpes dans de virils tartans écossais, 9 clans différents au choix, 595 F, et bien entendu, en cachemire ! On aime aussi les pulls chinés en divers coloris à 1 995 F. Voici encore des promotions, par exemple, des pulls en V à 1 275 F, gris, marine, beige ou rouge, 9, rue Richemance, 75008 Paris. Tél. : 42-60-12-78.

## • LA CHALEUR DU PIN

Le Loft, c'est le nom de cet importateur de meubles anciens chez qui, vous pouvez en être sûr, vous trouverez le pin chaleureux dont vous rêvez. Une cheminée par exemple, sculptée et sobre, à partir de 3 900 F, ou encore de superbes vaisseliers, qui sont tellement décoratifs et qui mettent si bien en valeur vos collections de faïences et de porcelaines. Le Loft réédite également des meubles de style anglais comme des chaises en hêtre à pieds et dossier tournés, et qui peuvent être habillées d'une housse. Deux modèles au choix : 650 F. Il y a aussi des pièces plus rares, tel un canapé anglais, toujours en pin, recouvert d'un tissu Kilim, 11 200 F. Vous avez 700 m<sup>2</sup> sur plusieurs niveaux pour chiner et, si vous ne trouvez pas votre bonheur, Le Loft peut parcourir l'Angleterre, pour vous le dénicher ! 17 bis, rue Pavée, 75004 Paris.

## • BEAUTIFUL DAKS

Depuis sa création, la griffe Daks ne cesse de s'affirmer comme une des plus grandes marques de mode britannique en se faisant remarquer par sa mode classique de très grande qualité, avec cette *touch of class* qui le distingue des autres ! Voici, par exemple, des vestes à petits plis, avec une collection très formant des carreaux dans un ton de vert mousse clair à 3 650 F, que vous porterez avec un pull en cachemire jaune pâle, et c'est superbe !

Le couleurs et les tons sont toujours un point fort chez Daks, et madame va adorer, par exemple, la veste pied-de-poule dans une magnifique harmonie de terre de Sienne, de vert et de rouge à 2 950 F. Bien sûr, elle trouvera toujours ces fameux tailleurs, de coupe impeccable, à 3 950 F. Pour faire en beauté, un manteau de cachemire pour monsieur, dans un coloris beige clair tout à fait inédit, 11 450 F. Daks, 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

## • VITE L'HIVER...

Quand on est au Petit Matelot, on sait que la saison actuelle dure toujours ! C'est lui, en effet, le grand spécialiste du vêtement de loisir et de week-end, avec, sans doute, le plus grand choix du duff-coats Gloverall, que l'on puisse rencontrer. Toute la famille, papa, maman et bambins à partir d'un an et demi, trouve son bonheur dans une palette fantastique de vingt-deux coloris au choix ! On y découvre également la fameuse ligne « Barbour », avec ses vestes différentes, en toile, hâtées, existent dans toutes les formes et pour toutes les occasions : chasse, bateau, etc. Le Petit Matelot vous propose encore un grand choix de vestes matelassées pour madame et monsieur, en plusieurs qualités et formes, à duvet, doublées, etc. Et, toujours, les belles chemises « Phénomène » en coton à dessins différents et de belle qualité pour seulement 290 F ! 27, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris. Tél. : 45-00-15-31.

## • LE CHOIX ET LES PRIX !

Si vous demandez aux clients de Mon Imper pourquoi ils sont si fidèles et depuis toujours, ils vous répondront : « Le choix et les prix ! » Oui, Mon Imper est le spécialiste, sur Paris, du vêtement de pluie depuis 1947 ! Sa politique est de toujours proposer un très grand choix et de pratiquer des prix très doux ! Donc, côté imperméables, voici toutes les grandes marques : Jupiter, Blizzand, Burberrys. Par exemple, un modèle chiné signé de ce dernier vous coûtera environ 2 500 F. On trouve aussi les superbes duff-coats Gloverall dans une très belle palette pour 1 390 F. Vous, madame, aussi bien que vous, monsieur, trouverez une collection très complète de parkas, avec, notamment, plusieurs modèles en Gore-Tex mais aussi en coton huilé, « peau de pêche » et autres

microfibres comme le Tactel. Le prêt-à-porter, toujours pour hommes et femmes, est aussi au rendez-vous chez Mon Imper. 63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 48-24-46-98.

## • MAIS QUELLE DOUCEUR !

David Shiff prend vraiment la vie côté douceur : non seulement il propose, dans ses Clubs des Dix, le meilleur des cachemires mais, en plus, les prix aussi sont moelleux ! Voici des pulls avec tout les cols au choix, des cardigans et des gilets dans le cachemire écossais Johnston et dans une douzaine de coloris pour 1 995 F l'un ou 3 500 F les deux ! Vous avez également un choix impressionnant de vestes et de manteaux, dans ce matériau si noble en qualité écossaise ou italienne et signés Loro Piana, Guallo, Dormeuil, Zegna et Johnston. Sans doute le plus vaste choix d'Europe ! Et les prix ! 2 990 F la veste et seulement 4 990 F pour un manteau, tandis que les écharpes coûtent 790 F l'unité ou 1 500 F les deux et en 30 coloris au choix ! Comme toujours, il y a aussi, dans ces « clubs » charmants, des modèles fabuleux en laine Super-100, costumes pour les messieurs et tailleurs pour les dames à 2 500 F environ ! 13, rue Royale (ouvert tous les jours) et 4, rue Marbeuf (fermé dimanche et lundi), 75008 Paris. Tél. : 42-66-43-61.

## • RETOUR A LA QUALITÉ

Chez Stéphane Men's on fait un retour spectaculaire vers les valeurs et les qualités d'antan. Alors voici de vrais costumes réalisés d'une façon traditionnelle dont on avait presque oublié l'existence, c'est-à-dire avec plastron volant et trois toiles, ce qui donne une vraie tenue au vêtement ! Mieux encore, leur prix n'est que de 1 500 F et, pourtant, ils sont réalisés dans de grands tissus comme Cerruti, Dormeuil, Super-100... Pour un deuxième pantalon, 500 F suffisent ! 25 coloris et dessins différents au choix. Si vous aimez les duff-coats, vous trouverez ici les Gloverall au même prix que l'année dernière, 1 082 F et, bien sûr et toujours, des vêtements en discount, costumes Lapidus à 1 850 F, Féraud à 2 400 F, Balmain à partir de 2 850 F, etc. 130, bd Saint-Germain, 75006 Paris et 5, rue Washington, 75008 Paris. Ces magasins se trouvent toujours dans la cour !

## • INTÉPRETÉ ET IRREPROCHABLE

Aquascutum est cette grande griffe anglaise qui garde toujours le meilleur de la mode britannique tout en la réactualisant au goût du jour. Voici une collection pour les gens de goût et madame va sûrement aimer l'ensemble en carreaux Harris tweed, un manteau de voyage court et réversible en gabardine de coton et tweed, pure laine bien entendu ; elle le portera sur une veste de chasse, toujours en tweed, tout comme la jupe droite. C'est vraiment très élégant et cela existe dans des tons verts et marron. Il existe également d'autres modèles à petits carreaux et même des pantalons. Pour monsieur, nous avons tout aussi aussi : les matières sont de si grande qualité ! Alors, comment ne pas craquer pour les costumes trois pièces en pure laine Worsted avec effets de chevrons et rayures fondues, *beautiful, indeed* ! 5 389 F ! Bien sûr, nous n'oublions pas les imperméables, stars de la maison. En voici un, court, raglan, en quatre coloris, 3 215 F ! Aquascutum, 10, rue de Castiglione, 75001 Paris.

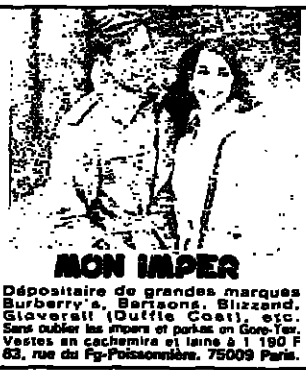
## • GRANDES MARQUES 50% MOINS CHER !

DGM, cela veut dire « Dépôt de Grandes Marques », c'est une adresse absolument incroyable et qu'il faut mériter en montant au troisième étage (ascenseur) d'un immeuble au 15, rue de la Banque, à Paris, dans le deuxième arrondissement. DGM propose aux messieurs tout ce qu'il faut pour s'habiller, dans des collections de saison, griffées Ungaro, Féraud, Fath, Renoma, Cerruti... et cela de 30 à 50% moins cher qu'en boutique ! Alors, voici des vestes en cachemire signées Fath à 2 150 F ou encore de Zegna, sans doute le plus beau cachemire du monde, 3 600 F. Les vestes en cachemire mélangé débutent à 1 050 F seulement. Les cravates en soie sont signées Montana, Valentino, Scherrer... Côté costumes, vous trouverez des Super-100 à partir de 1 850 F en qualité Palazzo et seulement 2 600 F en Loro Piana. Un superbe rayon de cuir vous attend également avec les meilleures marques. Bien sûr, un atelier réalisera toutes les retouches nécessaires et même importantes.

## SPÉCIAL FÊTES

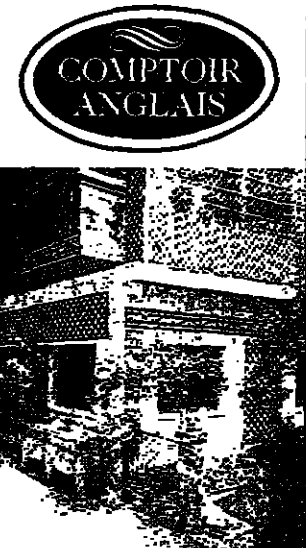
Notre prochain rendez-vous

Parution le 12 daté 13 décembre 1991



MON IMPER

Dépositaire de grandes marques Burberry, Barbour, Blizzand, Gloverall, Duffie Coat, etc. Seul cabinet les import et distribueurs de la région parisienne au cachemire et laine à 180 F 65, rue de la République, 75009 Paris.



COMPTOIR ANGLAIS

ANTIQUITÉS-DECORATION DIFFUSION 700 m<sup>2</sup> 143, rue de Picpus 75012 Paris. Tél. : 43-42-08-74. Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 19 h.



Gloverall

specially for au petit matelot son premier client français à partir 1 420 F le Monty 14 coloris à partir 1 030 F le classique 20 coloris Pour Elle, pour Lui et leurs enfants Depuis 1790

au petit matelot 27, av. de la Grande-Armée - 16<sup>e</sup>

## HONEST LIQUIDATION TOTALE

jusqu'à épuisement du stock de prêt-à-porter pour homme

37, rue Marbeuf 75008 PARIS

## Princess Mary

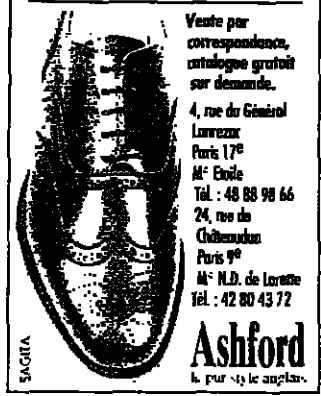
CLASSE ET QUALITÉ DES SOUS-VÊTEMENTS SUISSES HANRO - SAWACO - ZIMMERLI dames - hommes PURE LAINE - PURE SOIE LAINE ET SOIE

205, rue Saint-Honoré, Paris 75001 Métro Tuilleries Tél. : 42.60.70.37

## EMBAUCHOIRS : 180 F GRATUIT

Du 4 au 25 novembre, Ashford vous offre une paire d'embauchoirs pour tout achat d'une paire de MOCCASIN POMPON ou de RICHELIEU BOUT FLEURI.

Chez Ashford, la véritable anglaise, montée main, finie main, cousue "Good Year", dans les peausseries de premier choix, du 38 au 48½, elles valaient 1500 F ailleurs que chez Ashford, qui les propose de 780 F à 950 F prix maximum.



Ashford

Vente par correspondance, catalogue gratuit sur demande. 4, rue de Général Lavigne Paris 17<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Gode Tél. : 48 88 98 66 24, rue de Valenciennes Paris 9<sup>e</sup> M<sup>e</sup> H.D. de Lavette Tél. : 42 80 43 72

la par sa le anglais

BAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS 25 années d'expérience R.-M. Leroy, fabricant - 288, av. de Maine, 75014 Paris. M<sup>e</sup> Alléa - Tél. : 45-40-57-40

Cashmere First comme son nom l'indique JUGEZ LA QUALITÉ COMPAREZ LES PRIX (voir commentaire ci-dessus) 9, rue Richemance 75008 PARIS M<sup>e</sup> Madeleine ou Concorde

Métro St Paul

## le LOFT

IMPORTATEUR D'ANTIQUITÉS ANGLAISES ET SCANDINAVES EN PIN

LE CHOIX LE PLUS GRAND DANS PARIS. 700 m<sup>2</sup>

17 bis rue Pavée, 75004 Paris

ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h tél. 48.87.46.50

Michel MULLER-DAUMESNIL

## FOURRURE - CRÉATION

Diffusion

J.-L. SCHERRER - GUY LAROCHE C. DIOR

Atelier rénovation - transformation

160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

M<sup>e</sup> Daumesnil - Tél. : 43-43-11-98

## CACHEMIRE et SUPER 100 aux prix anti-crise

Veste pur cachemire (vol. 2500F) 3995F

Costume super 100 (vol. 5500F) 2500F

DAVID SHIFF

13 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup> lundi au dimanche de 10h à 18h

4 RUE MARBEUF PARIS 8<sup>e</sup> mardi au samedi de 10h à 18h

60 BIS RUE DE PARIS 75008 SAINT-GERMAIN EN LAYE - 5 RUE DES ARCHERS LYON 2

## MODE MASCULINE

## LE MOIS DU CACHEMIRE

Manteau laine et cachemire	à partir de 1 650 F
Manteau 100 % cachemire	» » de 4 450 F
Veste laine et cachemire	» » de 1 050 F
Veste 100 % cachemire	» » de 2 350 F
Costume super 100	» » de 1 850 F

Les collections 92 au prix du dégriffé

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms).

Atelier de retouches.

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)

M<sup>e</sup> Bourser. Tél. : 42-96-99-04

recommandé par « Gault et Millau » et « Paris pas cher »

## DAKS

269, rue Saint-Honoré - Paris 1<sup>er</sup> - Tél. : 42 60 22 19 - Galerie du Sporting d'Hiver - Monaco - Tél. : 93 50 46 20

ONE LOOK TELLS YOU IT'S THE DAKS ORIGINAL FROM THE 1930'S.

مكتبة من الكتب

هكذا من أجل

## CULTURE

### CINÉMA

La mort de l'actrice américaine

# Gene Tierney, l'aura de Laura

L'actrice américaine Gene Tierney est morte à Huston (Texas) le 7 novembre. Elle était âgée de soixante-dix ans.

« Je n'oublierai jamais le dimanche qui suivit la mort de Laura. » Cette phrase prononcée au début d'un film d'Otto Preminger, destiné à devenir mythique, par Clifton Webb, chroniqueur mondain de New-York, est entrée à jamais dans notre imaginaire. De même que le personnage de Laura Hunt, jeune femme que l'on croit morte défigurée par un coup de fusil jusqu'au moment où elle surgit bien vivante devant Dana Andrews, policier chargé de l'enquête et qui n'a cessé de rêver devant son portrait.

Laura Hunt, c'est-à-dire Gene Tierney, rayonnante de beauté, de mystère. Gene Tierney révélée aux Français d'après-guerre avec le film *Laura* et dont la fascination allait désormais s'exercer de génération en génération, relancée d'ailleurs par la télévision. C'est ce visage superbe, ces pommettes hautes, ces yeux étranges, ce corps parfait et cette légende que nous garderons en mémoire, en dépit des transformations que le temps avait fait subir à cette femme de rêve.

Née à New-York le 23 novembre 1920, dans une riche famille habitant Brooklyn, Gene Eliza Tierney vécut une enfance dorée, fit ses études dans un collège de Lausanne. Sa beauté déjà grande et son intelligence précoce la désignaient selon ses parents à un bel avenir. Ils encouragèrent une vocation théâtrale qui conduisit Gene à Broadway. Les découvreurs de talents d'Hollywood ne tardèrent pas à la remarquer. Elle fut finalement engagée par la 20th

Century Fox et fit ses débuts en 1940 dans *Le Retour de Frank James*, western de Fritz Lang duquel elle rebondit chez John Ford pour *La Route du tabac* (d'après un roman d'Erskine Caldwell) en 1941 dans un rôle étonnant de « pauvre Blanche » du Sud. Cette même année, elle se distingua dans *La Reine des rebelles*, d'Irving Cummings, où elle était une figure séduisante de la légende de l'Ouest. *Criminales* de Henry Hathaway et surtout *Shanghai* de Josef von Sternberg, où elle se perdait dans un univers morbide de corruption et de déchéance.

#### Au rang des ensorceleuses

Et c'est bien ici que la fascination commence. Sternberg ayant saisi en elle une ambiguïté et mythique qui lui rappela sans doute la Marlene Dietrich qu'il avait façonnée dans les années 30. Les studios avaient moins d'imagination. C'est surtout une jolie fille hollywoodienne que l'on vit tourner en 1942 dans *Le Chevalier de la vengeance*, de John Cromwell, *Pilotes de chasse* de William Wellman et *La Pagode en flammes*, d'Henry Hathaway. En 1943, Ernst Lubitsch lui donnait une autre chance avec *Le ciel peut attendre*, brillante et subtile comédie. Mais un seul film en 1944 *Laura*, d'Otto Preminger, allait parachèver ce qu'avait commencé Sternberg.

La merveilleuse photogénie s'ajoutait dans une ambiguïté qui place Gene Tierney au rang des ensorceleuses, ange ou démon, innocente persécutée ou femme fatale, tout entière à sa proie attachée. Elle est terrible dans *Pêché mortel*, de John Stahl (1945), plus



Gene Tierney.

encore que Barbara Stanwyck à la même époque, parce qu'à cette diabolie on donnerait le bon Dieu sans confession. Elle est touchante dans *Le Château du dragon*, de Joseph L. Mankiewicz (1946), surprenante dans *Le Fil du rasoir*

d'Edmund Goulding (1945), et divine dans *L'Aventure de Mr. Muir* (Mankiewicz, 1947), entre rêve et réalité. A cette femme si belle, si fascinante, la poésie, l'ironisme allaient si bien qu'on serait tenté de dire qu'elle

eut là son meilleur rôle avec *Laura*.

Que reste-t-il ensuite ? Deux films avec Otto Preminger, *le Mystérieux Docteur Korvo* (1949) et *Mark Dixon détective* (1950), une apparition dans *les Forbans* de la

nuît, que Jules Dassin a tourné à Londres. Gene Tierney commence à entrer dans une période noire. De son mariage avec le couturier Oleg Cassini (qui l'habillait à l'écran), elle a eu deux filles, dont une handicapée à la suite d'une rubéole contractée pendant sa grossesse. Ce mariage se brise par la suite tandis que la carrière de Gene Tierney périclète dans des films médiocres. Seule 1952 est une bonne année avec *le Gauchon* de Jacques Tourneur, et *Capitaine sans loi*, de Clarence Brown. Mais le temps des rôles fascinants est passé. Gene Tierney tourne moins et son mythe s'est effrité.

Une passion malheureuse pour le prince Ali Khan l'amène au bord du suicide. Elle sombre dans la dépression. Son état mental devient inquiétant. Elle va passer trois années, de 1956 à 1959, dans un hôpital psychiatrique. Elle se réadapte difficilement à la vie normale, travaille comme vendeuse dans une boutique, abandonne un film commencé à la Fox, puis retrouve l'équilibre dans un nouveau mariage en 1960 avec Howard Lee, millionnaire texan. On la reverra changée physiquement mais apaisée dans *Tempête à Washington*, d'Otto Preminger, en 1962. Elle tourne encore deux films sans grand intérêt et se retire en 1965. Elle fera quelques apparitions à la télévision et se consacrera aux œuvres pour enfants attardées.

Gene Tierney fera avec lucidité le bilan de sa vie et de sa carrière cinématographique dans un livre rédigé avec le concours de Mickey Herskowitz, *Self-portrait*, paru à New-York en 1979. L'édition française en fut publiée par Hachette en 1985 sous le titre *Mademoiselle, vous devriez faire du cinéma*.

JACQUES SICLIER

### Passion congelée

Un chorégraphe tente ses premiers pas « purement » cinématographiques

L'AMOUR EN DEUX de Jean-Claude Galotta

Pour son premier film « inédit », de son travail de chorégraphe (après *Rei Dom* qui y faisait explicitement référence), Jean-Claude Galotta s'est entouré de références prestigieuses : Platon, et plus particulièrement le *Banquet*, côté « idées », Jean Renoir, et plus particulièrement *Toni*, côté cinéma. A vrai dire, il est préférable de disposer du dossier de presse pour remarquer la présence de ces augustes ombres sur cette histoire d'amour hystérique dans une station de sport d'hiver déserte.

Constat : donnez la parole à un chorégraphe (celui-ci, du moins), et il devient vite bavard, voire pédant. Les dialogues sont autant de « mots choisis » qui mêlent les bluets sentimentaux aux citations littéraires, et la caméra, adepte des cadrages tordus et des jeux de miroirs, n'est guère plus sobre. Se déclinent ainsi, sans grande surprise, les figures de la folie, paranoïa de Matthias le maître des lieux, schizophrène de Toni le jeune homme venu (sous prétexte de réparer des remontées-péniches) retrouver Josephine enfuie de leur enfance radieuse. Gérontophilie, fétichisme, voyeurisme, sadisme et autres amusettes sont également au menu. Tout cela est comme congelé dans une esthétique encore plus glacée que les pentes neigeuses où la pauvre Laurence Côte (Josephine), se gèle les pieds que Pascal Gravat (Toni), réchauffera longuement, orteil par orteil. Tout cela pose terriblement, et ce n'est qu'au début d'une posture, d'une disposition des corps dans l'espace, que Galotta retrouve son domaine d'origine. L'ennuyeux n'est pas que la danse soit absente du film, mais que le film lui-même ne danse, ne vibre jamais.

JEAN-MICHEL FRODON

### MODE

## L'œil en éventail

Après la présentation des collections printemps-été 92, Jean-Paul Gaultier le meilleur pourfendeur du « bon goût » officiel, refuse le pessimisme ambiant

« Ne jetez pas vos canevases, Jean-Paul Gaultier en fait des vêtements. » L'article, non signé, paraît dans *Couture personnelle* en décembre 1976, deux mois après la première collection Gaultier qui, en 1978, après deux années familiales, signe un contrat avec le japonais Kasabiyama. En 1991, le géant nippon fabrique et distribue les collections dans le monde entier, soit trois cents points de vente. A Paris, le mois dernier, Jean-Paul Gaultier a présenté sa collection printemps-été 92 - clacissisme à l'antiseisme - sous un chapiteau aux Tuileries, devant deux mille personnes. A ceux qui regrettent le « Jean-Paul » de leur jeunesse, il oppose l'enthousiasme, la lucidité d'un couturier qui s'est toujours méfié des bêtes de mode, en même temps qu'il se battait contre les règles du « bon goût » officiel.

Si dans ce domaine, il existe aujourd'hui un art pompier c'est bien le chic « rebelle » (le rap récupéré par la haute couture dans une surenchère d'accessoirs dorés et siglés) ou le style misérabiliste. Aujourd'hui, il est de bon ton de cracher dans la soupe, de dire : « la mode est morte ». Sous prétexte qu'on a adoré, il faut détruire. Bien sûr, prétendre renouveler actuellement la garde-robe deux fois par an, c'est de la pure démenche. Le mieux serait de faire des collections courtes plus souvent. Mais de là à porter le deuil parce que l'époque va mal, non. Je refuse de me donner bonne conscience en habillant les gens en noir. Pendant ce temps, on assiste à un incroyable retour en arrière, à la mode du puritanisme. Les acquis des années 70 semblent menacés. »

Bientôt, la maison Gaultier (trente personnes) emménagera dans un building de cinq étages, du côté de la Bastille. Le sous-sol sera réservé aux archives. Quinze

ans déjà, Anneau d'argent à l'oreille, éternel pull de Popeye, Jean-Paul Gaultier a illustré les chocs des années 80 (robes pour hommes, bustiers à seins en forme de cornet de glace) en privilégiant les mélanges : masculin-féminin, gigolo-androgyne, techno-rétro, parigot-ethnique. Mais il reste d'abord et avant tout un technicien, avec des obsessions qu'il retravaille de saison en saison (la veste masculine, le corset, des tissus fétiches (gabardine, taftetas). Archétype des années 80, il sait leur échapper, ne pas devenir un vieux jeune créateur, malgré cette étiquette d'enfant terrible qui lui colle à la peau.

#### L'excentricité comme moyen d'expression

« En 1985, la robe pour homme c'était pour se défaire du carcan du machisme. Elle parlait des nouvelles envies des femmes. En fait, j'ai beaucoup appris grâce à Londres : l'excentricité y est naturelle et s'affiche comme un moyen d'expression face à l'ordre établi. Mais cette fantaisie n'a rien à voir avec le métier mal fait, des proportions immenses, du décor, des effets. Ma véritable école, c'est la haute couture. J'aime que le vêtement s'efface. C'est paradoxal, puisque les miens sont soi-disant agressifs. Ce qui me rend très heureux, c'est de voir des filles qui font des mélanges très « moi », mais qui leur ressemblent. »

Jean-Paul Gaultier cite spontanément ses deux maîtres : Pierre Cardin, chez lequel il a été engagé sans références en 1970, le jour de ses dix-huit ans ; et puis Yves Saint-Laurent, car « il incarne une façon de créer à son époque, de sentir les envies au bon moment. Yves Saint-Laurent a su flatter l'envie du rétro, habiller la libération sexuelle. Au fond, c'est quoi la mode ? Mastiquer, digérer ». Au romantisme de l'inspiration, Jean-Paul Gaultier oppose le travail, la continuité. Sa mode est soutenue par une intuition du présent, comme du passé, nourrie d'une enfance passée à Arcueil et qui, tel un refrain de Trenet ou une image de Camé, appartient à la mémoire collective. Il campe ses personnages, zozous, Marcel, Adam et Eve rastas, goumousses de cafés-commodités, marchandes de violettes,

et c'est Paris qui défille, avec son cult, ses mélanges cosmopolites, sa gouaille.

Le paradoxe est là : témoin attentif de l'époque, Jean-Paul Gaultier, depuis 1988, se réfère moins aux clips vidéo, à une bande dessinée, qu'au cinéma ou à la peinture. S'il utilise des images de Becker (*Falbalas*, son film-culte), de Richard Lindner ou de Toulouse-Lautrec, c'est pour les interpréter, jouer avec elles, sans fausse nostalgie. Les détourner, selon les règles d'un métier dont les bases restent le corps, le tissu, le porté.

« J'ai des délices. Une ambiance évoque des images, des allures, des couleurs différentes. Il y a des rouges tomate et des rouges Pigalle : des verts bleutés, à la limite du canard, et des jaunes grincants. Quand j'ai des idées de personnages, je m'enfonce dans documents, photos, peintures, pour avoir des impacts visuels. Mais pas question de faire une reconstitution ou des collages. Les références sont des prétextes pour aller plus loin. J'achète beaucoup de tissus aux Pices, qui m'intéressent par leurs couleurs, leurs textures. A partir de ces échantillons, des fabricants réalisent spécialement des essais pour moi. Je leur dis : voilà un ruban, faites-moi la même chose en stretch. Lorsque j'ai commencé, je ne savais pas ce que c'était qu'une gabardine. La connaissance vient peu à peu. Mais je continue à faire des erreurs. Je me fais encore avoir avec le crêpe georgette ; quand il est tendu, le tissu devient plat comme du nylon. Le métier, c'est ça : se demander comment garder le traquant d'un tailleur tout en l'imprimant. »

Christian Dior voulait une ligne par saison - le chic de la nouveauté - alors que Gabrielle Chanel travaillait dans l'intemporel (les bases de la garde-robe contemporaine). Yves Saint-Laurent a réussi la synthèse de ces deux démarches. A trente-neuf ans, Jean-Paul Gaultier évolue dans son sillage. En repensant chaque saison des classiques (le trench, la parka, le blouson Levi's, le tailleur), il interprète plus qu'il n'invente. Il cherche : c'est par le métier qu'il s'impose comme un artiste.

LAURENCE BENAÏM

### PATRIMOINE

## Peggy Guggenheim est-elle trahie ?

Ses héritiers contestent le sort réservé aux collections de son musée vénitien

Les trois petits-fils de Peggy Guggenheim assignent la Fondation Solomon R. Guggenheim devant le tribunal de grande instance de Paris. Ils somment la puissante fondation américaine chargée de la gestion du palais vénitien de leur grand-mère - le palazzo Venier dei Leoni - situé sur le Grand Canal, d'avoir à respecter le testament de la célèbre mécène. En cas de refus, ils demandent la révocation des « libéralités consenties par Peggy Guggenheim » à la fondation. L'affaire fait grand bruit aux Etats-Unis.

Peggy Guggenheim, héritière d'une des grosses fortunes américaines, protégea un certain nombre d'artistes (elle fut l'épouse de Max Ernst) et acquit au cours de sa vie une très importante collection d'œuvres diverses, représentatives des courants artistiques qui se manifestaient dans les années 30 et 40, sur les deux rives de l'Atlantique. Dans sa demeure vénitienne, les œuvres surréalistes (Max Ernst, Tanguy, Magritte, Miro, Dalí) voisinaient avec celles des futuristes italiens (Boccioni, Bala), des abstraits du début du siècle (Kandinsky, Delaunay, Mondrian) ou des expressionnistes américains (Pollock, Rothko, Motherwell) et des cubistes (Picasso, Braque) et aussi avec Calder ou Marino Marini, sans oublier les nombreux « primitifs » africains et océaniques. Une salle, enfin, était réservée aux œuvres de sa fille Peggen, morte avant elle.

Dans son testament, elle fait don de son palais et de son contenu au musée fondé par Solomon R. Guggenheim, à New-York. Mais, précisément dans ses mémoires, « avec mon cousin Harry, président du musée (...) nous parvenons à un accord. Ma collection restera intacte à Venise et à mon nom, mais serait administrée par la Fondation Guggenheim. Rien ne devait être touché ». Les héritiers de Peggy se fendent sur cette volonté manifestée à plusieurs reprises pour reprocher à la fondation d'avoir failli à sa mission. Sur 326 œuvres léguées, entre un tiers et la moitié de la collection est exposée selon les saisons. Les compositions de Peggen ne sont plus accrochées. Les pièces africaines et océaniques sont dans une réserve. Le jardin a été modifié. Une cafétéria doit être ouverte. Les œuvres sont prêtées ou font l'objet d'expositions itinérantes. Des pièces totalement étrangères à la collection sont régulièrement présentées. Bref, le palais de Peggy, reflet de son goût et de celui d'une époque, est devenu la banale et mouvante extension d'un musée américain ; alors ses héritiers y voient une

œuvre en soi, comme la Frick Collection de New-York.

Le tribunal parisien (les trois petits-fils de Peggy Guggenheim sont domiciliés à Paris) aura à trancher.

EMMANUEL DE ROUX

### MUSIQUES DU MONDE



LUNDI 11 NOV. 18H  
**JOYCE**  
Brésl

15 ET 16 NOV. 18H  
**CHOCOLATE ET AGUJETAS DE JEREZ**  
chant Flamenco

LUNDI 18 NOV. 20H30  
**UATKI** Brésl  
ensemble instrumental

LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4

théâtre de la bastille

27 oct et 13 nov 1991 - 20h30 - 21h30

**Léo Katz**  
et ses œuvres

triptique de Louis-Charles Sirjac  
Cécile Bataille  
Doris Kargisch, Maria Martin  
Alfred Noll, et autres figures

17, 20 et 24 novembre 1991, les Gémuscul Secours  
43 57 42 14  
26, rue de la République 75011 PARIS

LE THEATRE DU CAMPAGNOL  
du 5 au 30 novembre 1991  
**LE BOUC** de R.W. FASSBINDER  
mise en scène ANITA PICCHIARINI  
une création du Sirroco Théâtre  
« La Piscine » 254, avenue de la Division Leclerc  
CHATELAIN-MALABRY  
RESERVATION : 46.61.33.33 + FNAC  
R.E.R. ANTONY + navette gratuite



## CULTURE

### PHOTOGRAPHIE

## «La Nuit russe» de Schafer

Le photographe allemand s'interroge sur sa place entre Est et Ouest

La cote de l'Allemand de l'Est Rudolf Schafer était montée très vite, en 1986, avec ses remarquables portraits de la mort réalisés à la morgue de Berlin, portraits doux dans des draps blancs qui questionnaient la réalité.

Cinq ans plus tard, le mur tombé, Rudolf Schafer est simplement allemand et revient avec la Nuit russe, série de portraits et paysages réalisés à Moscou en 1986-1987. La sérénité de la mort laisse la place à l'angoisse et à la désolation d'une vie quotidienne qui n'était pas, là non plus, ce qu'elle aurait dû être : « J'ai été effrayé face à cette réalité, cette menace. » Les visages sont crispés, comme sacrifiés, donnés en pâture. Les statues sont déboulonnées, vestiges d'une idéologie en déconfiture : « Des objets trouvés sans valeur, un peu comme la monnaie

locale. » Les paysages ? « Des lieux du crime », comme cette verte colline qui côtoie une base de fusées intercontinentales.

Les portraits sont des instantanés mais ce n'est pas du reportage, au sens où Schafer donne toute information clairement lisible. Il ne parle pas de la réalité, mais se l'approprie, notamment avec ses tirages virent au rose : « Pas rouges, car le socialisme n'a jamais existé. » Ce n'est pas non plus la mise en cause d'un système. « Comment peut-on dénoncer sa mère ? », affirme le photographe avant de nuancer : « Seul son fils en a le droit. »

Schafer parle donc d'abord de lui. Ses portraits à la morgue ont été réalisés juste après le décès de son père, pour exorciser son rapport avec la mort. « La Nuit russe, c'est ma façon de parler de mon pays à

traverser le grand frère soviétique. Comme beaucoup d'Allemands de l'Est, il faudra bien que je me repositionne entre l'Est et l'Ouest. Ce n'est pas une question de bien ou de mal. C'est autre. »

Moins limpide que la série sur la mort, la Nuit russe permet justement à Schafer d'annoncer ce repositionnement qu'il devrait poursuivre en France où il prépare l'Œil rouge de Paris, une série de portraits, marqués par « une esthétique surréelle », de gens, connus ou pas, qui « font » la ville.

MICHEL GUERRIN

► Rudolf Schafer, la Nuit russe, Galerie Bouqueret et Lebon, 89, rue de Turenne, 75003, Paris. Tél. : 40-27-92-21. Jusqu'au 30 novembre, du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures (1<sup>er</sup> étage).



5 millions d'entrées.  
Comme quoi  
on peut frapper fort  
sans être une brute.

T2

FESTIVAL D'AUTOMNE  
■ A PARIS ■  
**ROYAUME  
DU BHOUTAN**  
MUSIQUE ET DANSES RELIGIEUSES  
■ DU 8 AU 17 NOVEMBRE ■  
THEATRE DES BOUFFES DU NORD  
LOCATION  
46 07 34 50 ■ 42 96 96 94

9 et 10 novembre  
**PARADE  
un jour  
SAUVAGE  
une nuit  
POUR  
à la  
ARTHUR  
grande halle  
RIMBAUD**

Pendant "Parade Sauvage Pour Arthur Rimbaud"

# LEO FERRE

chante RIMBAUD le 9 novembre à 21 h

24 h non stop de Spectacles Vivants, d'Arts Plastiques, de Musiques...

Métro Porte de Pantin

Europe 2  
LEO FERRE

la grande halle  
RIMBAUD

40 03 39 03



### MUSIQUES

## Marisa Monte, le monde à l'envers

La voix noire et l'exceptionnel sens de la scène  
de la nouvelle étoile de la chanson brésilienne

MARISA MONTE  
A la Cigale

Il y a deux ans, le Brésil, étonné, découvrait sa nouvelle star. Jeune, intelligente, assez sûre d'elle pour déborder avec le même appétit et la même voix triomphante le rock brésilien, les sambas des années 30 ou Kurt Weill, Marisa Monte prétendait d'emblée à la succession des grandes interprètes brésiliennes. Maria Bethânia, Elis Regina, ou Gal Costa, libres, audacieuses, créatives et fatales. Un disque plus tard, MM - une signature en forme de griffe - c'est le Festival de Montreux qui l'accueille, puis la Cigale à Paris, en juillet 1990. L'inconnue fait salle comble. Ici, comme à Rio, le bouche à oreille a aiguillé la curiosité.

C'est par la scène que la carrière de Marisa Monte a commencé à Rio, c'est par la scène qu'elle continue : « J'ai tou de suite adoré ça. Les maisons de disques me courraient après, mais je ne voulais pas signer. Je voulais faire un vrai album, avec un concept, acquiescer une sûreté que je n'avais pas encore. Le disque a surgi au fil des concerts, des dizaines, donnés partout. » Etoile filante dans un panorama aujourd'hui dominé, là-bas comme ici, par les produits lyophilisés du show-business, Marisa Monte devient star absolue, sans jamais une seule apparition à la télévision, sans disque ni diffusion radio. C'est le monde à l'envers.

Lorsque MM sort quelques mois plus tard, avec onze titres enregistrés en public, à peine remis en studio, il crée le plafond des ventes au Brésil (400 000 exemplaires vendus). Mais son second album (EMI) connaît le même sort. Enregistré en studio fin 1990 entre Rio et New-York, produit par le musicien américain Arto Lindsay, plus fini, plus lustré, il rend cependant moins compte des talents de la jeune Carioca.

Son succès tient-il à sa voix, intense et noire, à sa prestance - celle d'une prima donna tropicale, blanche, le teint presque pâle, moulée dans une longue robe violette, les cheveux tombant en boucles - à la justesse du choix des chansons empruntées à la première vague rock des années 70, à Carola et Pinguinha, les grands noms de la musique populaire, ou au folklore nordestin ? Marisa Monte donne son explication : « Je fais partie de ces artistes qui sont traversés par les

courants mondiaux tout en restant enracinés dans leur culture, comme Youssou N'Dour, Arto Lindsay, Caetano Veloso ou Ruiça Sakamoto. » Une tribu de sans-frontières avec domicile fixe.

L'an passé à la Cigale, Marisa Monte avait fini son tour de chant par la reprise d'Enfada, une très ancienne chanson populaire où il est question de maître, de sœur et de savon noir. Très « classe », sensuelle mais presque distante, Marisa Monte ne nourrit d'aucune manière le fantasme de la samba permissive. Fille de la bourgeoisie blanche de Rio, métisse affirmée par la voix, elle refuse les emballages, affiche la défense de l'éthique et la volonté de mener une carrière internationale « relative ». « J'ai modifié mon tour de chant pour mes tournées à l'étranger. En Europe, les gens entendent les rythmes, les mélodies. Là-bas, ils ont en plus besoin de paroles fortes. Je sais que je suis importante pour le Brésil. C'est là-bas que je dois travailler. Pour quinze shows à l'étranger, j'en ferai cent cinquante chez moi. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Vendredi 8 et samedi 9 novembre, à 21 heures. Tél. : 42-23-15-15.

## L'Auditorium

### Musique traditionnelle

- 8 novembre **Inde**  
Amjad Ali Khan (sarod)
  - 9 novembre **Burkina-Faso**  
Les Etoiles du Houet (percussions/chant)
  - 15 et 16 novembre **Asie Centrale**  
Tadjiks, Ouzbeks, Ouïgours  
(musiques classiques et populaires)
  - 22 novembre **Inde**  
Parveen Sultana (chant)
  - 23 novembre **Inde du Sud**  
Sruthi Laya (ensemble de percussions)
  - 29 et 30 novembre **Iran**  
Révélation du Festival d'Avignon 1991  
Hadj Ghorban Soleimani (dotâr/chant)  
Maître Shah-Mirza Moradi (zurnâ)
- 19 h L'Auditorium/Châtelet  
Porte Saint-Eustache, Forum des Halles  
Entrée 105, rue Rambuteau  
75001 Paris

FRANCE INTER  
FONDATION  
SACEM

Location 40 28 28 40  
Minitel 3615 Châtelet

MAIRIE DE PARIS

سكوت في الحظ





26. Le premier ministre japonais pour stimuler l'économie  
Les économistes budgétaires du gouvernement suédois

27. La Banque du Canada réduit son taux d'escompte  
Communication

28. Marchés financiers  
29. Bourse de Paris

Après la signature d'un protocole d'accord, malgré le vote hostile des grévistes

## Calice syndical

Dans sa conclusion, comme dans son déroulement, le conflit de Cléon rappelle le climat des luttes sociales qui se produisaient aux alentours de 1968, et encore dans les années suivantes. Même fermé dans le ton, même jusqu'au boutisme dans la forme et mêmes trahissements, à peine dissimulés, entre les « appels » et « la base ».

A lui seul, l'épilogue est un raccourci de cette vieille tradition. Minoritaires dans l'usine, mais majoritaires en assemblée générale, les grévistes avaient démocratiquement choisi, à bulletin secret, de poursuivre leur mouvement. Tout en appelant implicitement à la reprise, la CGT avait d'abord affirmé qu'elle agissait dans le sens du vote, quel qu'il soit. Mais elle a finalement décidé de signer l'accord et signifié la fin des hostilités avec les arguments d'urgence : « 800 personnes ne font pas une majorité », a déclaré le dirigeant cégétiste local, M. Jacky Touzain, qui a ajouté : « Cela ne veut pas dire que nous signons un contrat de paix avec la direction, mais le combat continue sous d'autres formes. » Un discours qui a été accueilli sous les huées et par des accusations de trahison. Il faut dire que les conditions locales expliquent largement ce retour des pratiques anciennes. La section CGT, qui obtient 80 % des voix aux élections professionnelles, a toujours été placée à part dans la galaxie cégétiste. Elle est autonome par rapport à la CGT-Renault et encore plus éloignée de la fédération de la métallurgie. Quant à ses relations avec la confédération, elles sont ambiguës. Un signe ne trompe pas : M. Jean-Louis Fournier, ancien patron de la CGT-Renault, et tout nouveau secrétaire général des métallurgues, n'est venu dans l'usine que le lundi 4 novembre, à la veille de l'intervention des forces de l'ordre. Quant à M. Louis Viannet, futur numéro un de la CGT, il est arrivé avant la proclamation des résultats du vote.

Si l'on ajoute à cela que ce particularisme normand s'étend à la CFDT, on comprend que la gestion du conflit ait à ce point donné l'impression d'être cahoteuse.

Au final, on ne peut que constater un gâchis. Reprise progressivement en main, et ne sachant se départir de son propre piège, la section CGT de Cléon a dû voir dans l'arrivée des CRS un moyen de s'en sortir. Puis elle a dû accepter le protocole d'accord, décider de l'arrêt du mouvement, qu'elle avait chauffée à blanc. Au prochain chapitre, à l'histoire se répète, elle doit le calice jusqu'à la lie. Elle est condamnée à perdre son autorité, et sans doute à être remplacée pour que Cléon revienne dans l'orthodoxie.

ALAIN LEBEAUCHE

## La CGT et la CFDT ont appelé à la reprise du travail à Renault-Cléon

« Traître », « Lâche », « C'était pas la peine de voter »... Vers 19 heures, le 7 novembre, les trois cents derniers fidèles ont manifesté leur rancœur quand M. Jacky Touzain, secrétaire de la section syndicale CGT, a appelé à la reprise du travail les grévistes de Renault-Cléon. Une vingtaine d'élus de la CGT, accablés le soir aux grilles, juchés sur une estrade, ont dû alors expliquer, selon notre correspondant, Etienne Banzet, qu'il n'y avait rien d'autre à faire, en raison du « marchandage honnête » de la direction, qui faisait dépendre la levée des licencements de la fin du conflit.

Un peu plus tard, à 21 heures, le protocole d'accord était discrètement signé par la CGT et la CFDT. Immédiatement, les CRS quittaient les abords de l'usine, conformément aux engagements pris.

Commencée tôt, à 3 h 30, avec la fin des négociations, la journée de jeudi a été d'une forte intensité dramatique et les événements, confus, ont mis à vif les nerfs de tous les acteurs de ce mouvement de grève qui durait depuis le 17

octobre. Mécontents des résultats obtenus au cours des discussions, les responsables syndicaux ne cachaient pas leur amertume. Mais ils savaient aussi qu'ils devaient arrêter le conflit. Déjà, devant l'assemblée générale réunie le matin, M. Touzain avait implicitement appelé à la reprise du travail (le Monde du 8 novembre) en reconnaissant que l'action était « minoritaire ».

A midi, le syndicat CFDT de Cléon, la CFDT-Renault et la fédération de la métallurgie CFDT annonçaient leur décision de parapher le texte proposé, la direction ayant donné jusqu'à 18 heures pour se prononcer. Venu pour un meeting, en début d'après-midi, M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, se retrouvait dans une situation embarrassante. Il appelait les travailleurs « à ne rien abandonner », mais soulignait aussi que la décision appartenait à la majorité.

A 17 h 30, l'impasse était totale. Le vote des 1 324 salariés sur les 5 600 que compte l'usine (soit 27,2 %) donnait une faible majorité à ceux qui étaient opposés à la reprise du travail, 807 voix con-

tre 717. Après une réunion interne, M. Touzain décidait de ne pas tenir compte de ces résultats. « D'accord pour poursuivre l'action mais 800 personnes ne représentent pas la majorité », s'est-il écrit, la voix éteinte.

Officiellement, le conflit de Cléon est donc terminé, dans sa phase active. On apprendra que les journées de production du week-end du 11 novembre seront payées à 200 %. Des négociations se poursuivront. Vendredi, à leur demande, la CFDT, FO et la CGC devaient être reçues par M. Raymond Lévy, PDG du groupe Renault. La CFDT souhaite rencontrer M. Edith Cresson, premier ministre.

Au Mans, où la grève se poursuit, des négociations ont eu lieu dans l'après-midi du 7 novembre, sans succès. Les usines de Douai, Maubeuge et Billancourt sont toujours en chômage technique, faute de moteurs et de boîtes de vitesses en provenance de Cléon. En revanche, les usines de Flins et de Sandouville travaillent à nouveau.

Les restructurations dans la sidérurgie

## Usinor-Sacilor pourrait supprimer 6 700 emplois d'ici à la fin 1994

Usinor-Sacilor envisagerait de supprimer 6 700 emplois - soit 10 % des effectifs français du groupe - au cours des trois prochaines années. Ce chiffre a été révélé, jeudi 7 novembre, par les représentants de la CFTC, à l'issue d'une rencontre avec M. Francis Mer, le président du groupe sidérurgique (nos dernières éditions du 8 novembre). La direction se refuse, pour le moment, à infirmer ou à valider l'information avant la tenue des comités centraux d'entreprise, qui doivent s'enchaîner dès la deuxième semaine de novembre. Le chiffre qui a ainsi filtré ne devrait pas être très éloigné de la réalité.

Les suppressions d'emploi qui seront annoncées filière par filière, site par site, aux représentants du personnel, lors des différents comités d'entreprise du groupe, dont la convocation s'étage entre novembre et début décembre, relèvent de deux causes. D'une part, des objectifs de productivité qui s'est fixés la direction du groupe. L'hypothèse globale qui semble avoir été retenue - et qui est a priori minimaliste - est un gain de 2,5 % par an, ce qui implique, au niveau du groupe, 1 500 suppressions de poste chaque année.

### Les difficultés de la filière fonte

D'autre part, des conséquences de la restructuration industrielle dont le principe a été approuvé, mercredi 30 octobre, lors du conseil d'administration d'Usinor-Sacilor (le Monde du 11 novembre) et qui concerne essentiellement Unimetal, la filiale produisant des produits longs courants.

La direction, qui s'estime incapable de maintenir un niveau satisfaisant de compétitivité en filière fonte, a décidé de les faire basculer progressivement dans la filière électrique. Les sites concernés sont ceux de Caen, avec la Société métallurgique de Normandie - principal producteur de fil machine du groupe, dont la fermeture semble désormais acquise pour 1994 et qui emploie 1 300 salariés, - et de Gandrange-Rombas, en Lorraine.

Les conséquences sociales du passage sur filière électrique de Gandrange-Rombas ne sont pas encore connues, le groupe Usinor-Sacilor n'ayant pas arrêté ses solutions techniques. Toutefois, la fermeture de l'aciérie de Thionville (200 salariés) est à l'étude. La modification du site de Gandrange et l'arrêt partiel du train à billettes pourraient amener la suppression de 500 emplois, 350 suppressions de poste étant envisagées par ricochet à Rombas. Enfin, en juin, Unimetal avait annoncé la suppression de 610 emplois en 1992 après avoir décidé de fermer la mine de fer de Maury et le haut-fourneau d'Uckange.

C. M.

■ Nouvelles suppressions d'emplois aux Houillères de bassin du Centre et du Midi. - Le directeur général des Houillères de bassin du Centre et du Midi (HCMDM), M. Bernard Chatain, a annoncé jeudi 7 novembre à Lyon que plus de 800 des 4 150 emplois de son entreprise seraient supprimés d'ici à la fin de 1992. M. Chatain a indiqué que ces réductions d'emplois étaient dues à la fermeture de trois des neuf centres de cette filiale des Charbonnages de France qui employait encore, en 1983, 11 000 salariés. La diminution des effectifs devrait, a-t-il ajouté, se faire par « départ en retraite, création d'emplois à l'extérieur, mutation ou conversion vers EDF ».

J.-J. L.

## 15 000 personnes dans les rues de Caen

CAEN  
de notre correspondant

Pour protester contre la décision d'Usinor-Sacilor de fermer son usine de Caen, quinze mille personnes ont manifesté jeudi 7 novembre, pour la seconde fois en quinze jours, exprimant leur solidarité avec les 1 300 sidérurgistes d'Unimetal. Les principaux leaders politiques de la région, toutes tendances confondues, à l'exception de M. Louis Mexandeau, secrétaire

d'Etat aux anciens combattants, élu caennais, ont participé au « cortège du désespoir ». Dans l'après-midi, le long défilé s'est terminé par de légers incidents entre les manifestants et les forces de police devant la préfecture de Calvados. Le matin, les sidérurgistes avaient verrouillé tous les accès routiers vers Caen en déposant des tonnes de bobines de fil-machine aux principales entrées de la ville.

J.-J. L.

## Un millier d'assistantes sociales ont bloqué des voies ferrées à Paris

Environ un millier d'assistantes sociales ont défilé à Paris, jeudi 7 novembre, depuis le square Boucicaut (septième arrondissement), qu'elles occupaient depuis un mois, jusqu'à la gare Montparnasse (quinzième), où elles ont bloqué deux voies de TGV à partir de 15 heures. Elles se sont dispersées vers minuit et demi, dans le calme, mais sans avoir obtenu satisfaction, après qu'une délégation ait été reçue à l'hôtel Marignan.

En grève depuis le 16 septembre, ces assistantes sociales, à l'appel de la Coordination nationale des collectifs d'assistants de service social

(CONCASS), demandent l'homologation de leur diplôme au niveau II (licence), dans la mesure où elles font trois ans d'études après le baccalauréat (le Monde du 29-30 septembre). Elles réclament l'accès à la catégorie A de la fonction publique et un salaire minimum de 10 000 francs net par mois, soit presque le double du salaire de base actuel, de 5 600 francs environ.

Pendant que les assistantes sociales scandaient des slogans hostiles au gouvernement et réclamaient l'ouverture de négociations, soutenues par une vingtaine de cheminots de la CGT, une délégation cherchait, en vain, à être reçue par le conseiller social du premier ministre. Celui-ci aurait réclamé, au préalable, l'évacuation des voies ferrées par les manifestantes. Vers

20 h 30, M. Jean Bloquaux, inspecteur général des affaires sociales, chargé d'une mission sur les conditions d'exercice du travail social (le Monde du 19 octobre), est venu à la gare Montparnasse demander la reprise des discussions. Une délégation s'est rendue à Matignon, où elle a été reçue par M. Bloquaux et M. Michel Yahiel, directeur adjoint du ministre M. Jean-Louis Bianco.

Les deux représentants du ministère des affaires sociales leur auraient signifié, toutefois, qu'il était impossible d'ouvrir les négociations tant que les manifestantes occupaient un lieu public. M. Bloquaux aurait demandé à la CONCASS d'attendre la sortie de son rapport intermédiaire, le 15 novembre. Ce document pourrait en effet proposer une révision

de l'homologation du diplôme et une réforme de la formation des assistantes sociales. Et à cette date, M. Jean-Pierre Sœur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, devrait avoir avancé la construction statutaire de la filière sanitaire et sociale, puisqu'il vient d'ouvrir les négociations avec les syndicats.

Les assistantes sociales, qui refusent toute révision de leur formation avant d'avoir obtenu satisfaction sur leur statut, sont sorties « extrêmement déçues » de l'entretien. L'arrêt de l'occupation de la gare a été voté mais le mouvement se poursuivra sous forme d'actions spectaculaires, celles-ci leur ayant permis d'avoir « enfin retenu, de cette façon, l'attention des médias ».

RAFAËLE RIVALS

Le deutschemark au plus haut

## La Banque de France est intervenue pour défendre le franc

Le cours du deutschemark restait proche de ses plus hauts niveaux historiques vis-à-vis du franc, vendredi 8 novembre, au matin, s'échangeant à 3,4180 francs. La veille, la monnaie allemande avait atteint 3,42 francs, déclenchant une intervention de la Banque de France pour soutenir le cours de la monnaie française. Les accords du Système monétaire européen (SME) autorisent des fluctuations entre deux monnaies limitées à 2,25 % de part et d'autre d'un taux pivot, et le cours maximum du mark est fixé à 3,4305 francs depuis 1987.

La monnaie française a été affaiblie par la diminution des taux directeurs de la Banque de France, le 17 octobre, et plus encore par l'affaiblissement du dollar issu de l'assouplissement de la politique monétaire américaine (la Réserve fédérale a abaissé le 6 novembre son taux de l'escompte de 5 % à 4,5 %). Mécaniquement, la baisse du dollar

entraîne une hausse du mark et affaiblit la devise française.

La devise américaine s'échangeait vendredi matin à 5,61 francs, après être tombée la veille jusqu'à 5,56 francs. En fin de semaine dernière, le dollar valait encore 5,72 francs. Deux facteurs supplémentaires contribuent à la poussée du mark contre le franc : l'affaiblissement de la lire au sein du SME, qui pousse la monnaie allemande à la hausse, et les tensions observées sur les taux d'intérêt à Francfort.

Commentant l'intervention de la Banque de France sur le marché des changes, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a déclaré jeudi 7 novembre : « Nous avons sur le marché quelques incertitudes. Il nous faut suivre les indications que nous donne le marché, qui est un peu perturbé depuis quarante-huit heures par le croisement de l'écart entre les taux allemands et les taux américains qui viennent de baisser. »

L'harmonisation des fiscalités européennes

## L'Allemagne pourrait instituer un prélèvement à la source sur les revenus du capital

Deux ans et demi après avoir renoncé à appliquer un prélèvement à la source sur les revenus du capital, l'Allemagne va à nouveau tenter d'introduire un tel impôt. Un projet mis au point par le gouvernement sera soumis la semaine prochaine aux responsables des partis politiques au pouvoir.

Le sujet est tellement explosif que M. Theo Waigel, ministre des finances, doit agir avec la plus extrême prudence. En janvier 1989 avait été créé un prélèvement à la source de 10 % sur les revenus du capital. M. Gerhard Stoltenberg, alors ministre des finances, voulait ainsi compenser les pertes de recettes qu'allait entraîner son vaste plan de réforme fiscale, aboutissant à partir de 1990 à réduire sensiblement les impôts directs de la plupart des contribuables allemands.

M. Stoltenberg répondait aussi aux sollicitations de la Commission de Bruxelles, qui proposait d'harmoniser les fiscalités sur les revenus du capital à l'intérieur de la CEE. C'est ainsi que M. Christiane Scrivener, commissaire européenne, chargée de la fiscalité, avait proposé en février 1989 d'instituer un régime commun sous forme d'un prélèvement à la source de 15 % pour éviter que la libération des mouvements de capitaux ne se traduise à l'intérieur de l'Europe par des fuites massives d'argent des pays où l'épargne est taxée vers les pays où elle l'est moins ou pas du tout.

Entrée en application en janvier 1989, la retenue à la source de 10 % avait été abandonnée quatre mois plus tard à cause d'un exode massif de capitaux qu'on avait estimé à l'époque à 100 milliards de deutschemarks.

Que s'est-il donc passé pour que le gouvernement allemand reprenne un projet qui lui avait si mal réussi et avait démontré les risques

importants qu'il impliquait pour l'épargne nationale ?

Les revenus de l'épargne sont théoriquement taxables en Allemagne. Ils doivent être déclarés par les contribuables au même titre que les revenus du travail et imposés au barème de l'impôt sur le revenu.

L'ennui est que peu de contribuables allemands déclarent leurs revenus du capital, notamment les revenus obligataires. Ces facilités - qu'on peut trouver surprenantes pour un peuple réputé civique - ne font courir aucun risque aux contribuables car les banques ne communiquent pas au fisc les intérêts versés à leurs clients. Aussi quand le gouvernement fut forcé de renoncer, au printemps 1989, au prélèvement à la source, un fonctionnaire du fisc allemand déposa une plainte auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, faisant remarquer que le système était injuste puisqu'il s'appliquait, lui, de ses impôts sur les revenus du capital alors que la plupart de ses concitoyens ne le faisaient pas.

A la fin du mois de juin dernier, la Cour constitutionnelle a donné raison à ce fonctionnaire modeste et mécontent, enjoignant au gouvernement de revoir d'ici 1993 les procédures d'imposition des revenus du capital. Les arrêts de la Cour de Karlsruhe sont accueillis en Allemagne avec le plus grand respect et font la plupart du temps jurisprudence. Voilà pourquoi l'Allemagne va devoir replonger dans une expérience difficile et pleine de périls.

On peut ajouter au respect de la chose jugée le souci du gouvernement allemand de collecter des ressources fiscales supplémentaires pour financer la réunification. Et probablement aussi la nécessité, tôt ou tard, d'harmoniser les différents systèmes nationaux. Ce n'est pas par hasard que M. Scrivener s'est réjouie de la bonne nouvelle et a relancé l'idée d'un prélèvement libératoire à la source de 10 % dans tous les pays de la CEE.

ALAIN VERNHOLES

### EN BREF

■ COCOM : la prudence demeure nécessaire vis-à-vis de l'URSS. - Le contrôle des ventes de technologies sensibles sera assoupli vis-à-vis de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, ainsi, probablement que des États baltes, a annoncé jeudi 7 novembre un responsable américain, M. Douglas Lavin (secrétaire adjoint au commerce) au cours d'un colloque à Paris. Mais la prudence demeure de mise à l'égard de l'Union soviétique, en raison des risques de prolifération vers les pays du Sud de technologies dangereuses, a-t-il précisé. Le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations vers les pays communistes), qui regroupe les pays de l'OTAN ainsi que le Japon et l'Australie, est chargé du contrôle des technologies considérées comme sensibles. - (AFP, Reuters.)

■ La privatisation des entreprises tchécoslovaques est repoussée de deux mois. - Le gouvernement tchèque a décidé, mercredi 6 novembre en conseil des ministres, de retarder d'environ deux mois le début de la privatisation des grandes entreprises du pays, par la méthode des « coupons ». Cette décision a été qualifiée, jeudi 7 novembre, de déloyale par le ministre des finances, M. Václav Klaus, l'inventeur de cette méthode d'actionnariat populaire lancée le 1<sup>er</sup> octobre avec la mise en vente des carnets de coupons. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, les citoyens tchécoslovaques, munis de ces carnets, peuvent utiliser leurs coupons pour prendre des participations, encore théoriques, dans les principales entreprises du pays (le Monde du 5 novembre).

كلنا من الامة





# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Alors que le pays est toujours dans l'attente d'une reprise

### La Banque du Canada réduit son taux d'escompte

La Banque du Canada a réduit, jeudi 7 novembre, son taux d'escompte de plus d'un quart de point pour le ramener à 7,73 % contre 8,04 % la semaine précédente, soit son niveau le plus bas depuis quatre ans et demi et la neuvième baisse hebdomadaire consécutive.

MONTREAL  
correspondance

L'économie canadienne, qui cherche toujours à sortir d'une récession officiellement terminée depuis août, et la diminution des taux d'intérêt aux États-Unis exercent de fortes pressions à la baisse sur les taux d'intérêt au Canada. La Banque centrale espère toujours réduire l'inflation à 2 % d'ici 1995 et une diminution trop marquée des taux d'intérêt pourrait l'éloigner de cet objectif. En outre, l'appréciation par rapport au dollar américain du dollar canadien - qui s'est échangé toute la semaine à plus de 89 cents américains, son plus haut niveau depuis treize ans - demeure une source d'inquiétude. Quatre des principales banques du pays ont

toutefois réduit leur taux préférentiel d'un quart de point, à 8,5 %, consenti à leurs meilleurs clients. Un seul indice depuis treize ans. Plusieurs institutions financières ont par ailleurs annoncé une baisse des taux hypothécaires et des prêts à la consommation. Sun Life et Royal LePage offrent maintenant, pour la première fois en vingt ans, des taux au-dessous de 10 % pour une échéance de cinq ans. Toutefois, l'économie bat de l'aile et, dans le secteur du bâtiment, il faut remonter à sept ans pour retrouver une aussi faible activité.

Quant à la croissance économique, elle sera anémique, ne dépassant pas 2,5 % en 1992, ce qui ne facilitera guère la réduction du chômage, au-dessus des 10 % au Canada. Si l'on doit se fier aux prévisions économiques de la Banque de Montréal, une reprise anesthésiée par des problèmes économiques structurels et l'endettement des consommateurs devrait forcer le gouvernement à assouplir sa politique monétaire en 1992. Selon ces prévisions, « les autorités devront accroître le revenu disponible des consommateurs » si la reprise au Canada doit être significative.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

## COLLECTIVITÉS LOCALES

Les difficultés financières des communes « olympiques »

### Bourg-Saint-Maurice accuse un déficit de 41,8 millions de francs

LYON

de notre bureau régional

Après Brides-les-Bains, Pralognan-la-Vanoise et Les Saisies, la commune de Bourg-Saint-Maurice, elle aussi site d'accueil des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (Savoie), est confrontée à une situation financière délicate. Un déficit de 41,8 millions de francs, sur un budget d'investissement et de fonctionnement respectivement de 140 et 130 millions de francs, est apparu au compte administratif de 1990. Le préfet de la Savoie a saisi la chambre régionale des comptes pour élaborer un plan de redressement.

Elue maire le 14 août, à la suite de la démission de M. Daniel Jugaret, M. Jacques Polati (divers droite), ne met pas ces difficultés sur le compte de l'organisation des Jeux olympiques, pour lesquels sa commune est relativement peu concernée, avec l'épreuve du kilomètre lancé à Arc-2000. Elles proviennent essentiellement du refus, opposé par les banques, et notam-

ment le Crédit local de France, d'accorder un emprunt de 60 millions de francs couvrant les échéances de réalisation d'un funiculaire à la station, dont le coût est passé de 70 à 140 millions de francs, d'une station d'épuration et de traitement des ordures ménagères.

Après une augmentation des impôts locaux de 23,8 % en 1990 et de 15 % en 1991, un certain nombre de mesures ont déjà été adoptées, dont le report de toute une série d'investissements. Toutefois, la commune s'est engagée à réaliser des équipements publics supplémentaires dans la station des Arcs, pour environ 50 millions de francs, depuis la signature d'une nouvelle convention avec la société gestionnaire, filiale du groupe Caisse des dépôts et consignations (CDD) et du Crédit lyonnais. De leur côté, ces deux établissements ont décidé d'injecter 350 millions de francs dans cet ensemble de 23 000 lits, à la fois pour combler son passif et commencer sa rénovation.

MICHEL DELBERGHE

## TRANSPORTS

Après la levée des barrières

### Quinze mesures pour les routiers

M. Paul Quilès, ministre chargé des transports, et son secrétaire d'Etat, M. Georges Sarre, ont annoncé aux représentants des transporteurs routiers une quinzaine de mesures destinées à améliorer la situation des PME du secteur (nos dernières éditions du 8 novembre).

Un protocole est proposé aux organisations professionnelles afin de réduire les délais de paiement à trente jours, notamment de la part des grandes surfaces. Un décret sera pris pour sanctionner les clients qui poussent les routiers à surcharger leurs camions et à ne pas respecter les temps de conduite. Un modèle de contrat de sous-traitance protégera les petits camionneurs contre les défaillances de leurs donneurs d'ordre. Le paiement des charges fiscales et sociales des routiers en difficulté pourra être reporté. Enfin, une table ronde réunira pouvoirs publics, clients et transporteurs afin d'examiner les conditions d'amélioration de l'équilibre du secteur.

## EN BREF

■ Accord IBM et Intel dans les microprocesseurs. - IBM et Intel, respectivement premier fabricant mondial d'ordinateurs et premier fabricant de microprocesseurs, ont annoncé jeudi 7 novembre la signature d'un accord technologique pour la production et la recherche en matière de microprocesseurs, pièces maîtresses des ordinateurs individuels. IBM obtient le droit de construire, à son usage, le plus avancé des microprocesseurs Intel, le « i486 ». Intel conserve le monopole de production et de vente de ce microprocesseur aux autres constructeurs et dans le public.

■ L'Inde va assouplir son contrôle des importations. - L'Inde va prochainement assouplir les sévères restrictions aux importations qui avaient été imposées depuis mars pour protéger les maigres réserves en devises du pays. Le gouvernement indien s'est en outre engagé à se retirer à hauteur de 20 % de certaines sociétés du secteur public, un projet qui sera soumis au Parlement dans les dix jours. Le contrôle des changes pourrait être assoupli par étapes avant décembre. D'ici là, les réserves de change du pays devraient remonter à 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs) contre 2,1 milliards actuellement. Le contrôle imposé en mars interdisait aux banques d'accorder des crédits aux importateurs - y compris les entreprises publiques - et toute demande de devises était soumise à un lourd processus bureaucratique. Il sera relâché pour les demandes de devises destinées à l'importation de biens de consommation et d'équipement. - (AFP)

# COMMUNICATION

Après la mort du magnat britannique de la presse

### L'empire Maxwell face à l'inquiétude des banques

Robert Maxwell, décédé en mer mardi 5 novembre, sera enterré dimanche après-midi à Jérusalem, sur le Mont des Oliviers, dans un lieu qu'il avait lui-même choisi lors d'une récente visite, à annoncer son groupe de presse Mirror Group Newspapers (MGN) désormais dirigé par l'un de ses fils, Ian.

Comme beaucoup d'autres responsables gouvernementaux et de chefs de parti du monde entier, le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, ainsi que le dirigeant travailliste M. Shimon Peres, assisteront aux funérailles du magnat britannique de la presse. Le chef de l'Etat hébreu, M. Haim Herzog, prononcera l'une des oraisons funèbres.

L'enquête sur les circonstances de la mort de Robert Maxwell se poursuit aux îles Canaries mais le juge chargé de l'affaire, M. Luis Gutiérrez San Juan, a indiqué qu'il ne semblait pas y avoir quoi que ce soit de criminel dans sa mort. Cette explication n'a toutefois pas suffi à la famille Maxwell qui a demandé une « enquête de fond » sur le passé des treize membres de l'équipage du *Lady Ghislaine*, le bateau dont le patron de presse était le seul passager.

La reprise en mains des affaires de Robert Maxwell par deux de ses enfants, Kevin et Ian Maxwell, nommés respectivement président de Maxwell Communication Corporation (MCC) et de MGN, dans

la journée de mercredi, s'est concrétisée dès le lendemain. Pour faire face aux dettes du groupe (22 milliards de francs), ils ont décidé de vendre les écoles de langue Berlitz à la société japonaise Fukutake Publishing, pour un prix de 265 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs).

Robert Maxwell avait acquis il y a trois ans lors de son offre publique d'achat (OPA) réussie concernant la maison d'édition américaine MacMillan. Il avait l'intention de développer ce réseau d'enseignement dans les pays de l'Est. Berlitz comprend 300 écoles réparties dans le monde entier, mais publie aussi des guides de langue. A Paris, l'école Berlitz est doublement réputée : d'abord pour son enseignement, mais aussi parce que le Palais Berlitz, qui fabrique dans le deuxième arrondissement de la capitale, a accueilli en juillet 1942 l'exposition de sinistre mémoire sur « les méfaits de la race juive ».

Mais cette cession d'un pan de l'ex-empire de Robert Maxwell ne lève pas toutes les hypothèques. La City de Londres a réservé un accueil glacial aux actions de MCC, la société la plus endettée du groupe, selon M. Kevin Maxwell, qui a indiqué que sa dette avoisinait 14 milliards de francs. Lors de la reprise de cotation, les actions de MCC ont enregistré une baisse

de 36 % à l'ouverture. En revanche, le Mirror Group (*The Daily Mirror*, *People*, etc.), dont les analystes britanniques estiment qu'il a « des potentialités de développement », a vu ses actions remonter de plus de 50 %.

Le sort de l'empire dépend aussi des décisions des banques créancières du groupe Maxwell. La plupart des banques britanniques, dont la célèbre National Westminster Bank (NatWest), qui supporte la plus grande partie des dettes du groupe, a indiqué qu'elle continuerait à l'aider. L'un des dirigeants de NatWest, M. John Melbourne, a même commenté « l'admirable comportement de Kevin et Ian Maxwell dans ces circonstances tragiques ».

Mais une vingtaine d'autres banques, britanniques et américaines, sont aussi créancières du groupe. La semaine dernière, la banque américaine Goldman Sachs avait vendu plus de deux millions d'actions du groupe Maxwell, afin de récupérer une partie de ce qui lui est dû. Dès sa nomination à la tête de MCC, M. Kevin Maxwell s'est d'ailleurs déplacé à New-York pour négocier avec la banque américaine l'arrêt de ces ventes, qui pourraient, selon plusieurs observateurs britanniques, « avoir des conséquences dévastatrices », si d'autres banques suivent cet exemple.

YVES-MARIE LABÉ

Sexe, violence, racisme, fausse information

### Le CSA condamne les « dérives » de la télévision

Sexe, violence, racisme, fausse information : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'en est pris à la télévision et notamment à la « redevance » des programmes de sexe et de violence. Ainsi Antenne 2 a, jeudi 24 octobre, montré avant 22 h 30 une longue scène de viol et de violences dans le film *Un Justicier dans la ville*, N° 2, interprété par Charles Bronson. Un « avertissement solennel » est donc adressé au PDG, M. Hervé Bonnes, avec copie au gouvernement et aux membres du conseil d'administration.

Le CSA s'exprime pas non plus la Cinq. Il a écrit par deux fois à M. Yves Sabouret, PDG de la chaîne, pour épingler l'émission d'André Bercoff, « Ça vous regarde », du 24 septembre à 10 h 30, consacrée au sadomasochisme, ou celle du mercredi 6 novembre qui traitait de la « Prémure de l'homme ». Le CSA cite aussi le film « classe X » *Votre plaisir mesdames*, du mercredi 11 septembre à 22 h 30, ou encore la diffusion dans « Dimanche 19 heures » de Jean-Pierre Elkabbach d'extraits de dessins animés pornographiques japonais. Diffusion suivie à 20 h 30 de celle de *Delirance* de John Boorman, interdit aux moins de douze ans.

Pour le CSA, cette programmation marque un retour vers la formule de l'ancienne Cinq totalement opposée aux engagements pris par Hachette en 1990 : M. Jean-Luc Lagardère avait alors déclaré « de qualité haut de gamme », insistant sur le caractère « familial » de la programmation.

Sur TF1, le CSA s'est ému de sketches à tonalité raciste : dans « Sébastien c'est fou » du 19 octobre, une séquence sur l'éducation sexuelle dans une classe d'une banlieue à forte population d'origine maghrébine, dans le « Club Dorothée » du 25 septembre l'un des personnages s'appelait *Rabbin des Bois*. Sans parler de ce commentateur sportif qui, lors du match Lens-Nantes du 15 septembre, lançait : « 13 joueurs de couleur sur les 26 inscrits, ça fait beaucoup ».

Enfin, le conseil d'urgence de dérapage en matière d'information. Sur Antenne 2, le « Mardi soir » de Daniel Bilelani proposait le 22 octobre, un reportage sur une radio pirate inexistante. Quant à l'émission commune d'Europe 1 et de RTL du 25 octobre, les critiques prononcées contre le CSA sur sa politique d'attribution de fréquences sur la bande FM relevaient de la « désinformation ».

Le projet de loi de finances

### Les députés opposés au renforcement des pouvoirs de contrôle en matière de redevance

Afin d'améliorer le rendement de la redevance télévisive, la loi de finances 1992 prévoyait (article 82) de renforcer les pouvoirs de contrôle des agents chargés du recouvrement de cette redevance. Cette mesure, dont le gain attendu était de 100 millions de francs, devait donner à ces agents le droit de se faire communiquer les pièces comptables des fabricants et importateurs de matériels, mais aussi des vendeurs de services audiovisuels (comme les câblo-distributeurs et Canal Plus). Ces derniers ont protesté contre cette mesure, qui menaçait le secret de leurs fichiers d'abonnés. La commission des finances de l'Assemblée nationale a, sur proposition de M. Gilbert Gantier (UDF), rejeté mercredi 6 novembre cet article, craignant que l'importance de ces pouvoirs ne soit excessive au regard de l'enjeu. M. Raymond Dourère (PS) a suggéré de régler autrement le problème de la fraude, dans le cadre de la déclaration de revenus. Le rapporteur général, M. Alain Richard (PS), approuve une telle solution, qui évite de multiplier les services administratifs investis de pouvoirs de contrôle.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS  
Samedi 9 novembre  
Hôtel George-V, 16 heures : mobilier, objets d'art.  
Dimanche 10 novembre  
Chartres, 11 heures : automobiles, modèles réduits, 15 heures : jouets ; Compiègne, 14 heures : mobilier, tapis, Nogent-le-Rotrou, 14 heures : tapis, Vernon, 14 h 30 : art, tapis.  
Dimanche 10 novembre  
Auxerre, 14 h 30 : mobilier, objets d'art, Chartres, 10 heures et 14 heures : Chemins de fer, La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux modernes, Saint-Germain-Laye, 14 heures : tapis d'orient, Sceaux, 14 h 30 : tapis d'orient, Fontenay, 14 h 30 : arts de la table, Versailles (Cheval-Légers), 14 h 15 : céramique.

PLUS LOIN  
Samedi 9 novembre  
Antibes, 9 heures et 14 heures : mobilier, Bergerac, 14 heures : mobilier, objets d'art, Blangy-sur-Bresle, 14 heures : cartes postales, télécartes, Casse-sur-Loire, 14 h 30 : mobilier, bibelots, Le Havre, 14 heures : bibliophilie, bibliothèque d'Armand Salacrou, Marseille (Prado), 14 h 30 : archéologie, extrême-orient, Metz, 14 heures : télégraphe et TSF, Moulins, 11 heures et 14 heures : vins, alcools, Sumner, 14 h 30 : mobilier, bibelots, Toulouse (rue d'Asorg), 20 h 30 : mobilier, objets

d'art, Toulouse (rue des Trois-Journées), 21 heures : marine, science.  
Dimanche 10 novembre  
Bayeux, 20 h 30 : bijoux, orfèvrerie, Bernay, 14 heures : mobilier, argenterie, Cherbourg, 14 heures : mobilier, objets d'art, Clamecy, 14 heures : argenterie, mobilier, Gien, 14 heures : céramique, objets d'art.

que, Houffez, 14 h 30 : tableaux modernes, Le Touquet, 14 h 30 : tableaux, bronzes, Mayenne, 14 heures : vins, alcools, Montreuil-sur-Mer, 14 h 30 : mobilier, objets d'art, Reims, 14 h 30 : arts d'Asie, Rouen, 14 h 30 : tableaux, Saint-Amand-Montrond, 14 h 30 : mobilier, bibelots, Vire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

## PARIS TOUR EIFFEL

### SALON DES ANTIQUAIRES

7 au 17 NOVEMBRE 1991

11 H. - 20 H.

PRÉSENCE D'UN EXPERT

QUAI BRANLY / ANGLE PONT DIENA

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde PUBLICITE**  
Jacques Lesourne, président  
Francine Hugues-Delville, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Tél. MONDIPUB 634 125 F.  
Tél. : 44-04-94-73 - Société Édition de la SARL Le Monde de Médias et Média Europe SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE ou 35-15 - Tapes LM  
Imprimé au « Monde »  
12, rue M. Gumbel  
94852 IVRY-SEINE CEDEX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هنا هو الجواب

## Un « supplément » de 2,5 milliards de francs pour La Poste

## Echec d'un modèle des années 70

## La lente agonie de la Banque de la société financière européenne

La mort programmée, sinon annoncée, de la BSFE répond à un impératif simple : banque consortiale née en 1967, à l'époque où ce modèle faisait fureur et où les grands établissements

## CEA-Industrie plonge dans le rouge au premier semestre

Processus qui se déroule de façon plutôt chaotique, les actionnaires ayant décidé de laisser « le sale boulot » à la direction de l'établissement. Celle-ci refuse de confirmer aux salariés et à la délégation syndicale CFDT la fermeture de la banque, de répondre aux questions de l'extérieur et a interdit de parole tout son personnel depuis le 5 novembre.

**CLAIRE BLANDIN**

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SOVABAIL**



**GROUPE  
SOVAC**

**NOTRE MÊTRE : VOS FRANÇAIS**

Le conseil d'administration de SOVABAIL, Sicom du groupe SOVAC, s'est réuni le 6 novembre 1991 pour prendre connaissance de l'activité et des résultats de la société au 30 septembre 1991.

L'activité de crédit-bail immobilier a subi, comme celle de toute la profession, les effets du ralentissement de l'investissement des entreprises ; au cours des 9 premiers mois de l'année, 72 MF ont été engagés à ce titre, contre 105 MF au 30 septembre 1990.

Le patrimoine locatif, en valeur d'acquisition, a été porté de 459 MF (engagement fin 1990) à 480 MF, par l'achat récent, après une pause de 2 ans, d'immeubles immédiatement loués.

Le résultat net d'exploitation, qui s'établit à 45,5 MF, contre 48,9 MF au 30 septembre 1990, reste influencé par les nombreuses sorties de contrats de crédit-bail anciens conclus à des conditions de taux et d'indexation supérieures à celles du marché actuel. Toutefois, la disparition des produits de ces contrats devrait être progressivement compensée par la constante amélioration de la contribution au résultat du patrimoine locatif, désormais donné en location dans sa quasi-totalité, à un bon niveau de rentabilité assorti d'une indexation totale des loyers.

SOVABAIL, ayant opté pour le maintien à titre transitoire de son statut de Sicom, la réforme qui est entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier ne produira pas rapidement d'effets sensibles au niveau de ses résultats et de l'obligation de distribution.

Le marché était en fait sur-  
pondu au résultat du placement  
de la troisième et dernière  
tranche de l'opération de refinan-  
cement lancée par le Trésor deso-  
rte de la fin de l'été, avec  
soulagement que les investisseurs  
ont appris que cette fois l'accueil  
réservé aux bons du Trésor 3-6  
mois avait été très bon, et  
qu'au lieu d'être en sur-  
plus, les demandes de ces bons  
ont baissé. Ces bonnes nouvelles  
ont en partie effacé le mauvais  
effet créé par l'annonce d'une  
augmentation des demandes d'au-  
tants de bons du Trésor 3-6  
mois le premier d'octobre, moins  
important, il est vrai, qu'attendu.  
Ajoutons qu'autour de la Bight  
Board, beaucoup continuent de  
croire que les mesures d'assou-  
plissement de la monnaie  
pourront avoir sur l'économie les  
récentes mesures d'assouplisse-  
ment du crédit. L'activité a aug-  
menté et a porté sur l'échange de  
monnaie contre des bons du Trésor  
187,37 millions la veille.

Sur la poutre, quelques rares habituels s'étonnaient de ces raffermissements à la vue d'un long bâtiment, d'un étage au-dessus du général, le facteur monétaire a été primordial. La fermeté du ton du ministre de l'économie, des finances et du budget, pour prouver que la partie du franc avait été gagnée, a été la plus importante. L'attitude monétaire européenne a, semble-t-il, déjà fait bonne impression avec la remontée du dollar, les pressions sur la frange se sont un peu calmées. Les investisseurs se recueillent sous les lampes, des achats boursiers auront été effectués. Les investisseurs ont pu constater à mon tour assez d'aplomb vers les places étrangères. Londres et surtout Francfort ont été les plus intéressés. Les investisseurs ont pu constater qu'il ne fallait pas exagérer l'importance du franc, les affaires sont restées relativement calmes. A la fin de la semaine, les transactions atteignent péniblement 1,4 milliard de francs, ce qui est un record pour la semaine de 3 milliards de francs.

Total a tenu la vallette et à mis-  
sance près de 500 000 litres  
avaient changé de mains. Des  
rumeurs ont circulé selon les-  
quelles le gisement découvert en  
Colombie serait plus important  
que prévu. De gros achats améri-  
cains ont été enregistrés.

Après trois jours de baisse, une légère reprise s'est dessinée vendredi 8 novembre au Kabutocho. Mais le mouvement a éprouvé le plus grand mal à se maintenir. Un instant en progrès de plus de 100 points, l'indice Nikkei ne conservait plus à la clôture qu'une avance de 39,73 points (+ 0,16 %) pour s'inscrire à la cote 24 486,49 points.

Les professionnels qualifiaient le marché du « morose ». De fait, de nombreux résultats de sociétés sont tombés durant la séance et ceux-ci n'étaient pas brillants. D'où les hésitations des opérateurs à prendre des positions, surtout à la veille du week-end. Finalement, ce sont les achats faits sur le marché des « futures », qui ont fait la tendance.

VALEURS	Cours du 7 novembre	Cours du 8 novembre
Akai	1 130	1 080
Bridgestone	1 130	1 150
Canon	1 460	1 430
Fuji Bank	2 770	2 770
Honda Motors	1 510	1 520
Matsushita Electric	1 520	1 530
Mitsubishi Heavy	715	712
Sony Corp.	5 030	5 000
Toyota Motors	1 540	1 570

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Le Crédit local de France (CLF) prend 51 % d'une banque britannique. — Le Crédit local de France, filiale de la Caisse des dépôts, achète à la compagnie d'assurances britannique Municipal Mutual Insurance (MMI) 51 % de sa filiale bancaire, Municipal Mutual Bank (MMB), qui prendra le nom de CLF Municipal Mutual Bank (CLF-MMB) après accord.

des autorités de tutelle françaises et britanniques, MMI, mutuelle d'assurances fondée en 1903 pour répondre aux besoins des collectivités locales, a depuis diversifié sa clientèle. Avec 5 milliards de primes de primes encaissées en 1990 (dont la moitié seulement auprès des collectivités locales) et 12 milliards d'actifs, elle se classe au cinquième rang des assureurs britanniques. Créée pour offrir à la clientèle locale de MMI une gamme de services financiers (C.L.F. MMI commercialise les produits conçus pour le secteur local), elle a pu pour ce développement compter sur le réseau de distribution de collectivités locales à travers le réseau de distribution de MMI (17 bureaux régionaux qui couvrent l'ensemble des 517 collectivités territoriales).

L'Office commercial pharmaceutique (OCP) s'installe en Italie. La société française spécialisée dans la distribution de produits pharmaceutiques, le groupe OCP vient de racheter une participation de 50 % dans le capital de la société italienne Galentitalia, une affaire qui exerce une activité comparable à la sienne dans la péninsule italienne. Galentitalia possède des établissements de distribution dans 15 villes italiennes et réalise un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs. La maison mère de

Sommer-Alibert entre dans le capital de Lignostock. - Sommer-Alibert va entrer dans le capital d'un groupe allemand Lignostock, nouveau de portes pour automobiles en rachetant 50 % de la société Lignostock Espagne et une participation minoritaire dans la maison mère allemande Lignostock GmbH. De ce fait, la firme allemande prendra la direction de la filiale espagnole de Lignostock, qui réalise un chiffre d'affaires estimé à 400 millions de francs à

la fin de 1991. Lignostock GmbH a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 635 millions de francs pour 1991. La réalisation de cette opération permettra à Sommer-Alibor, leader européen de l'habillage automobile, d'acquies une nouvelle technologie et d'atteindre la première place en Europe dans le domaine de la fabrication de pan-

● Reprise d'Executive Life : rejet de l'offre de NOLHGA. — Le commissaire aux assurances de Californie, M. John Garamendi, a annoncé, mercredi 6 novembre, que l'offre de reprise révisée de la compagnie d'assurances en faillite Executive Life, soumise par le consortium américain d'assureurs NOLHGA, ne répondait pas aux conditions exigées par les autorités américaines. Le rejet de NOLHGA requies. Le rejet de NOLHGA (National Organization of Life and Health Guaranty Association), présélectionné le 24 octobre dernier (*le Monde* du 26 octobre) sous certaines conditions pour la reprise d'Executive Life, rouvre la course pour le rachat de la compagnie d'assurances sous le contrôle des

autorités de Californie depuis le mois d'avril dernier. Seuls deux candidats restent en lice, le français Altus finances, une filiale du Crédit lyonnais associée à la compagnie Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) et le groupe d'investisseurs américains conduit par Warren Hellman. Altus finances et le groupe d'investisseurs de San-Francisco, Hellman et Friedman, ont été invités à soumettre de nouveaux offres à M. Garamendi d'ici au 11 novembre.

Le constructeur automobile japonais Mitsubishi Motors, a enregistré une hausse de 21,2 % de son chiffre net semestriel par rapport à la même période de l'année précédente, à 14,1 milliards de yens (650 millions de francs). Le chiffre d'affaires affiché par le géant japonais du secteur, au terme du demi-exercice clos le 30 septembre dernier, est en progression de 14,9 %, à 1 217 milliards de yens (54 milliards de francs). Sur le semestre écoulé, les ventes en volume de Mitsubishi Motors ont augmenté de 6 % 667 022 véhicules.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3622	3835	Internat. Hôtelière	320	818
Amalut Assurances	278 40	286 70	Isomath, Computer	154 80	154 50
B.A.C.	130	119 40	LP.B.M.	62 60	61
Banq Varnas	818	815 00	Local Investm.	258	265
Bolton (Lyt)	320	314	Locomac	71 60	73
Boursin (Lyot)	248 50	249 50	Marec Concess.	88	95 10
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	869	862	Molax	158	158
Calberson	382	394	Phil.Filaptech	371	385 50
Carif	697	694	Rhone	481	410
C.E.C.E.P.	137	138	St. Alb. Alp. Ecu. (Lyt)	318	316
C.F.P.I.	279	286	Subint	172	171
C.N.I.M.	930	930	Select Investm (Lyt)	90	32
Codisour	289 80	291	S.H.M.	400	385 50
Cordiscom	785	789	S.M.T. Group	130	130
Credic	176	171 20	Sopri	130	130
Daphin	378 10	378	TF1	347	346 70
Délines	1249	1248	Thermador H. (Lyt)	310	314
Demotchy Worms Co.	337 80	337	Unilog	212	212 50
Dewarley	900	900	Viel et Cie	86	88
Dovile	261 10	260	Y. St-Laurent Groupe	835	830
Duflon	133 20	133 20			
Editions Belford	246	252			
Europ. Population	294	239			
Finacor	132	132			
Frankoparis	110	110			
GFF (group. fin.)	129 90	126			
Grand Lion	418	410 30			
Groupetec	200	200			
Groupo Oligny	930	930			
Samco	980	980			
L.C.C.	229	231 80			
Idenova	123	123 80			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ  
LE MONDE

**MATIF**

**Notionnel 10 %.** – Cotation en pourcentage du 7 novembre 1991  
**Nombre de contrats : 70 834**

COURS		ÉCHÉANCES		
		Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier _____		106,94	106,96	107,24
Précédent _____		106,90	106,94	107,22
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
107 _____	0,33	0,99	0,39	1,00
CAC 40 A TERME				
(MATF)				
Volume : 4 063				
COURS	Novembre	Décembre	Janvier	
Dernier _____	1 855	1 867	1 880	
Précédent _____	1 851	1 865	1 876	

## CHANGES

**Dollar : 5,6285 F ↑**

Le dollar progressait, vendredi 8 novembre, après avoir fortement baissé la veille. A Paris, le billet vert s'échangeait en hausse à 5,6285 F au fixing contre 5,5950 F à la cotation officielle de jeudi.

<b>FRANCFORT</b>	7 novembre	8 novembre
Dollar (en DM)...	1.6361	1.6583
<b>TOKYO</b>	7 novembre	8 novembre
Dollar (en yens)...	129,93	130,23

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)		
	6 nov.	7 nov.
Valeurs françaises ..	119,40	119,80
Valeurs étrangères ..	113,50	113,50

(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	492,28	492,65
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 836,86	1 838,57

**NEW-YORK** (Indices Dow Jones)  
6 nov. 7 nov.

Industrielles.....	3 038,46	3 054,11
<b>LONDRES (indice « Financial Times »)</b>		
	6 nov.	7 nov.
100 valeurs.....	2 534,20	2 538,00
30 valeurs.....	1 949,60	1 956,70
Mines d'or.....	153,60	150,80
Fonds d'Etat.....	86,74	87 04

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base		rep.	co. disp.	rep.	co. disp.	rep.	co. disp.
E.-U. ....	5.6135	5.6150	+ 204	+ 214	+ 395	+ 415	+ 1185	+ 1245
Can. ....	4.9089	4.9955	+ 50	+ 64	+ 122	+ 146	+ 485	+ 550
(1 000) ..	3.3171	3.3641	+ 104	+ 115	+ 217	+ 234	+ 708	+ 758
.....								
.....	3.4166	3.4636	+ 4	+ 7	- 7	+ 15	- 27	+ 29
.....	3.0310	3.0327	- 1	- 2	- 7	+ 18	- 18	+ 18
.....	16.9830	16.9837	- 4	+ 60	- 20	+ 70	- 120	+ 170
(1 000) ..	11.3643	11.3649	+ 47	+ 59	- 158	+ 96	+ 335	+ 287
(1 000) ..	4.5444	4.5445	- 95	- 67	- 178	+ 131	- 275	+ 238
.....	9.9252	9.9307	- 95	- 67	- 178	+ 131	- 275	+ 238

## TAUX DES EUROMONNAIES

[illegible]

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Le Monde - RTL**  
**ENTREPRISES**  
à 22h15 sur RTL

**Vendredi 8 novembre :**  
Claude Hossard  
directeur général  
du Port autonome de Paris

**Lundi 11 novembre :**  
Pas d'émission en raison de la  
fête de l'armistice de 1918.









# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 9 novembre

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Au pays enchanté des imaginiers

**D**ROLE de nom pour un drôle de métier : imaginier. Les imaginiers, ingénieurs en imaginaires, ont pris la Brie pour en faire la Floride. C'est dire si leur imagination frise les hauts rendements, sur cette terre à blé que vantaient les husards de la République. Disney arrive, Disney est là, en son royaume européen de Mickey en Brie (Seine-et-Marne). Et « Envoyé spécial » a eu l'excellente idée de dépêcher une équipe au pays des contes de fées économiques.

Once upon a time, il était une fois, un chantier gigantesque, et des appétits féroces, à sept lieues de Paris. Une énorme plaine devenue par la grâce des imaginiers et de huit mille ouvriers, l'empire du béton pâte, le monde merveilleux du faux-vrai, fausses rivières, faux châteaux et vrais blasons de Normandie.

Quand Walt Disney, la multinationale qui a survécu à l'homme, rêve ou fabrique du rêve, elle ne rêve point menu. EuroDisneyland, copie lointaine car à 7 000 kilomètres de la maison-mère Disneyworld, sera gigantesque. Ou ne sera pas. Et elle sera puisque la date d'ouverture aux « invités » — dans l'esprit Disney un client reste d'abord un invité — est connue : ce sera le 12 avril 1992 à 9 heures précises.

Et d'où il s'agit de former le personnel. Il s'agit de l'im-

prégner largement de cet esprit maison qui veut que tout salarié, ils seront 10 000, soit d'abord un « cast member », un membre de la distribution du spectacle. En un mot, il s'agit de disneyfiser. Avec, pour les cadres futurs, formation en Floride, à l'Université Walt Disney, le Vatican pour les anciens.

Les caméras sont allées faire un tour à l'embauche. Ces images de centaines de gens sollicitant à rêver l'accomplissement du rêve premier, un emploi, étaient plus éloquentes que bien des reportages sur une ANPE. Surtout ces entrées d'embauche et cette escouade de sergents recruteurs, grands vérificateurs devant Walt Disney des saines motivations.

A Oser, on dirait que c'est leur entrée dans la secte du sourire que jouent les candidats. Il n'y manque rien, pas même le film vidéo sur le règlement intérieur : pour les femmes, pas de cheveux décolorés, pas de boucles d'oreilles de plus de deux centimètres de diamètre, une seule bague par main, pas de parfum, pas de maquillage autres que ceux tolérés par la souris chef du personnel. Pour les hommes, pas de cheveux longs, pas de barbe ni moustaches. Et pas de tatouages visibles. Même un petit Mickey, mon adjoint ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; < Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 8 novembre

**TF 1**  
20.45 Variétés : « Tous à la Une ».  
22.45 Sport : Boxe.

**COUNTRY BOX**  
Sur le câble  
Catégorie super-moyens : Christophe Tizoo (France), Kenny Schaefer (Euros-Unité), en direct du stade Pierre-de-Coubertin.

23.50 Sport : Cyclisme. Open de Bercy.  
1.00 Journal, Météo et Bourse.

**A 2**  
20.45 Jeu : Fort Boyard.  
22.05 La 25<sup>e</sup> Heure.  
▶ Allemagne année 90 neuf télé.  
23.10 1. 2. 3. Théâtre.  
23.25 Cinéma : Les Nuits de la pleine lune. ■■■ Film français d'Eric Rohmer (1984). Avec Pascale Ogier, Tcheky Karyo, Fabrice Luchini.

1.05 Journal et Météo.

**FR 3**  
20.45 Magazine : Thalassa. Parler de crabes.  
Dans le nord du Finistère, une pêche qui déclenche les polémiques.  
21.40 Magazine : Caractères. Paroles d'engagés. Invités : Bernard Kouchner (le Mémorial des victimes), Pierre Vidal-Naquet (les Juifs, la Méditerranée et le Présent, tome 2), André Glucksmann (le X<sup>e</sup> Commandement).

22.45 Journal et Météo.  
23.05 Magazine : Musicales. Stravinsky, vingt ans après. Le Sacre du printemps, par l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, dir. Alain Lombard. Divertissement, par Victoria Mullova, violon, et Bruno Canino, piano.

**CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : Noir, Impair et passe.  
Enquête sur un sadique...  
22.05 Documentaire : Le Baiser du serpent.  
22.45 Flash d'informations.  
22.58 Le Journal du cinéma.  
23.00 Cinéma : L'Anne fatale 2. ■ Film américain de Richard Donner (1988). Avec Mel Gibson, Danny Glover, Joe Pesci.

0.50 Cinéma : Le Mari de la coiffeuse. ■■

Film français de Patricia Leconte (1990). Avec Jean Rochefort, Anna Galiena, Roland Blutin.

**LA 5**  
20.50 Série : Commissaire Schimanski. L'Arbre au pendu. Drôle de lendemain de mariage villageois.  
22.25 Magazine : Urgences. Dons d'organes : Incendie d'un entrepôt ; Périphérie de Paris : SOS mains ; Thalanda.  
23.30 Sport : Beach Volley. A Daytona, en Floride.  
0.30 Journal de la nuit.

**M 6**  
20.40 Téléfilm : Morrelle Rencontre. Un homme vicieux d'une femme malade mentalement jalouse.  
22.20 Série : Equalizer. Tranche de vie : Les Impertinences de Lili. Fricoline : France et Lili : Vidéo folles.  
23.45 Magazine : Culture rock.  
0.15 Capital.  
0.25 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**  
20.40 Court métrage : Hôtel des Invalides.  
21.05 Téléfilm : Bonne chance, Françoise (dernière partie).  
22.45 Série : Photo Romans.  
23.00 Téléfilm : La Rue.  
0.05 Court métrage : La Femme qui épousa Clark Gable.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Radio-archives. Rimbaud à tort et à travers.  
21.30 Musique : Black and Blue. Masters of jazz.  
22.40 Les Nuits magnétiques. Du prince de loin (2), par Robert Kramer.  
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Michel Comot.  
0.50 Musique : Coda. Le jazz de Cortazar, 10 et fin jazz du soir et rythmes de nuit, Kenny Dorian.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.05 Concert (en direct de Francfort, concert des lauréats du concours des radios allemandes et du Prix Toscanini) : Œuvres de Mozart, Xenaïs, Verdi, Puccini. Scénario par l'Orchestre radio symphonique de Francfort, dir. Dimitri Kwaïenko.  
23.07 Poussières d'étoiles. Fin-UP : Poissons d'or : pastiches et mélanges ; Scènes d'accompagnement de films muets.

**TF 1**  
13.15 Magazine : Reportages.  
13.50 Jeu : Millionnaire.  
14.10 La Une est à vous.  
17.20 Divertissement : Mondo Dingo.  
17.50 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.20 Jeu : Une famille en or.  
18.45 Série : Marc et Sophie.  
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.  
19.45 Divertissement : La Grande Show (et à 0.30).  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.35).  
20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert et Météo.  
20.45 Variétés : Surprise sur prise. Spécial gags.  
22.25 Magazine : Ushualia. Rêve de glace : Re-play : Espace surf : Seuls les anges ont des ailes : Les nageurs des glaciers.  
23.25 Magazine : Formule sport. Football : Footage artistique : Cyclisme.  
0.45 Journal et Météo.

**A 2**  
13.40 Magazine : Objectif économie.  
14.10 Magazine : Animalia.  
15.00 Magazine : Sports passion.  
17.00 Série : Les Cinq Dernières Minutes.  
18.30 INC.  
18.35 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.  
19.50 Trois minutes pour faire lire. Un homme dans la foule, de Budd Schulberg.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Magazine : La Nuit des héros. Perte de l'émulsion : Thierry Lhermitte pour l'association Enfants soleil.

**TF 1**  
13.20 Série : Hooker.  
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.10 Série : Columbo.  
16.50 Disney parade.  
18.20 Magazine : Téléfoot. A 19.00, Loto sportif.  
19.05 Magazine : 7 sur 7.  
20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.  
20.50 Cinéma : Les Canons de Navarone. ■■ Film franco-américain de Jack Lee Thompson (1981).  
23.25 Magazine : Ciné dimanche.  
23.30 Cinéma : Le Tigre se parfume à la dynamite. ■■ Film français de Claude Chabrol (1986).  
1.00 Journal et Météo.

**A 2**  
13.20 Dimanche Martin.  
14.55 Série : Mac Giver.  
17.40 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde.  
18.30 1. 2. 3. Théâtre.  
18.35 Magazine : Stade 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Vidéo meurtre.  
22.20 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Valérie Lamerrier, Jean-Louis Poirat.  
23.40 Documentaire : Les Moissons de fer. 1. Vert-de-gris.  
0.35 Court métrage : Écrire contre l'oubli.  
0.40 Journal et Météo.

**FR 3**  
13.50 Magazine : Faut pas rêver.  
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.  
17.15 Magazine : Montagne.  
17.45 Jeff. Lucky Luke.  
18.15 Magazine : A vos amours.  
19.00 Le 19-20 de l'information.

22.30 Magazine : Double jeu. Invité : Jean-Marie Bigard.  
23.35 Série : Un juge, un flic.  
0.35 Journal et Météo.

**FR 3**  
13.00 Télévision régionale.  
14.00 Variétés : Eurotop.  
— De 15.00 à 19.00 La SEPT —  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.  
— De 20.00 à 0.00 La SEPT —  
0.00 Magazine : L'Heure du golf.

**CANAL PLUS**  
13.36 Téléfilm : La Crème oubliée.  
15.10 Le Journal du cinéma.  
15.35 Sport : Hand-ball.  
17.05 Les Superstars du catch.  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
18.00 Décade pas Bunny.  
19.05 Dessin animé : La Grande Supercherie. Flash d'informations.  
19.35 Le Top.  
20.30 Téléfilm : Max et Héléane. Simon Wiesenthal, chasseur de nazis, aide un rescapé des camps de Hitler et de Staline à retrouver la femme qu'il aime. D'après des faits authentiques.

22.05 Divertissement : Monty Python (v.o.). Le best of de l'émission anniversaire de leurs vingt ans de délices télévisuels.  
23.10 Flash d'informations.  
23.15 Le Journal du cinéma.  
23.20 Cinéma : Réinventions. ■ Film américain de Gary A. Sherman (1980). Avec James Farentino, Melody Anderson, Jack Albertson.  
Cinéma : 37 2 le matin. ■■ Film français de Jean-Jacques Beineix (1986-1991). Avec Béatrice Dalle, Jean-Hugues Anglade, Consuelo de Haviland.

**LA 5**  
13.20 Série : Sur les lieux du crime.  
15.05 Divertissement : C'est pour rire.  
15.10 Tiroc.  
à Maisons-Laffitte.  
15.50 Série : Le Retour de Mike Hammer.  
16.40 Série : Riptide.  
17.30 Série : La Loi de Los Angeles.  
18.25 Magazine : Intégral.  
19.00 Série : L'Enter du devoir.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Journal des courses.  
20.50 Série : Perry Mason. Meurtre en circuit fermé. Démentés étudiants. Faillite : Shogun. (7<sup>e</sup> épisode).  
23.25 Journal de la nuit.

**M 6**  
13.55 Série : Supercopier.  
14.50 Série : Laredo.  
15.45 Série : Les Espions.  
16.40 Jeu : Hit hit hit hounra !  
16.45 Série : Vegas.  
17.35 Série : Hongkong connection.  
18.25 Série : Les Têtes brûlées.  
19.20 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Papa Schultz.  
20.30 Informations : Bonne Nouvelle.  
20.40 Téléfilm : Plus fort la vie. Une jeune fille atteinte d'un cancer, et enceinte.  
22.20 Téléfilm : Tu récolteras la tempête. De David Greene, avec Kirk Douglas, Jason Roberts. Un instituteur en cour de justice pour avoir enseigné les théories de Darwin.  
0.00 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**  
13.20 Téléfilm : Bonne chance, Françoise (dernière partie).

15.00 Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Yuri Bashmet.  
16.00 Cinéma.  
16.45 Portraits d'Alain Cavalier. 6. La Gaveuse.  
17.00 Avis de tempête.  
19.00 Documentaire : Chronique de l'infection. 2. La Contagion.  
20.00 Le Dessous des cartes.  
20.05 Histoire parallèle (v.o.).  
21.00 Documentaire : Les Temps verrouillés.  
22.35 La Courrier des téléspectateurs.  
22.40 Soir 3.  
22.55 J'ai rendez-vous avec vous, Georges Brassens.  
23.55 Cinéma d'animation : Images.  
0.00 Danse : Casse-Noisette.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jean-Louis Baudry, écrivain.  
20.45 Avignon 91. Arthur... K. d'Harv Royer, d'après Arthur Adamov.  
22.35 Musique : Opus. Femenel.  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (en direct de Genève) : Le Barbier de Séville, de Rossini, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jesús Lopez-Cobos, le Chœur du Grand Théâtre, chef de chœur Jean Laforge ; sol. : Rockwell Blake, Carlos Feller, Vessalina Kasarova, Patrick J. Rahary, Kristinn Sigmundsson, Jeanette Fischer.  
23.05 Poussières d'étoiles. Mozart, sociologie d'un génie, de Norbert Elias.

## Dimanche 10 novembre

**LA SOIRÉE EN V.O.**  
A 21 H 05  
COP ROCK  
A 21 H 50  
MONTY PYTHON  
A 22 H 15  
AMERICAN POP  
A 22 H 50  
SPACE PATROL  
A 23 H 25  
COUNTRY BOX  
DANAL JIMMY  
SUR LE CÂBLE

20.05 Dessin animé : Les Fables géométriques.  
20.10 Série : Benny Hill.  
20.45 Cirque : Le XV<sup>e</sup> Festival international de Monte-Carlo.  
22.05 Magazine : Le Divin. Invité : Jean-Robert Fagache.  
22.25 Journal et Météo.  
22.35 Court métrage : Écrire contre l'oubli. Fantastique. ■■ Film américain de Raoul Walsh (1941).  
1.05 Musique : Camet de notes.

**CANAL PLUS**  
14.00 Téléfilm : Crimes et jardins.  
15.30 Magazine : 24 Heures.  
16.25 Magazine : Exploits 2.  
16.45 Documentaire : Nos cousins les grands singes.

17.05 Court métrage : Écrire contre l'oubli.  
17.10 Documentaire : Marilyn, son dernier tournage.  
17.58 Le Journal du cinéma.  
18.00 Cinéma : Chien de flic. ■ Film américain de Rod Daniel (1989).  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
19.35 Flash d'informations.  
19.40 Ça cartoon.  
20.20 Dis Jérôme... ?  
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.  
20.30 Cinéma : Susie et les Baker Boys. ■ Film américain de Steve Kloves (1989).  
22.15 Flash d'informations.  
22.25 L'Équipe du dimanche. Football : Cyclisme ; Tennis : Football américain.  
1.35 Cinéma : Les Trois Centurions. ■ Film italien de Roberto Mauri (1965).

**LA 5**  
15.10 Tiroc à Arteil.  
15.50 Série : Un privé nommé Stryker.  
17.25 Divertissement : Dimanche et la Bella.  
19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elkabbach.  
Invité : François Mitterrand.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Journal des courses.  
20.50 Cinéma : Rio Bravo. ■■ Film américain de Howard Hawks (1958).  
23.20 Court métrage : Écrire contre l'oubli.  
23.25 Magazine : Reporters.  
0.20 Journal de la nuit.

**M 6**  
14.00 Musique : Flashback.  
14.50 Variétés : Multitop.  
16.20 Série : Clair de lune.  
17.15 Série : Hongkong connection.  
18.05 Série : Les Routes du paradis.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Téléfilm : Tout pour être heureux...  
22.15 Informations : M 6 express.  
22.20 Capital.  
22.30 Magazine : Sport 6.  
22.40 Cinéma : Jeux de nuit. Film américain de Roger Vadim (1979).  
0.15 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

18.15 Série : Rencontres.  
18.55 Court métrage : Diplomate à la tomate.  
17.15 Téléfilm : La Rue.  
18.15 Court métrage : La femme qui épousa Clark Gable.  
18.45 Documentaire : La Cuisine.  
19.30 Court métrage : Hôtel des Invalides.  
20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette.  
20.25 Le Courrier des téléspectateurs.  
20.35 Cinéma : Paysage dans le brouillard. ■■ Film grec de Théo Angelopoulos (1987).  
22.30 Court métrage : Le Père Noël venu de la mer.  
22.50 Le Dessous des cartes.  
23.00 Cinéma : La Photo. ■■ Film franco-grec de Nico Papatakis (1986).  
0.45 Court métrage : Panique au montage.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique.  
22.35 Musique : Le Concert (donné le 14 août lors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Qu'avons-nous fait de nos années 50 ? Sonate pour violoncelle et piano op. 119, de Prokofiev ; Sonate pour deux pianos, de Poulenc ; Musica Calada, de Mompou, La Bouscarle, de Messiaen, Klavierstück 5, de Stockhausen ; Agon (transcription pour deux pianos), de Stravinsky, Piano improvisation, de Lewis, sol. : Leo Winkler, violoncelle, Jean-François Heiser, Florent Boffard, Pierre-Laurent Aimard, pianos.  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 novembre à l'Opéra-Comique) : Capriccio et fugue pour quatuor à cordes et piano op. 81, de Mendelssohn ; Quintette pour piano et cordes op. 35, de Busch ; Quatuor à cordes n° 15 en la mineur op. 132, de Beethoven ; Rondo capriccioso pour piano op. 14, de Mendelssohn, par le Philharmonia Quartett Berlin ; sol. Alain Planas, piano.  
23.05 Poussières d'étoiles.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

10 Novembre

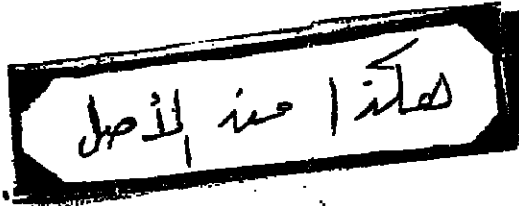
*Chère liberté*

**Pierre MAUROY**

Ce que les socialistes attendent de Mitterrand

Rediffusion à 1 heure du matin

شركة من الجزائر



## M<sup>me</sup> Cresson est favorable à un «renforcement des syndicats»

Interrogée sur Europe 1, vendredi 8 novembre, M<sup>me</sup> Edith Cresson a reconnu que «le chômage ne s'améliorait pas», mais a fait remarquer que «le niveau d'inflation» de la France était «pratiquement un des meilleurs du monde». A propos de l'immigration, elle a déclaré qu'il s'agissait d'un «grand problème national sur lequel il devrait y avoir un consensus». Elle a ajouté qu'elle ne serait pas «choquée» que pour les enfants nés en France de parents étrangers «il y ait une inscription à la mairie pour indiquer qu'on désire être français à dix-huit ans». Elle a souligné qu'il y a «des risques de dérive de l'extrême droite», qu'il y a «des quartiers dans lesquels la présence trop importante d'immigrés pose un certain nombre de problèmes», et qu'il faut donc «tenir de la main de fer la main de fer» sans faire appel à des discours démagogiques, (...) et, avec une partie de la droite modérée, (...) trouver des mesures raisonnables.

Parlant du conflit à Cléon, le premier ministre a déclaré : «Ce qui fait la différence entre une entreprise qui marche bien et une entreprise qui a des ratés, ce ne sont pas les machines (...), mais la gestion du personnel». M<sup>me</sup> Cresson a donc précisé qu'il fallait «rapprocher la direction de la base, il faut que le dialogue soit interrompu». Elle a reconnu qu'aujourd'hui où l'accord a été signé avec les syndicats, tout le monde sort un peu amer. Elle a ajouté qu'elle «prendrait des dispositions pour que cela ne se renouvelle pas». Elle a ainsi annoncé qu'il fallait «changer le management en ce qui concerne les entreprises nationales», afin d'avoir des «méthodes de gestion, d'adhésion ou de participation, des salaires aux orientations qui soient comparables à ce qui se passe chez nos principaux concurrents».

Enfin, M<sup>me</sup> Cresson a reconnu qu'il y avait eu «du temps perdu» dans la grève des infirmières, mais elle a expliqué que «le plus grand nombre des infirmières n'étaient pas syndiquées, il était difficile d'avoir un dialogue». Elle s'est donc déclarée favorable à «un renforcement des syndicats». Elle a aussi affirmé que M. Bruno Durieux avait «dans cette affaire travaillé de façon remarquable».

## La stratégie de l'opposition

# Le Parti républicain condamne tout accord avec le Front national

Après plusieurs semaines de tergiversations, le PR a, pour la première fois, jeudi 7 novembre, condamné sans nuances M. Michel Poniatowski pour ses prises de position en faveur d'accords avec le Front national et affiché son hostilité entière à toute alliance, quelle qu'elle soit, avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen.

M. Michel Poniatowski aura rendu un fier service à son parti. En préchant avec insistance pour des alliances électorales avec le Front national, en s'évertuant à expliquer que jusqu'à preuve du contraire M. Le Pen n'était ni raciste ni antisémite, le président d'honneur du Parti républicain aura poussé les dirigeants de ce parti à un louable sursaut d'honneur. A l'unanimité moins une voix - celle de M. Alain Griotte, député du Val-de-Marne - et une abstention - celle de M. Patrick Clément, ancien président des jeunes giscardiens et toujours proche de l'ancien président de la République - le bureau politique du PR, au terme d'un débat qui, de l'avis de tous, fut dense et prenant, a exigé de M. Michel Poniatowski, jeudi 7 novembre, qu'il «ne prenne plus de positions en contradiction avec le parti». En faisant sien un long texte de référence de M. Longuet sur la stratégie du PR pour les mois à venir, il a surtout condamné au nom des valeurs républicaines le parti de M. Le Pen.

## Un véritable tournant

«La force d'un pays, écrit le président du PR, ne procède pas de l'exclusion, mais de sa cohésion. Le FN n'a cessé de dresser la liste des adversaires de la France qui regroupe en définitive tous ceux qui ne font pas partie du FN. La priorité dans la liste revient aux immigrés, puis à la «bande des quatre», sans oublier les complots cités par le quotidien Présent. L'idéal républicain est un idéal fraternel qui rassemble. Le FN exclut selon une logique de priorités décroissantes. Il se condamne à l'isolement et à la surenchère électorale dont les dérivés sont connus».

L'intervention très forte de M. Millon a aussi ébranlé les esprits. «J'aurais voulu trouver les mots que tu as prononcés», devait lui dire, en guise d'hommage, M. François Léotard. Face à M. Michel Poniatowski, «un peu sonné» selon l'un des participants, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a expliqué que le problème des alliances avec le Front national ne se posait plus en termes tactiques mais en termes éthiques. «Si encore, il y a quelques années, on pouvait croire - et c'était déjà naïveté - que le Front national était un parti seulement protestataire, aujourd'hui ce n'est plus possible de le croire. La collusion évidente du Front national avec les révisionnistes, les récentes déclarations de Bruno Mégret sur les races et le refus du méprisage, démontrent à l'évidence qu'il s'agit d'un parti politique prônant une idéologie raciste. Toute alliance, quelle qu'elle soit, est non seulement condamnable, mais mortelle pour les formations politiques qui la contracteraient. Une alliance avec le Front national aboutirait à la négation des valeurs qui ont motivé notre engagement politique. (...) Il n'est pas possible de discuter sur le retour de la

morale en politique et d'adopter une attitude électorale foncièrement immorale».

Si les mots ont été suivis par les actes, ce bureau politique apparaît sans doute comme un véritable tournant. Le PR, en effet, est passé d'une stratégie ambiguë du silence au combat «front contre front». Un changement de pied qui ne peut que servir l'opposition républicaine tout entière. Que M. Léotard sur ce terrain n'ait point failli, que des hommes comme M. Millon et aussi M. Claude Malhuret aient osé se lever, aura pesé lourd. M. Longuet vient à son tour de se réveiller. Le texte qu'il a produit, fruit d'une profonde réflexion engagée depuis l'été, est à son honneur. «J'ai trop fréquenté dans ma jeunesse tous ces gens, pour savoir qu'on ne peut pas s'amuser avec l'extrême droite», confie-t-il sèchement aujourd'hui. Quant à M. Poniatowski, dévoué par son propre fils Ladislas, porte-parole du PR, qui a ramené toute l'affaire à «un problème de génération», M. Longuet n'a pas l'intention de demander son exclusion.

DANIEL CARTON

## S'adressant aux chefs d'entreprise

# M. Jospin prône un développement «équilibré» de toutes les formations en alternance

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui intervenait, jeudi 7 novembre, dans le cadre d'un colloque sur l'alternance école-entreprise organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, s'est dit prêt «à associer des professionnels à l'information et à l'orientation des collégiés à l'échelle des formules nouvelles d'alternance avant les choix d'orientation» et à «associer les professionnels à l'enseignement proprement dit» en instituant, dans l'enseignement technique et professionnel du second degré, un statut d'enseignant associé.

Devant un public essentiellement constitué de chefs d'entreprise, M. Jospin a surtout parlé d'alternance et non d'apprentissage, comme pour marquer sa distance avec ce qui, à ses yeux, ne constitue qu'«une des voies de l'alternance». L'alternance école-entreprise, a rappelé le ministre, est avant tout «une démarche pédagogique» et doit s'inscrire, comme le souligne la loi d'orientation de juillet 1989, dans la double mission de l'éducation nationale : l'éducation (l'apprentissage de savoirs et de méthodes) et la formation, «en fonction des aptitudes et des goûts de chaque jeune, mais aussi en fonction des emplois existants - ce qui est plus nouveau et difficile à mettre en œuvre».

Affirmant que les relations école-entreprise ne pouvaient se contenter du «schéma simpliste de relations de type «client-fournisseur» et qu'une

alternance «ne pouvait être fondée sur un partage strict» («à l'école les savoirs, à l'entreprise les savoir-faire»), le ministre de l'éducation a déclaré miser sur le partenariat entre l'école et l'entreprise «pour assurer un parcours de qualification» qui «réjette la simple juxtaposition de périodes non articulées entre elles».

Cela exige, a-t-il précisé, un important effort de la part des enseignants pour gérer autrement le temps de formation, dont un tiers devrait être dispensé en entreprise, ainsi qu'un effort de la part des entreprises pour accueillir les jeunes en formation et leur offrir des postes qualifiants.

Dans cette optique, l'alternance «doit être concentrée sur les formations qui visent directement l'emploi plutôt que sur les formations destinées à assurer la poursuite d'études».

M. Jospin a réaffirmé son attachement au caractère national des diplômes. Mais il a insisté sur la nécessité pour les jeunes de pouvoir quitter le système éducatif «en ayant leurs compétences reconnues soit par un diplôme - qui atteste la qualification - soit par des validations partielles». Le ministre a également confirmé qu'une disposition législative prévoyait prochainement de «certifier par des diplômes les acquis professionnels en entreprise», afin de permettre une reprise plus facile d'études et d'atteindre un niveau de qualification supérieure.

JEAN-MICHEL DUMAY

## Dans la région parisienne

# Le sabotage d'un ordinateur perturbe fortement le trafic aérien

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a ouvert une enquête pour établir les causes des pannes provoquées volontairement dans l'ordinateur des services de la navigation aérienne installé à Athis-Mons (Essonne) et chargé d'établir les plans de vols des avions décollant des aéroports de Roissy et d'Orly. Comme les électroniciens chargés de la maintenance se sont mis en

grève, du 8 au 13 novembre, à l'appel des syndicats CGT et SAPAC (autonomes), les perturbations ont été extrêmement importantes sur les vols en partance dont plusieurs ont été annulés et les autres retardés de plusieurs heures. M. Quilès a dénoncé ces «actes irresponsables allant au-delà de l'exercice normal du droit de grève».

## TANT PIS POUR LES AUTRES

**berdy**

HABILLE  
LES GRANDS  
ET LES COSTAUDS

79, av. des Termes, 75017 PARIS. Tél. : 16 (1) 45.74.35.13  
Avignon - Lille - Lyon - Rouen

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

# Transparence

SONDAGES, talk-shows, débats à la radio, grands articles dans les journaux, il ne sera pas passé inaperçu son divorce, à Rocky! Depuis des mois il n'était question que de ça dans les dîners en ville et les salles de rédaction. Mais, bon, pas un confrère ne se serait permis de répercuter la nouvelle. Motus et bouche cousue. On ne touche pas à l'intimité des princes qui nous gouvernent. Sujet tabou. Il est encore dans ce pays, et ce n'est pas moi qui m'en plaindrai.

Reste qu'en levant lui-même cet interdit dans des termes d'une rare noblesse et d'une sensibilité extrême, le champion du «parler vrai» a fait sensation. Allez comprendre pourquoi. On ne peut pas vouloir être président de la République et se séparer en cachette de celle qu'on a vue si souvent aux côtés du premier ministre.

Si jamais ils décidaient de refaire leur vie, tout en briguant un mandat de cette importance, un Chirac, un Fabius ou un Giscard seraient bien obligés, eux aussi, de nous dire où sont passées Bernadette, Françoise et Anne-Aymone. On a tout de

même le droit de savoir, non? Qu'on le veuille ou non, qu'on le regrette ou pas, les femmes de nos politiciens les plus haut placés sont devenues des personnages connus. A l'américaine.

Comme 84 % des Français interrogés pour Match, je trouve absolument normal qu'à notre époque un divorce puisse entrer à l'Elysée. Ce qui me choque, en revanche, c'est l'idée défendue hier à «Controverse» sur RTL que ce déballage intime, je cite, relève de la politique-spectacle. Sous prétexte que la plupart des artistes nous font part de leurs amours et de leurs ruptures, nous élus se dévaloriserait encore un peu plus en les imitant.

Ce veut dire quoi, ça? Qu'ils y perdraient leur aura? Enfin, c'est complètement dément. On ne cherche pas à mettre notre nez dans leur vie privée. On s'en fout. On exige, en revanche, d'être tenus au courant de leur vie publique puisque aussi bien, à la différence des maris, certaines épouses, pas toutes, y participent. Ce n'est pas de confidentialité qu'il s'agit là, je vous demande bien pardon, c'est d'un minimum de transparence.

## Le prix Novembre à Raphaël Confiant

Le prix Novembre, doté d'une somme de 200 000 francs par le graveur parisien Cassegrain, a été attribué jeudi 6 novembre à l'écrivain antillais Raphaël Confiant pour son roman *Eau de café*, publié aux Editions Grasset (lire l'article de Michel Braudeau dans «le Monde-livres-Idées» du 25 octobre).

Présidé cette année par Florence Malraux, le prix Novembre avait été créé en 1989. Un jury «libre de toute dépendance» (au sein duquel on trouve Jérôme Garcin, Angelo Rinaldi, Bernard Frank, Jean-François Revel, Maurice Nadeau, Philippe Meyer...) affichait alors sa volonté de faire de cette récompense un «anti-Goncourt». Le prix est allé cette année à un auteur de la maison Grasset dont le nom figurait sur la dernière liste du Goncourt et du Renaudot; il figure toujours sur celle du Médicis. Pierre Dumayet a annoncé son départ du jury. Il est remplacé par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa.

## M. François Bayrou invité du «Grand Jury RTL-Le Monde»

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-Le Monde» dimanche 10 novembre de 18 h 30 à 19 h 30. Le député UDF des Pyrénées-Atlantiques répondra aux questions d'André Passeron et d'Anne Chaussebourg du Monde, et de Paul Joly et Isabelle Torre de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## Nouveau à La Villette LE PALAIS D'ASIE

Le plus grand restaurant chinois de Paris (500 places). 7 jours sur 7 jusqu'à 2 h du matin. Banquets, réceptions, repas d'affaires. 131, rue de Flandre (métro Crimée). Tél. : 40-35-25-15 - 40-35-35-36.

## 52 millions de francs pour un Gauguin

La dispersion des biens saisis dans l'appartement de Roberto Polo - l'homme d'affaire américain arrêté après que ses créanciers lui eurent réclamé, en vain, 110 millions de dollars - a été menée jeudi 7 novembre à l'hôtel George-V, par M<sup>me</sup> Jacques Tajan. Un ressortissant américain a acheté pour 52 millions de francs, un paysage de Gauguin, joint à cette vente, *Té Féré* («la Maison»), peint en 1892 lors du premier séjour du peintre à Tahiti. Un record en France pour une œuvre de cet artiste. Mais on est loin des 24,2 millions de dollars payés, à New-York en 1989, pour *Mata Mui* du même Gauguin (environ 150 millions de francs). *Té Féré* n'est pas considérée comme une toile majeure par les musées de France. Elle pourra donc sortir des frontières. En revanche, à la même vente, un coffret de bijoux, qui aurait appartenu à Marie-Antoinette, et acheté 23 millions de francs par Jean-Marc Vernes, le PDG du groupe Béghin-Say - un prix record pour un meuble français, - ne pourra pas être exporté, a fait savoir le ministère de la culture.

M. Vernes a indiqué qu'il envisageait de remettre son achat ultérieurement en datant à l'état afin qu'il retourne au château de Versailles. E. de R.

# RODIN, STAR DE LA MODE!

«OUI, nous sommes, dans notre genre, parmi les «Stars de la Mode» (et de la Décoration), modeste mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteries, nous restons raisonnables et abordables. Après tout, ce n'est pas notre toute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point! (depuis 30 F le mètre).

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**S.O.S.**

Quand une voix peut sauver une vie.

Depuis 13 ans, nous accueillons ceux qui pensent au suicide et nous leur répondons au téléphone 24 h/24. Téléphonnez-nous au 16 (1) 40 44 46 45 et venez nous voir dans nos centres d'accueil.

S.O.S. Suicide Français : Paris - Lyon - Bordeaux - Clermont-Ferrand - Le Havre - St-Brieuc.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Des artistes se mobilisent pour les 30 ans d'Amnesty International : Bibliographie : le droit d'ingérence, la morale et le remords par Jean-Denis Bredin..... 2

### ÉTRANGER

Grande-Bretagne : Les conservateurs perdent trois élections partielles..... 3  
URSS : Saint-Petersbourg enterre Lénine..... 3  
Grèce : Protestations contre la politique d'austérité du gouvernement... 4  
Tunisie : la menace islamiste freine le processus démocratique..... 4  
Liban : l'université américaine de Beyrouth a été dévastée par un attentat..... 5  
Les conditions semblent réunies pour un retour des Anglo-Saxons au sein de l'UNESCO..... 6

### POLITIQUE

La relance de l'aménagement du territoire : 2 500 emplois seront transférés hors de Paris. La transfert de l'ENA..... 7-8  
La loi sur l'immigration au Sénat... 8  
La mort de Gaston Monnerville... 9

### SOCIÉTÉ

L'affaire des transfusions de sang contaminé : La chronologie de la mise en œuvre du test de dépistage : La lettre des transfuseurs parisiens à M. Fabius..... 10

### CULTURE

La mort de Gene Tierney..... 14  
Jean-Paul Gaultier présente ses collections printemps-été 92..... 14  
Musiques : Marisa Monte à la Cigale..... 15

### SANS VISA

● Paris, Paris via New-York  
● Coup d'œil : la voix de l'idole  
● Nationale 7 ● Istanbul, la der-  
vièche circulation ● Découverte :  
Alma-Ata, Kazakhstan ● La Table  
● Jeux..... 17 à 24

### ÉCONOMIE

L'Allemagne pourrait instituer un prélèvement à la source sur les revenus du capital..... 25  
La Banque de France est intervenue pour défendre le franc..... 25  
Les restructurations dans la sidérurgie : Usinor-Sacilor pourrait supprimer 6 700 emplois d'ici à la fin 1994..... 25  
Le premier ministre japonais, M. Miyazawa veut favoriser les mesures de stimulation de l'économie..... 26  
Le nouveau gouvernement suédois propose d'importantes coupes budgétaires..... 26  
La Banque du Canada réduit son taux d'escompte..... 27

### Services

Abonnements..... 27  
Annonces classées..... 26  
Cartes..... 30  
Marchés financiers..... 28-29  
Météorologie..... 30  
Philatélie..... 30  
Radio-télévision..... 31  
Spectacles..... 16

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 8 novembre 1991  
a été tiré à 536 450 exemplaires.



# S A N S V I S A

## Paris Paris via New-York



Le vieux avion n'a pas pris une ride : toujours aussi rapide, toujours aussi glouton, toujours aussi bruyant. Mythique. De Paris à Paris, le temps d'effrayer les monnettes new-yorkaises, voyage dans la journée.

La veille, il avait choisi une cravate rayée, des rayures larges et voyantes. Etait-ce cela : une vague ressemblance, dans la glace, avec un yuppie de Wall Street ? ou bien les gestes ensommeillés et imprécis de sa femme autour de la machine à café électronique ? le sabir franco-espagnol de la femme de ménage auquel il avait cru trouver, ce matin-là, une pointe d'accent



sudiste d'Atlanta ? Il comprit mieux, dans la rue, ce qui lui arrivait.

Paris lui pesait. Les employés, poussés par des mains invisibles vers leurs bureaux avec des mines de supplicés, le ciel bas qui confirmait la météo des dix derniers jours, les coups de frein ou de klaxon aux carrefours, cette guerre des nerfs qui tenait lieu de motivation à la ville... A 9 heures du matin, sur son trottoir familial, il réalisa que New-York lui manquait. Qu'il voulait bien accepter tout ça, le bruit, la fureur et la vanité d'une cité névrotique en activité, mais, pour une fois, loin de chez lui. Là-bas, dans Manhattan, où tout lui avait toujours paru relever de la mythologie moderne, les actes urbains machinaux, les foules dans Broadway, les embouteillages, d'autres coups de klaxon qui avaient toujours servi de décor aux comédies américaines qu'il prisait, et qui avaient largement contribué à lui faire aimer New-York. Oui, c'était cela : il avait soudain envie, comme au cinéma, de jeter un voile entre la réalité et lui.

Il était en crise, et comme il avait appris à ne pas en négliger les symptômes, même les plus farfelus, il prit très vite sa décision. Il allait

s'offrir son coup de tête automnal, sa glissade, sa journée d'école buissonnière. Pour circonscire les reproches de sa femme et les questions au bureau, il allait prendre Concorde, s'absenter quelques heures à peine. Il avait lu quelque part que des hommes d'affaires embarquaient à bord du grand oiseau blanc d'Air France juste pour une signature notariée, un contrat, n'importe quoi d'important contre trois heures et demie de vol, et qu'ils étaient de retour le soir-même. Pour tous les autres, l'Amérique restait à huit heures de vol, même dans le plus confortable des 747, à une bonne journée de route, ou à une nuit de sommeil agité. Trop long ! Trop loin ! Il savait, autre expérience, que la crise ne durerait pas, qu'il n'avait besoin que d'un simple bol d'air outre-Atlantique, d'une balade matinale. Il lui faudrait rentrer au plus vite. Éprouver du plaisir sans culpabilité. C'était toute la délicate différence entre une parenthèse et une fugue. Seul Concorde permettait la nuance.

Le lendemain, calé sur le siège de son taxi, il regardait les embouteillages de l'autoroute du Nord sans se sentir concerné. Une voix féminine, à la radio, égrenait les embar-

ras de ce début de journée parisienne, sur le ton joyeux des bonnes nouvelles. Accident sur l'A 1. Fermeture de l'A 3, sans explication, depuis le périphérique, au niveau de la porte de Bagnolet. Lui se sentait déjà appartenir, pour une journée, à un autre espace-temps. Trois heures et demie de vol ! Un décollage à 11 heures, heure de Paris, et trois heures et demie plus tard, le bonheur d'autres embouteillages, préférés, élus par lui, à 9 heures, heure de New-York ! De tendresse, un peu contrainte, il scrutait les entrepôts, le long de l'autoroute. Il classait dans ses souvenirs quelques visages entrevus, une demi-heure plus tôt, sur son trottoir familial.

Déjà, il n'y était plus. Il songeait à Lindbergh, qui avait mis plus de trente-trois heures pour atteindre son rêve, aux Constellation, qui luttaient encore plus de quinze heures contre les vents d'ouest. A ses contemporains, même, condamnés à imaginer l'Amérique, à s'y habituer mentalement, dans leurs cabines pressurisées, avant de s'y poser. Comme si le Nouveau Monde multipliait ses formalités d'entrée, avant même les files d'attente des services d'immigration.

Lui, comme quelques dizaines d'autres privilégiés, allait se dépayser brutalement, et tromper les bureaucraties. Exactement ce qui lui convenait : se sentir, une fois, au plus près de l'ubiquité. Etre là, sur son trottoir, et sur ceux de la 5<sup>e</sup> Avenue, sans décalage, ou presque. La radio donnait des nouvelles de Gérard d'Aboville, qui ramait sur le Pacifique, lui aussi à la recherche de son Eden américain. Le navigateur solitaire espérait rejoindre la côte à la mi-décembre. Le chauffeur du taxi lui trouvait bien du courage. « Gonflé, le mec ! »

Gonflé, oui, mais lent. Ce matin-là, à cet exploit, lui-même préférait la banalité de la vitesse, le culte, perceptible dans les Salons Concorde de l'aéroport de Roissy, du gain frénétique de temps, de la négation des contraintes humaines et terrestres. Il entrait dans un club. Depuis longtemps, dix ans au moins, le supersonique d'Air

France avait cessé d'attirer des passagers émerveillés, comme on va à Venise une fois dans sa vie, voyages uniques, photos-souvenirs sur la passerelle. Concorde avait trouvé sa clientèle, pressée, absorbée, enfants gâtés de l'époque qui jugeaient normal d'être déposés à New-York le temps d'un Paris-Montélimar en TGV...

Il prit le second petit déjeuner de sa matinée en compagnie d'habitues dont les minutes devaient peser lourd, car ils téléphonaient encore, la bouche pleine, de leurs fauteuils, même du couloir d'embarquement.

John McEnroe arrivait bon dernier, sorti, la veille au soir, de l'Open de Bercy. Il connaissait le club, familier de la ligne, depuis qu'il perdait souvent des les premiers tours des tournois européens. Il avait choisi d'aller s'entraîner l'après-midi à Forest Hills.

de notre envoyé spécial  
Philippe Boggio  
Lire la suite page 24

### AU SOMMAIRE



**Nationale 7,**  
la grande traversée p. 19  
**Istanbul,**  
la belle encombrée p. 20-21  
**Alma-Ata,**  
capitale du Kazakhstan p. 20  
**Gastronomie**  
les lectures gourmandes p. 23  
Escapes (p. 19) • Têxex (p. 18)  
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)

### LAPONIE/CANADA

VIVEZ L'AVENTURE EXALTANTE  
DE L'HIVER AU GRAND NORD



Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS dans toutes les Agences  
de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques  
36 rue Tronchet 75009 Paris Tel (1) 47 42 38 65

سكندنافيا





Qui se souvient encore de la nationale 7 ? Qui roule encore sur la nationale 7 ? Bref voyage et état des lieux.

**C'**ÉTAIT en quelque sorte la route numéro 1, la magistrale, la grande traversière, celle que l'on prenait avec une légère ivresse de l'âme, même si le voyage n'avait pas forcément pour but de vous conduire jusqu'à son accomplissement suprême : le Soizi. On glissait vers des ailleurs ; on partait à l'aventure, conquête d'odeurs de foin coupé, de fumées de sarments et de souffles de garrigues. La nationale 7

**4** nationale 7.

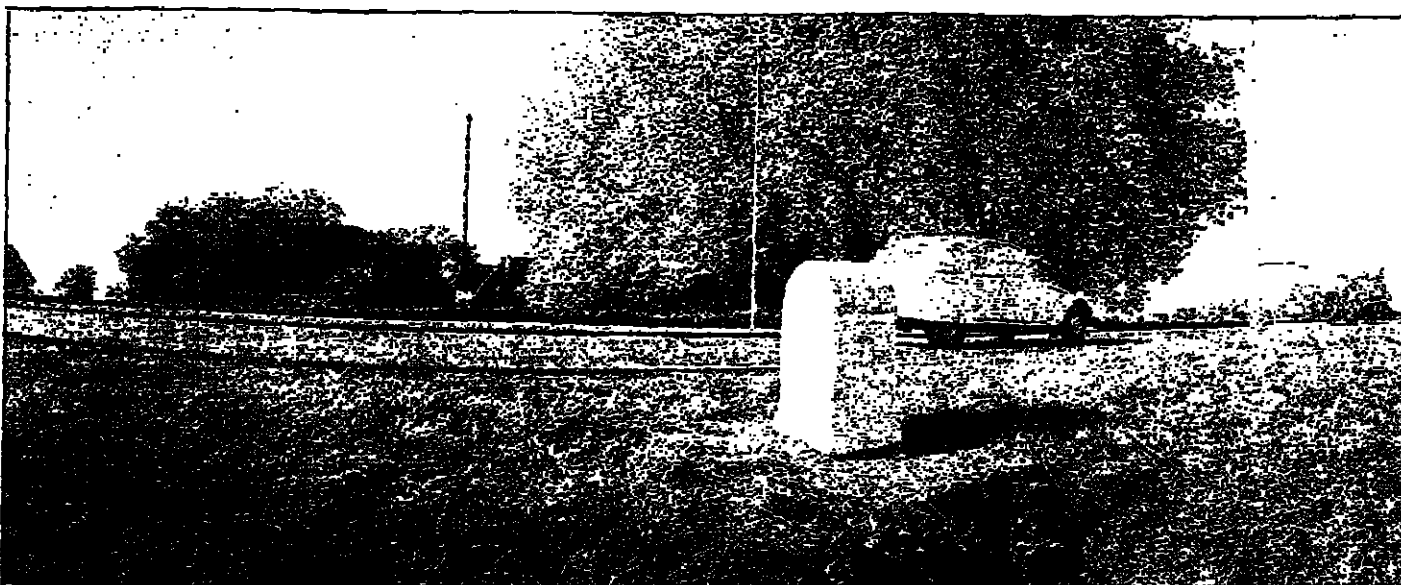
**4** « Route des vocances », elle allait être remplacée par l'autoroute du Soizi — ce ne changeait pas la destination : la 7 était seulement reléguée au rang de voie secondaire et les villes-étapes qui s'étaient appuyées sur son succès, ruelles, allees, au rayon des accessoires, se retrouvaient dans le grand nombre et ne menagèrent point : ainsi les pralinés Mazet, les fillettes de sancerre et les nougats,



**DE TELS PRIX  
RENDENT LE MONDE  
PLUS ACCESS-IBLE.**

# ACCESS

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELET-LÉS-HALLES.  
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS.  
Tél. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 45 08 83 35  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. Tél. 78 63 67 77



Elle existe toujours peinant, la 7 : rênôvée, rênôvée, toujours avec ses plateaux — mis en cage derrière des glissières de sécurité — large et confortable ou étroite et mal foutue, vivante, souple, rapide, escargolante, dégaite, heurtée, dangereuse comme une machine à vapeur, mais dans laquelle les poids lourds sont lâchés. Leurs chauffeurs ont longtemps réclamé des moteurs puissants qui donneraient aux machines du sursaut dans le trafic et ne les laisseraient plus à la traîne de la caravane. C'est fait, mais les chauffeurs ont voulu faire compter, contre eux, ce qu'il faut payer. Manches retroussées, à la loyale. Les promoteurs et les hésitants sont pris de roquer sur des départementales. Ici, on bosse

Une route sans fin dont on a rogné les ailes ; toutes ces localités aujourd'hui contournées, sautées, gommées. La 7 a perdu sa mémoire. Où êtes-vous passés Cosne, Briare, La Charité ? Il faut presque insister pour entrer dans Montargis, chercher à tâtons un restaurant pour le soir et un hôtel pour la nuit. Ah ! des lumières. Un pakistanais, une pizzeria, un établissement dit Urbis (de l'urbis romaine sans doute) et un chinois à l'enseigne farouche, *Le Pékin*.

La province a cet avantage sur Paris de ne pas savoir camoufler ses soucis, ni triquer ses embarras. Elle est pure dans l'ennui et franche dans le désarroi, sérieuse dans l'accablement et sinistre dans l'adversité. Ici, l'on remâche en force la modestie d'un horizon taillé aux confins de l'étriqué, là-bas, on se noie dans l'étourdisse-

**Des prix à vous faire partir !**  
**FLORIDE**  
prix à partir de  
**5040 F\***

Transport A/R compris  
\* Taxes aeroport non incluses

**7 Nuits Orlando & Voyageur Im Itinéraire  
& Pass 4 jours Disneyworld**

**1 ticket d'entrée à Universal Studios  
valable 1 journée**

**VO** D'abord, on vous conseille...  
**Tél. : 40 53 07 11**  
181, bd Pereire, 75017 PARIS

SND - COOP AC TULSA

**Dans les années cinquante**, l'expression « prendre la route » méritait encore tout son sens. Les automobiles étaient entrées dans leur âge moderne, mais gardaient encore en réserve tout le vieux fonds classique de pépins qui avaient fait le charme de la longue mise au point du moteur à explosion. La famille parlait joyeuse et exubérante, vaguement inquiète tout de même, se demandant si les bougies, les vis platines et la courroie du ventilateur allaient tenir le coup. A l'époque, il faut se souvenir, il y avait encore beaucoup de rase campagne, même sur

Moulins, première grande ville d'un peu de tenue derrière Nevers. Le Sud, bien évidemment, n'est pas encore présent chez cette bourbonnais, mais ce n'est à la mémoire ouvragée, pateline et point de passage obligé, et de non-retour, était un peu comme un signal, une sorte de frontière - frontière qu'elle avait été durant une partie de l'Occupation, quand le partage entre zone libre et zone occupée passait sur l'Allier. La 7, qui venait s'y élever, lui apportait un charivari d'étrangers et de regards, ceux qui accouraient à travers ses vieux murs et ses rues engourdies une France reposante, fixée dans la nonchalance pâmée des vieilles cités sans ambition. Une véritable curiosité. Moulins savait en tirer profit, sans se rendre très bien compte du

On s'arrêtait surtout place de l'Hôtel-de-Ville où on levait la tête pour voir à l'ouvrage les automates du jacquemart qui, du haut de leur beffroi, donnaient l'heure du bout de leurs marteaux de bronze. Monument tout à fait original, obtenu à la faveur d'un octroi seigneurial, symbole de l'unité municipale, deux fois incendié, deux fois reconstruit et tout à fait dans la veine de ces édifices pour lesquels la province nourrit un vif et indéfectible attachement.

**Moulins s'est refait une santé** et n'a pas pleuré trop longtemps les transfuges qui paraissent patrouiller sur les asphaltes à péage. Il n'en demeure pas moins que les pèlerins qui reviennent prendre une gouléyante bouffée de cet air-là seront déçus de trouver porte close dès l'entrée dans le vieux cœur de ville, réservé désormais aux seuls riverains, comme si, vexée, la municipalité avait décidé de faire passer ses hôtes d'un moment par les déviations de service. **D.Obéissant.**

*De notre envoyé spécial*  
**Jean-Pierre Ouélin**

**1500F\***  
**ALLER/RETOUR**

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France -Portugal- France

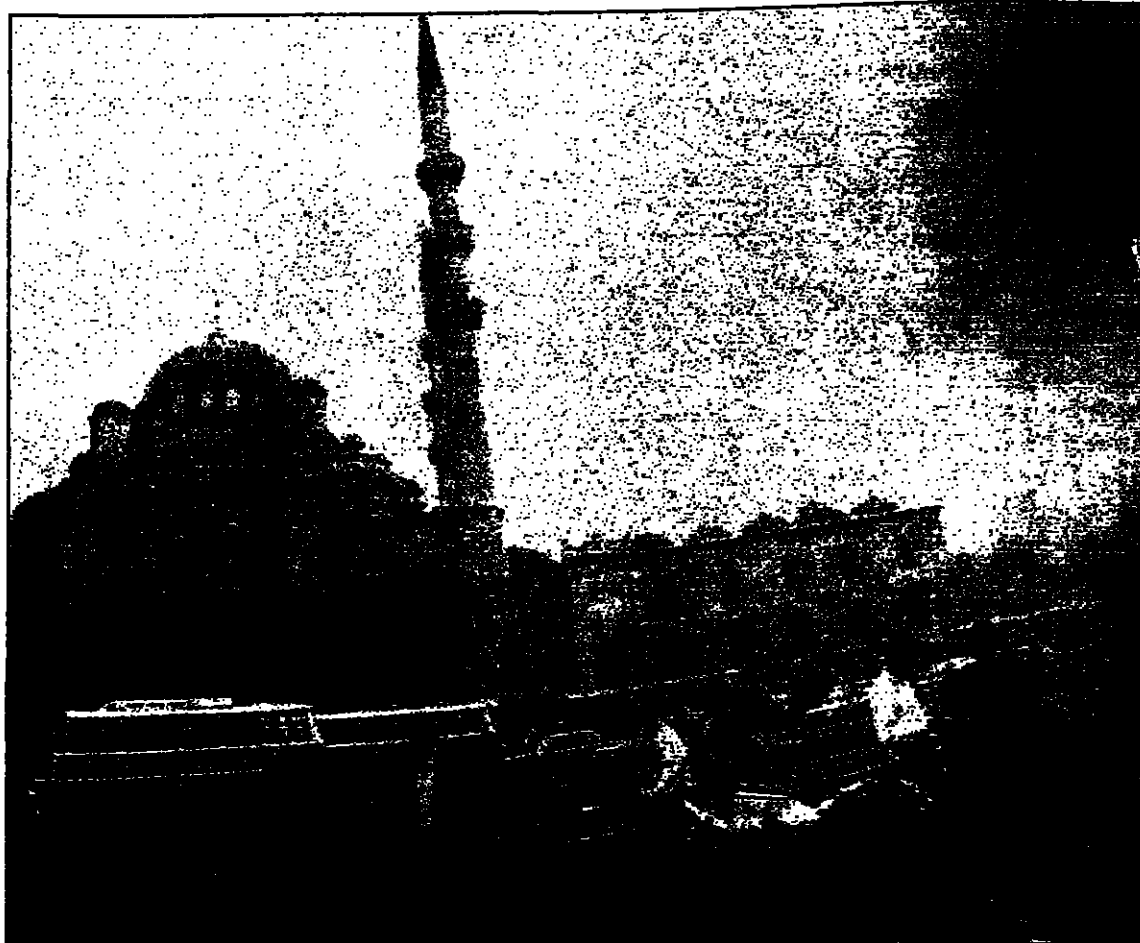


**RENSEIGNEZ VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL  
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES**

\*Tarifs valables jusqu'au 15/12/91 et du 7/1/92 au 31/3/92, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

هكذا | عن الأصل

سكنا من الاول



TONI CATANY in La Mer Méditerranée/Luxwing Ed.

# Istanbul la derviche circulation

Si Istanbul a survécu aux percées haussmanniennes tracées en 1937 par un urbaniste français, la ville résistera-t-elle à l'emballlement automobile qui exige aujourd'hui non plus des avenues, mais des autoroutes ? Constat.

Le mercredi 14 mai 1890, en fin de journée, Pierre Loti est reçu par Abdul-Hamid dans son palais de Yıldız. De quoi l'illustre écrivain parle-t-il au « sultan rouge » ? « Assuré d'être compris et d'être excusé avec la plus charmante indulgence, j'ai osé dire mon regret mélancolique de voir s'en aller les choses anciennes, de voir s'ouvrir et se transformer le grand Stamboul. » Ces transformations, Loti les évoque aussi dans *Constantinople en 1890* (1) justement, alors qu'il visite une fois de plus la ville. « Je vais tourner le dos aux quartiers neufs, aux boulevards récemment alignés, dans les parages de Sainte-Sophie et de la Sublime Porte, qu'éclairait maintenant, hélas ! des becs de gaz, où circulent des voitures, des équipages d'ambassade promenant d'aventu-

reux voyageurs. C'est vers le Vieux-Stamboul que je me dirige, montant par des petites rues aussi noires et mystérieuses qu'autrefois (...). »

Loti croit-il pouvoir émouvoir le sultan de sa nostalgie de la vieille ville qui disparaît au fil des incendies et des reconstructions modernes ? Sait-il ou feint-il d'ignorer que les quartiers neufs apparaissent de la volonté même des sultans depuis les réformes (Tanzimat) de 1839, reprises de plus belle depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdul-Hamid II ? L'incompréhension est certainement totale entre le voyageur qui regrette les quartiers pittoresques aux maisons de bois et Abdul-Hamid, amateur d'architecture moderne, qui signe régulièrement des décrets de modernisation. Le premier ne rêve que d'un Orient déjà imaginaire en cette fin de siècle ; le second ne songe qu'à l'Occident et fait venir d'Europe des ingénieurs et des architectes pour tracer des rues rectilignes et des équipements fonctionnels.

Le problème a-t-il fondamentalement changé depuis un siècle ? Il ne semble pas quand, aujourd'hui, des touristes éclairés et curieux cherchent désespérément les quelques maisons en bois cachées derrière la mosquée de Soliman le Magnifique ou l'église Saint-Serge-et-Bacchus – ces morceaux de ville qui rappellent la Constantinople d'autrefois, – alors que la munici-

palité rase, ouvre des boulevards et des espaces verts, en un mot modernise.

Nous avons déjà vu Loti chercher à éviter les lotissements réguliers et ne plus trouver « le cœur de la vieille ville (que) dans le quartier exquies de la Sütlümanieh et de Sultan-Selim ». A cause des incendies qui ravagèrent Stamboul « de mer à mer » (de la Corne d'Or à la mer de Marmara), comme en 1865, et des projets de régularisation qui les suivirent, le tissu de la vieille ville avait déjà presque entièrement disparu dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. N'ont été sauvés, car construits en pierre et protégés par leurs enclos de jardins, que les mosquées, les hammams et les médresses, c'est-à-dire les monuments.

Ce qui a survécu aux incendies de vieilles ruelles et de maisons de bois est aujourd'hui formellement protégé. Depuis 1973, les maisons vernaculaires, à défaut d'être entretenues, ne peuvent être reconstruites qu'à l'identique, un identique réduit à la volumétrie et au matériau de revêtement, avec une distribution moderne et une structure en béton, il est vrai. Bulent Gülersoy, actif président du Touring et Automobile Club turc, s'est fait une spécialité de ces reconstitutions à usage touristique que les puristes comparent à des décors d'opérette, et qui fleurissent derrière Sainte-Sophie ou devant la Kariye Cami, hauts lieux byzan-

tins. Ces expériences ont cependant le mérite, outre leur agrément pour les touristes avertis qui y logent, de révéler que la conception de la modernité s'est enrichie sur les rives du Bosphore : la notion de patrimoine urbain, dont le développement a été en Europe parallèle à celui de la modernité, depuis la fin du dix-neuvième siècle, a désormais pénétré profondément l'élite intellectuelle stambouliote. Mais, pour beaucoup de responsables politiques, seule une caricature de protection a été retenue. C'est celle qui vise à dégager les monuments comme au dix-neuvième siècle en Europe occidentale, à les isoler dans des squares mesquins qui n'ont plus rien des cimetières romantiques qu'aimait tant Loti.

Ne jetons pas trop facilement la pierre. Cette attitude résulte d'une absence de tradition patrimoniale dans la culture turque et plus largement musulmane. Est respectable le lieu sacré, l'espace religieux consacré, mais pas son enveloppe architecturale éphémère, encore moins son environnement urbain. Significativement, les intégristes sont les plus enclins à moderniser leurs vieilles mosquées, à les ripoliner, ce qui n'est d'ailleurs pas toujours des plus laids.

En venir à s'intéresser aux quartiers reconstruits dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, à leurs maisons en bande, à leurs décorations surannées et

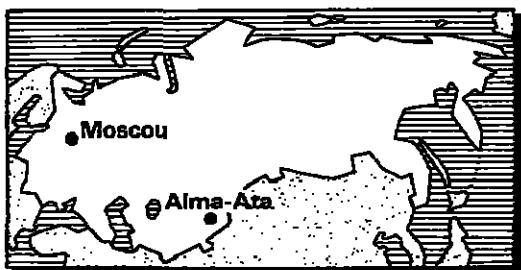
défraîchies, et tenter de les protéger représente un niveau de conscience encore moins partagé. Dans ce combat, pour l'instant perdu, la chambre des architectes d'Istanbul joue un rôle de pointe. Il y a quatre ans, quand l'ancienne municipalité a percé un large boulevard sur la rue Tariabasi, elle s'est symboliquement installée dans un des immeubles expropriés. Elle y est toujours, résiste, et de ses bureaux on coiffe un curieux étrangement de la rue. Les architectes viennent de trouver un nouveau motif de s'alarmer : l'intention de la nouvelle municipalité de percer deux autoroutes urbaines à travers la péninsule d'Istanbul, en prolongement de deux nouveaux ponts à construire sur la Corne d'Or. Deux autres projets y sont liés : construire aux abords de ces nouveaux boulevards des immeubles plus élevés que ce qui est actuellement permis et dégager les monuments historiques rencontrés, notamment la mosquée de Fatih, fondée par Mehmet le Conquérant, qui se retrouverait isolée entre deux branches d'autoroute, et sans doute dotée des inénarrables espaces verts mis à la mode le long de la Corne d'Or.

Percées, dégagement de monuments, se retrouvent ainsi – non sans continuité – deux des thèmes majeurs de l'urbanisme d'Istanbul depuis le dix-neuvième siècle. A la demande de la jeune République turque, l'architecte-urbaniste fran-

çais Henri Prost était en effet venu en 1936 proposer percées, dégagements, aménagement de parcs, et y avait ajouté une interdiction de construire des immeubles de plus de trois étages, pour protéger la célèbre silhouette de Stamboul (2). Sur ce dernier point seulement Prost avait sacrifié aux amours du vieux Stamboul. La silhouette de la péninsule est évidemment leur sujet d'élection. « Des voyageurs quelconques, même de ceux qui ne comprennent rien à rien, reçoivent une singulière impression dès que l'imposante silhouette commence à s'esquisser au loin », avait déjà noté Loti.

N'est-il pas étrange de voir ce plan de Prost, cet urbanisme qui plonge ses racines dans l'haussmannisme reprendre – avec plus de brutalité encore – du service à l'aube du vingt et unième siècle ? Les percées, d'abord, en permettant à davantage d'automobiles de pénétrer dans la vieille ville, risquent d'attirer la circulation plutôt que de la faciliter. Les autoroutes urbaines, malheureusement, s'imposent par l'éloignement des lieux de résidence (la rue de Bagdad, en Asie, pour les privilégiés) et de travail qui restent, et se développent même, en Europe. Tout se passe comme si les décideurs ne cherchaient qu'à résoudre leurs problèmes personnels de déplacement. Les entreprises de travaux publics, seuls groupes de pression dans une ville où la spéculation foncière et immobilière ne touche pas le cen-

## DECOUVERTE Alma-Ata, Kazakhstan



Où réside l'âme d'une ville ? Dans son passé, ses monuments et ses ruines comme à Rome, ville de la mémoire ? Dans le grand maelström du présent, comme c'est le cas à Tokyo ? Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, incite à chercher la réponse ailleurs.

Pèse de prime abord sur cette ville l'anomie socialiste : les attentes et les queues semblent rythmer sa vie. Des monuments du passé, des traces de Verny, la ville de l'époque des tsars, il n'y en a guère. Alma-Ata paraît en revanche écrasée par ces monuments géométriques, lourds et d'un futurisme

terne, caravansérails du socialisme triomphant.

Et pourtant, progressivement, ces premières impressions s'estompent. Il suffit de lever le yeux. D'abord, l'environnement adoucit le premier regard : Alma-Ata est située sur les contreforts de la chaîne du Sinkiang (Alatau en russe). Elle est dominée par ses crêtes acérées, dont certaines sont enneigées. Au sud, la ville s'ouvre sur la steppe.

L'âme d'Alma-Ata se découvre surtout pas à pas. Elle sourd de ce qui, plus que cette architecture grandiloquente du socialisme en marche, domine la ville : ses arbres.

Alma-Ata est l'une des villes les plus verdoyantes qui soient. Elle incite au vagabondage la tête dans les cimes. Vagabondage dans le temps des arbres. A suivre les larges avenues plantées de deux ou trois rangées de chênes, d'ormes ou de hêtres de la vieille Verny, on oublie la cité moderne. La profusion de la verdure à Alma-Ata est la marque la plus tangible de son passé. Ce sont les arbres qui ici tiennent lieu de monuments, qui sont en quelque sorte dépositaires de sa mémoire. La nuit, désertée et silencieuse, la ville semble s'enivrer des senteurs des arbres dont les branchages filtrent la lumière des réverbères.

Une faune et une flore d'une étonnante richesse avaient attiré dès le milieu du dix-neuvième siècle botanistes et ethnographes dans la vallée d'Almaty. Les Russes, appelés à la rescousse par les chefs des clans nomades kazakhs menacés par les Mongols, avaient construit dans la vallée une forteresse autour de laquelle allait naître la ville de Verny.

A la fin du siècle dernier, un géo-

graphe et explorateur russe, Piotr Semenov-Tiouchanski, écrivait dans son journal à propos de Verny : « Une très belle ville noyée dans la verdure. J'affirme qu'à ma première visite à Verny il n'y avait pas un seul bâtiment. Actuellement, Verny est incontestablement la plus belle et la plus verdoyante des villes d'Asie centrale... La meilleure des parures de Verny est certainement la ceinture de vergers plantés par les colons russes là où auparavant il n'y avait pas un arbre. »

Ce surcroissement des arbres est dû à l'initiative de deux sylviculteurs allemands, les frères Édouard et Karl Baum, qui sélectionnèrent les meilleures espèces d'arbres de tous les coins de la Russie : hêtres, chênes, charmes, tilleuls, ou frênes et mûriers de la vallée de Fergana. A la fin du siècle Verny était un jardin et un verger. Greffés sur des variétés locales sauvages, les pommiers de Russie donnèrent cette pomme particulière dont les habitants sont si fiers : l'aport.

C'est au milieu des arbres d'un parc que l'on découvre le plus gra-



cieux monument d'Alma-Ata : la cathédrale orthodoxe, transformée aujourd'hui en salle de concert. De bois (les arbres encore), surmontée de trois coupôles, décorée de corniches, ouvragée, polychrome, flanquée de son clocher, elle semble une de ces « folies » du dix-huitième, nichée dans la verdure et surgissant au détour d'une allée avec ses vieux roses, ses ocres et ses verts pâles, rappel discret des teintes dures des arbres qui l'entourent.

La préciosité de ce petit joyau d'architecture tranche avec le massif monument aux vingt-huit soldats de la division Panfilov morts dans

la bataille de Moscou en barrant la route aux chars ennemis. Il est préférable d'éviter l'entrée du parc par ce monument pour ne pas s'écarter les yeux sur ces visages taillés à coups de serpe avant d'apercevoir la cathédrale.

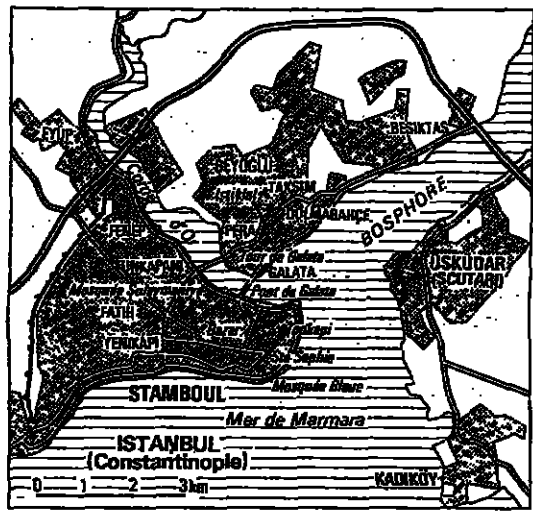
Bruissement du vent dans les peupliers, virevoltes des feuilles sur la chaussée des rues endormies, jeu des feuillages frissonnant dans les éclairages. La nuit, les arbres d'Alma-Ata peuplent la ville, la font tressaillir et leur murmure lui tient lieu de clameur.

De notre envoyé spécial  
Philippe Pons



## PARCOURS

Même quand les monuments historiques majeurs sont protégés, les responsables de l'urbanisme d'Istanbul n'hésitent pas à faire le vide autour d'eux, pour faire face aux embarras de la circulation.



tre historique, ne peuvent évidemment qu'encourager les pourvoyeurs d'ouvrages.

La chambre des architectes dénonce pêle-mêle le flou des objectifs et des moyens, les grands immeubles devant border les nouveaux boulevards qui cacheront la misère des quartiers dégradés, la multiplication des équipements touristiques dans une zone archéologiquement sensible (à l'emplacement des palais byzantins situés en contrebas de l'hippodrome), l'absence d'études, de plans, etc. Elle appelle de ses vœux un plan général. Mais n'est-ce pas là encore un souvenir de l'urbanisme des plans

d'embellissement et d'extension dont Prost fut un des héros, et qui se sont révélés si peu efficaces dans la France de l'entre-deux-guerres. Ne vaudrait-il pas mieux entreprendre des projets par quartier, des réhabilitations, et améliorer les circulations secondaires pour décongestionner les grandes artères percées selon le plan de Prost, dans lesquelles les véhicules de toute sorte se précipitent.

Le problème évidemment est que le tissu urbain d'Istanbul est historique sans l'être, hormis les anciennes Galata et Pera ou quelques quartiers qui pourraient être restaurés comme dans n'importe

quelle ville historique. On voit d'ailleurs depuis quelques années les anciens passages couverts de la grande rue de Pera (l'Istiklal) être rénovés et rendus aux commerces de luxe. On voit d'ailleurs les restaurants, où les touristes en groupes vont manger du poisson, envahir l'ancien quartier arménien de Kumkapi. Mais dans la péninsule de Sтамбул, surtout, la grande majorité des immeubles qui entourent les monuments datent du milieu du vingtième siècle, et n'ont en général pas la moindre valeur architecturale.

Que faudrait-il protéger ? Les dernières maisons en bois sont tellement dégradées que les ruraux fraîchement arrivés à Istanbul qui acceptent d'y loger, faute de mieux, ne rêvent que de se construire une petite maison en dur dans un des innombrables grecoandali (littéralement : « construits en une nuit ») couvrant les collines qui entourent la métropole de tous côtés. L'essentiel du problème ne relève même plus de la protection patrimoniale.

Devra-t-on pour autant ne voir tourner que les voitures, nouveaux derviches, autour des mosquées, et les tours de bureaux partir à l'assaut des grands minarets ?

Pierre Pinon  
Architecte

(1) Récentement réédité aux Editions Complexe dans Constantinople fin de siècle.  
(2) Son plan directeur, de 1937, continue plus ou moins à régir l'urbanisme de la métropole.

## Bosphore gourmand

«ELLE n'a sa pareille au monde qu'en son reflet dans l'eau qui l'entoure», écrivait d'Istanbul au siècle dernier un urbaniste. Et de meilleur miroir que celui de sa table (sofya), ajoutent Beyhan et Artun Unsal (ancien correspondant du Monde en Turquie) en un recueil de quatre-vingt-huit recettes sélectionnées chez quelques vieilles familles stambouliotes, appuyées sur de riches traditions historiques et une exploration précise de la ville contemporaine, traçant haut l'image d'une capitale attentive comme rarement à ses plaisirs, que ni les politiques qui lui ont préféré Ankara, ni les religieux intolérants à trop de fantaisie gourmande, ni la poussée McDonald-internationale n'ont pu effacer.

Nombre des recettes locales (mais beaucoup débordent largement les environs de la Corne d'or) proviennent des lointaines célébrations (repas de fêtes, rupture de jeûne du ramadan, mariages) au palais de Topkapı. L'un des premiers gestes du sultan quelques années après la prise de la ville (29 mai 1453) n'est-il pas d'établir un protocole de ses cuisines dans lequel le « maître des saveurs » joue un rôle essentiel ? Au siècle suivant, sous Soliman le Magnifique, les six cent trente cuisiniers (cadres et serviteurs non compris) peuvent passer à mille pour les grandes occasions. Une véritable armée qui le deviendra au sens

propre en 1596, lorsque les Autrichiens tentent de mettre la main sur le trésor ottoman, et que l'on voit alors surgir les cuisiniers du sultan « faisant tourner leurs outils de travail – coupe-coupe, couteaux de cuisine, haches ou même louches, – ils se ruèrent sur l'ennemi avec une telle ardeur que celui-ci battit en retraite ».

C'est l'époque où sont définies des règles liées aux saisons dans lesquelles les auteurs voient le « premier constat diététique de l'histoire » : elles recommandent de manger léger au printemps, de se nourrir de fruits, de légumes et de poissons l'été, de passer aux viandes à l'automne, avant de redoubler d'épices l'hiver. Se précisent alors autant le contenu des plateaux, qu'une manière de leur faire honneur qui, malgré la multiplication actuelle des tables en ville, perdure ici et là : « accroupi, calmement, sobrement, en silence – et vite ».

Mézés, que l'on veut plus raffinée, plus complexe, plus variée dans l'ancienne Constantinople que dans le reste du bassin méditerranéen, plats de fête, comme la fameuse « soupe de la mariée », riz, viandes et poissons, légumes, desserts et boissons (dont l'irremplaçable café), chaque plat majeur est présenté ici dans son contexte événementiel, avec une attention toute particulière pour une Cendrillon plutôt ingrate dont les gastronomes se targuent d'avoir en plus de trente recettes pu faire cette

princesse (1) qui fit s'évanouir d'amour un imam, et à qui ils ont trop souvent dû pardonner son penchant pour la pyromanie : l'aubergine.

Avant de nous piloter dans le dédale de leurs adresses gourmandes, Artun et Beyhan Unsal nous engagent à parcourir l'indispensable préliminaire olfactif que constitue le marché d'Egypte. Libre à chacun de choisir ensuite le quartier où l'appellent ses goûts, s'il est vrai qu'il n'est de salade que d'Yedikule, de moules que de Buğurkdere, ou de confiserie que de Bebek, sauf celle d'Eyup pour la crème au lait cuit...

Léger et nourrissant comme une série de mézéz stambouliotes, agrément d'une bibliographie franco-anglo-turque brièvement commentée, Istanbul la Magnifique ne s'offre pas seulement en hors-d'œuvre délicat à une visite de ville plus appétissante encore, mais en ouvrage de premier secours qui saura indiquer à celui que l'aube trouve sur le pavé où manger la meilleure soupe aux tripes des rives du Bosphore.

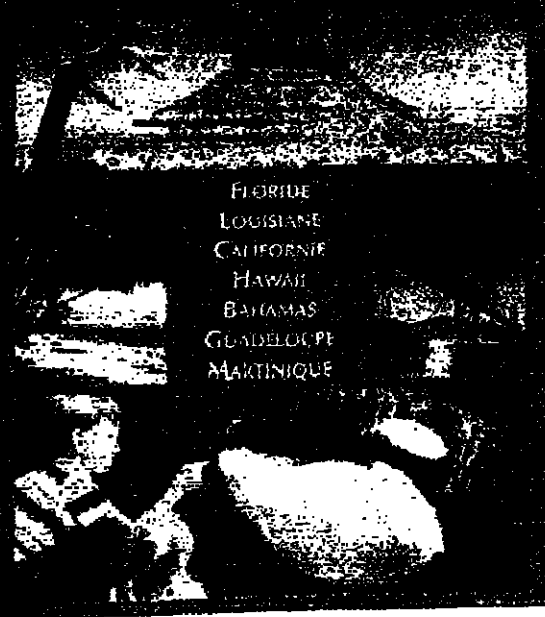
J.-L. P.

(1) Voir « Le Monde sans visa » du 30 mars 1991.

► Istanbul la Magnifique, par Artun et Beyhan Unsal. Robert Laffont, 180 p., 130 F.

AVEC CONTACTOUR, PARTEZ POUR LA FLORIDE

**CONTACTOUR**  
1991-1992



location de villas  
à ORLANDO,  
pour vivre  
de vraies vacances  
à l'américaine à partir  
de 2 900 F la semaine.

**FLORIDE MAGIQUE**

un séjour tout compris  
dans le merveilleux monde  
de Disney.

**CONTACTOUR**

30, rue de Richelieu 75001 Paris.  
Tél. : (1) 42-96-02-25 ou chez  
votre agence de voyages.

RANDONNÉES

VOYAGES...

VERS LES GRANDS ESPACES

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

EXPÉDITIONS

**NOMADE**  
L'AVENTURE

Doc. gratuits :  
50 av. des Ternes  
75017 Paris 43.42.45.45

**Le Monde**

PUBLICITÉ  
TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements :  
46-62-73-75

**Camino**

FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà décider de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exclusifs.

Early Bird,  
les circuits accompagnés moins chers.  
Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux États-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3 000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription) !

Option Prix Garantie.  
La fin des aléas monétaires.

Rien de plus désagréable qu'une hausse de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche.

**Camino**

VOYAGES EN RÊVE MAJEUR

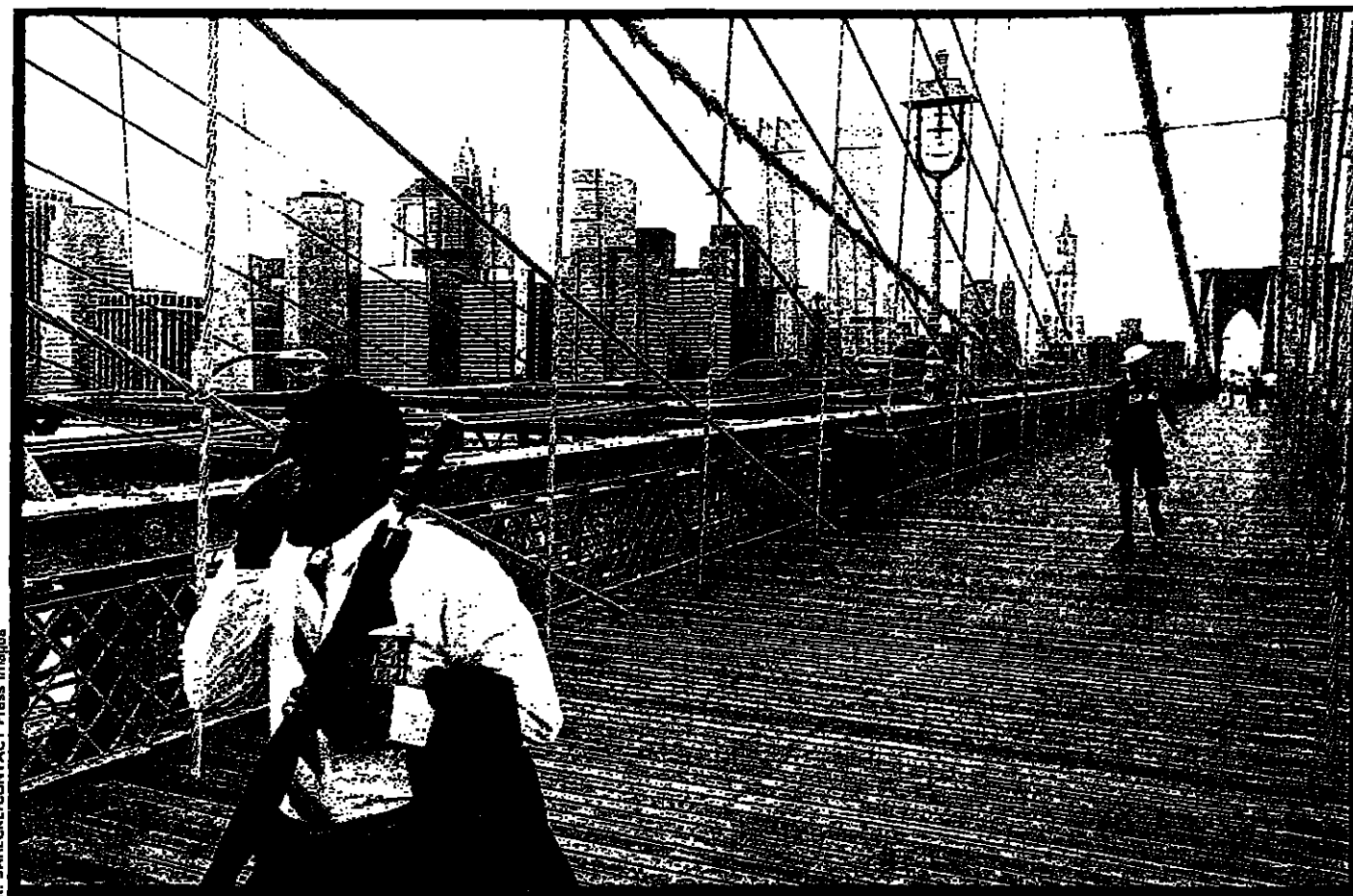
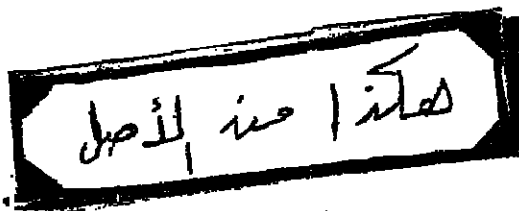
CAMINO 136, rue Championnet 75018 PARIS. Tél. : (1) 44 92 80 00

كلنا في الرحلة









## Paris Paris via New-York

Suite de la page 17

A bord, le champion s'endormit tout de suite. Comme à peu près toute la cabine, il se moquait des performances de l'avion, des privilèges technologiques proposés. Les autres travaillaient encore, ou discutaient déjà leurs dossiers, négligeant la documentation offerte avec le champagne. Ils volaient à 18 000 mètres d'altitude, c'est-à-dire à près de 10 000 mètres au-dessus de l'humanité adrienne des jets, seuls occupants, avec quelques pilotes de chasse, de la stratosphère, et ils donnaient l'impression de se forcer à la patience dans un habitacle de Caravelle! Un

l'arrivée, où l'oiseau réduisait sa puissance des Terre-Neuve. Sinon les ondes risquaient de surfer sur les vagues jusqu'à Manhattan. Bref, on jouait à l'escargot, on perdait de trente à quarante minutes, précieuses, visiblement, pour ces passagers qui avaient tous décidé, pour une raison ou une autre, de vivre deux matinées dans la même journée.

La seconde, d'ailleurs, commençait mieux que la précédente. Kennedy Airport dormait encore, propre et désert. Seul un vol coréen s'était posé, et le personnel d'Air France bousculait des douaniers somnolents. En dix minutes, il

cée, et c'était un peu comme recevoir de ses nouvelles. Une autre voix féminine, tout aussi naïve, égrenait les points noirs vers Brooklyn. Accident sur Interborough. Conseils de prudence.

Les mêmes scènes, les Chevrolet en plus, que vers Roissy, mais il en tirait des sensations plus fortes. Il était au ciné, fasciné par la juxtaposition des souvenirs de son lever et cette autre matinée. Le même temps gris, mais tellement plus lumineux! Un vent d'une autre douceur. Une autre attente au péage du Queens Midtown Tunnel, plus ludique qu'à l'em-

ment vers Little Italy, à travers Greenwich, en parlant des tares comparées des fourrières de leur ville respective. Joseph trouva une place, ou plutôt deux, tant la voiture paraissait longue, même pour Manhattan, et ils allèrent manger des pâtisseries chez Ferrara, sur Grand Street.

Il ne comptait plus les repas pris depuis son lever. Mais il avait encore faim, et Joseph comprenait qu'il aurait, le soir, une drôle de journée à raconter: à sa femme. Ils se restaurèrent, donc encore dans Chinatown. Puis Joseph eut envie d'aller admirer les vieux zings alignés sur le porte-avions-musée, l'in-

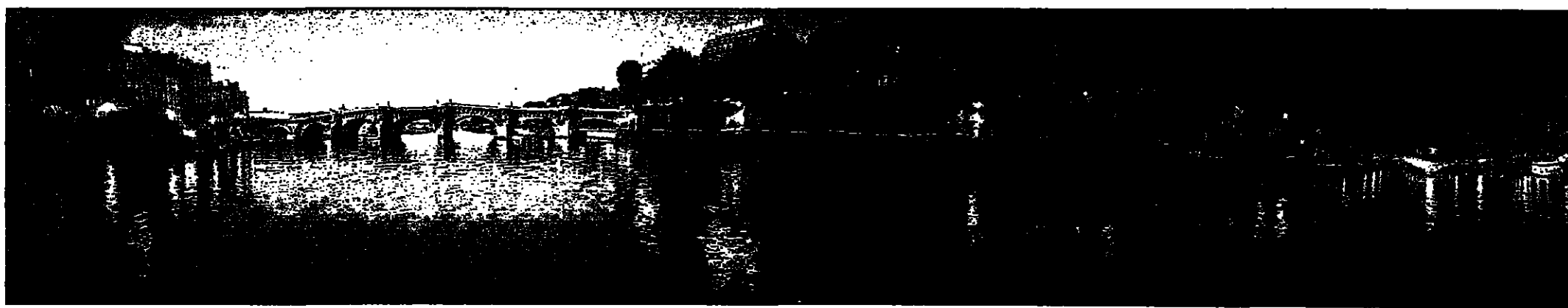
traversée risquée, à cette heure, du pont de Brooklyn.

A Kennedy Airport, on entrait directement dans le Salon Concorde, sans contact avec la douane. A 13 heures, il retrouva donc sa navette au bec effilé, aussi facilement que s'il s'était engouffré, ici ou là-bas, dans le métro. Il était devenu un habitué de la ligne et, comme les autres, pestait déjà contre les quarts d'heure de tortillard imposés au plus rapide des avions.

Là, c'était l'aéronautique US qui continuait sa vieille guerre avec Concorde, l'obligeant à attendre, en bout de

près. Seul un chasseur-bombardier aurait pu faire mieux. Et puis, dix minutes après, Mach 2. La routine. Le ciel mauve de tous les privilèges.

Le vol de retour fut sans histoires. Banal, à force de perfection. Ses compagnons dégustaient mieux l'excellence des vins blancs, car, dans ce sens, le temps s'était étiré, pour rien. On ratait les correspondances européennes. Il était prévu, depuis longtemps, de doubler le vol quotidien de Concorde avec un départ plus tôt, pour permettre aux Américains de vivre une fin de journée sur la Seine. Ils rattrapèrent la nuit, mais se posèrent tout de même



ROBERTO DIAZ PIETRI

bébé de quelques mois, fesses à l'air, éclatait de rire, heureux, insouciant lui aussi, sous l'indicateur mural de vitesse qui indiquait déjà Mach 2.

On en était à deux fois la vitesse du son, dans un avion chauffant à 125°, dans un ciel « bleu intense, presque violet », qui « préfigure déjà les espaces cosmiques », comme le relevait la notice, et « Big Mac », le bébé, et leurs compagnons de stratosphère donnaient l'impression de tuer ce temps à eux seuls réservé. On lui expliquait pourquoi le vol allait durer ses trois heures et demie: les nécessités terrestres, histoires de vitres malmenées par le double-bang, entre Paris et Le Havre, imposaient à Concorde de voler pratiquement à la vitesse d'un vulgaire subsonique sur ce parcours. Idem pour

trouva une voiture, une longue limousine noire équipée comme une chambre d'hôtel, et un chauffeur, Joseph, qui éclata de rire à l'idée d'une balade, pour rien, pour le plaisir, dans les encombrements.

Le Concorde du retour décollait à 13 heures. Il avait donc trois bonnes heures devant lui, et comme Joseph habitait Long Island et connaissait par cœur le trafic sur l'East River, leur limousine prit Jamaica Bay et le Queens par le travers, changeant d'expressway comme de bretelle aux portes de Paris, enfilant des rues d'entrepôts ou des avenues résidentielles autour de Jackson Heights. Joseph était ravi. Il trouvait absurde le goût de ce *Frenchie* pour les embarras matinaux, mais il était allé une fois à Paris, avec une ancienne fian-

bouchure périphérique de la porte de Bercy.

Dans Murray Hill, il aurait applaudi, s'il n'y avait eu Joseph. Des flots humains redescendaient Manhattan, ordinaires et magiques. Il en devenait injuste vis-à-vis de Paris. Les New-Yorkais arboraient la même mine de jour ordinaire que ses concitoyens, quelques heures plus tôt. C'était lui qui avait changé, en un rien de temps, et c'était bien là sa délectation. Ce parallélisme rapproché, cette incroyable proximité d'observation, là-bas et ici, qu'il n'avait jamais vécue.

Il voulut s'arrêter, offrir un café à Joseph sur Washington Square. Il proposa de marcher un peu, mais son chauffeur redoutait de se faire enlever sa limousine. Alors, ils continuèrent

trepidant au Seaport Museum de South Street. Ils s'y rendirent donc. C'est là, sur les quais, que l'idée lui vint de rester un jour ou deux. Halloween débutait ce soir, et il y avait déjà beaucoup d'enfants, citrouilles dans les bras, qui paraient s'amuser, en face, du côté de Staten Island.

Mais il aurait fallu, pour cela, changer les règles du jeu qu'il avait lui-même fixées. Il ne dînerait pas avec Joseph et sa femme à Long Island. Une autre fois, sûrement. A deux pas de Broadway, sur la 46<sup>e</sup>, on jouait les *Misérables*. Comme à Paris.

Il faiblissait. Il lui fallait quitter Manhattan, et cette limousine qui allait si bien avec sa cravate rayée. Joseph lui offrit un dernier cadeau: la

piste, l'atterrissage interminable de coucou à réaction. Cet autre quart d'heure, plus politique, était compté dans les trois heures et demie de vol. Pour le faire patienter, le commandant de bord l'invita, dans la cabine de pilotage, à assister au décollage le plus rare, car sur la « piste interdite ». Interdite à l'oiseau, cela s'entend, droit vers Manhattan et ses parois de verre. Mais c'était jour de grand vent et on levait la vieille quarantaine...

Comme un clin d'œil, le supersonique allait rappeler ses performances à tous les oublieux qu'il transportait. L'aéronautique imposait un rapide virage sur l'aile gauche, rapport, toujours, aux querelles sur le bruit, et les pilotes d'Air France prenaient un matin plaisir à serrer celui-ci au plus

avant 22 h 35, heure de Paris.

Il avait promis de rejoindre des amis dans une brasserie du centre. Il y arriva le premier, attendant que sa femme et ses chevaliers servants reviennent de la représentation des *Misérables*. Il se dit qu'il aurait mieux fait d'aller voir le spectacle avec Joseph. Au loin, brillaient les tours du 13<sup>e</sup> arrondissement. Il était gai, un peu triste, fébrile surtout. Il éprouvait un sentiment de trop-plein. Il avait fait un long voyage, et pourtant n'avait presque pas bougé. Il n'était pas passé très loin du conte de fée parfait, avec l'oiseau blanc. Pour un peu, il croirait aux histoires à dormir debout. Après tout, n'était-ce pas Halloween?

de notre envoyé spécial  
Philippe Boggio



UN SERVICE DE TOUTE PREMIÈRE CLASSE, 7 JOURS SUR 7,  
C'EST NOTRE BUSINESS!

THAI AIRWAYS INTERNATIONAL LTD. 23, AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS - TEL. 44.20.70.15 - RESERVATIONS: TEL. 44.20.70.80  
THAI COTE D'AZUR 10, AV. FELIX FAURE 06000 NICE - TEL. 93.13.80.80